

LA DYNAMIQUE MIGRATOIRE EN RDC: MORPHOLOGIE, LOGIQUE ET INCIDENCES À LUBUMBASHI

Rapport final pour le projet financé par le MacArthur Foundation:
“Perspectives Africaines sur la Mobilité Humaine”

Préparé Par:

*Germain Ngoie Tshibambe
Guy Mbuyi Kabunda*

**DÉPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES,
UNIVERSITÉ DE LUBUMBASHI,
LUBUMBASHI, RDC**

Août 2010

Avertissement: Ce rapport est le travail du Département des Relations Internationales, Université de Lubumbashi. Tous commentaires ou questions sur le rapport doivent être adressés à l'équipe de recherche en RDC, et non pas à l'Institut des migrations internationales à Oxford.



AVANT-PROPOS

Ce rapport est le produit d'un travail en équipe. La base de cette équipe a été constituée d'un groupe des assistants et chercheurs de la ville de Lubumbashi. Ils ont accepté de participer à cette recherche pour la collecte des données auprès des migrants et d'autres acteurs tant que ceux-ci intéressaient le champ de notre préoccupation. Ils sont bien nombreux et leurs noms sont présentés à la fin de ce rapport. C'est le lieu de les remercier de cette tâche délicate à laquelle ils se sont consacrés, par le sacrifice de leur temps et leur énergie.

Le lancement de cette recherche a été marqué par la tenue d'un séminaire méthodologique de deux jours au mois de Juin 2009. Ce séminaire était une occasion propice pour créer un environnement en vue de stimuler le partage des idées et le dialogue entre l'équipe de recherche et certaines personnes ayant une expertise dans les études de la migration sur la ville de Lubumbashi. Aux participants impliqués dans la recherche, il fallait dire ce qu'ils faisaient et entendaient poursuivre dans le cadre de cette investigation. Des invités et personnes-ressources, il était attendu leurs commentaires et évaluations critiques sur ce travail. La sérénité du séminaire nous a permis de gagner des uns et des autres.

Deux personnes méritent d'être citées car elles sont venues, l'une de la Grande Bretagne et l'autre du Maroc, pour nous rejoindre et prendre part à ce forum ; il s'agit de Gunvor Jonsson de l'International Migration Institute –Université d'Oxford et du Professeur Mohammed Aderghal de l'Université Mohammed V de Rabat. Partenaires dans ce programme de recherche, ces deux personnes ont une information sur l'esprit et l'économie générale de la recherche en République démocratique du Congo. Leur apport aux travaux de ce séminaire a été important : qu'elles en soient remerciées. Pendant quelques heures, elles nous ont accompagnés sur le terrain pour des entretiens-pilotes. A Lubumbashi, les personnes ayant une expertise pour être déjà accrochées à la problématique de la migration dans cette ville ont également apporté leur pierre au succès de ce séminaire. Il s'agit des Professeurs Dibwe dia Mwembo, Kanku Mukengeshay et Nkuku Khonde, tous de l'Université de Lubumbashi. La disponibilité et des éclairages intéressants dont ils ont fait bénéficier les séminaristes méritent la reconnaissance de notre part.

Cette recherche fait partie du Programme MacArthur sur la mobilité humaine à travers les activités de l'International Migration Institute de l'Université d'Oxford. C'est pourquoi, nous ne pouvons que remercier toutes les personnes anonymes qui ont travaillé inlassablement à l'aboutissement de l'agenda de cette recherche. Ainsi, le personnel de l'International Migration Institute a une place de choix. Car, au cours d'un atelier tenu à Oxford, alors que nous tous, nous nous recherchions en déblayant des chemins méthodologiques et épistémologiques pour trouver un terrain de recherche empirique, l'attention des Chercheurs de l'IMI sur l'ébauche de recherche de la RDC était trop grande pour faire aboutir ce projet. C'est l'occasion aussi pour nous de les remercier tous aussi longtemps qu'ils sont encore à l'IMI. Il s'agit de Hein de Haas et Oliver Bakewell.

Au cours de l'exécution de cette recherche, nous avons bénéficié de l'apport du Professeur Vwakyankazi Mukhoya. Il est vrai que pour des raisons de santé, il n'a pas pu cheminer avec nous, qu'il soit pourtant sûr de notre gratitude pour sa disponibilité et son soutien au succès de ce projet mené ensemble. Le professeur Mbuyi Kabunda a été associé à l'équipe de la coordination. Des échanges fructueux avec lui sur les migrations de la ville de Lubumbashi

ont conduit à un mixage de la lecture et de l'interprétation de cette réalité complexe et changeante étudiée.

La synthèse dégagée dans ce rapport est le résultat de l'interprétation des données de terrain et des commentaires des uns et des autres. Sur le plan de l'écriture, nous pouvons ne pas être d'accord ; mais une chose est sûre : cette synthèse est fortement marquée par la grille de lecture subjective des rédacteurs. Elle est jetée sur la place publique et peut susciter des débats. C'est dans ces débats que nous espérons trouver une satisfaction. Par où saurions-nous mieux finir ?, cette question de Jean de la Fontaine est la nôtre en cet instant.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	i
TABLE DES MATIÈRES.....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	iv
LISTE DES FIGURES.....	v
EQUIPE DE RECHERCHE DE LA RDC:.....	vi
CHAPITRE 1: INTRODUCTION.....	1
1.1 LE CONTEXTE DE L'ÉTUDE ET OBJECTIFS.....	1
1.2 LE CADRE THÉORIQUE DE LA RECHERCHE ET DÉFINITION DES CONCEPTS.....	3
1.3 LES APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES ET LES DÉFIS DE LA RECHERCHE	7
1.4 PRÉSENTATION DE LUBUMBASHI ET LES CONFIGURATIONS DES MIGRATIONS DANS LA VILLE.....	12
CHAPITRE 2: LES MIGRANTS DANS LA VILLE DE LUBUMBASHI.....	19
2.1 MIGRANTS CONGOLAIS DE RETOUR EN RDC.....	19
2.2 A PROPOS DES MIGRANTS AFRICAINS	29
2.3 LES MIGRANTS ASIATIQUES.....	37
CHAPITRE 3: DISCUSSION	46
3.1 LA MIXITÉ SOCIALE : LES MIGRANTS AFRICAINS ET ASIATIQUES À LUBUMBASHI.....	46
3.2 LUBUMBASHI : ESPACE DE VIE ET MARQUES DE LA MIGRATION	50
CHAPITRE 4: CONCLUSION	54
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	59
ANNEXE: PROTOCOLES DE RECHERCHE	64

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Pays de résidence du migrant Congolais.....	23
Tableau 2. Envoi des fonds au pays d'origine	24
Tableau 3. Assistance reçue pour migrer	25
Tableau 4. Raisons du retour au pays	26

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Plan de Lubumbashi, dans la province du Katanga, en RDC.....	1
Figure 2. Commune de Lubumbashi.....	9
Figure 3. Commune de Kamalondo	10
Figure 4. Carte de la commune de Katuba à Lubumbashi	10

EQUIPE DE RECHERCHE DE LA RDC:

A. LES CHERCHEURS SENIORS:

- **Germain Ngoie Tshibambe** (Responsable du Projet): tshibambengoie@yahoo.fr
- **Guy Mbuyi Kabunda** (Directeur Adjoint du Projet): mbuyikabunda@yahoo.com

B. LES CHERCHEURS JUNIORS (ENQUÊTEURS):

- **John Abelungu**, Licencié en Droit, Chaire Unesco sur les droits de l'Homme-UNILU
- **Kayeb Kakez**, Assistant en Relations internationales, UNILU
- **Musevu Kawel**, Licencié en Sciences politiques, chercheur au Centre d'excellence pour l'étude de la démocratie locale (CEDEMOL-UNILU)
- **Charles Kunda**, licencié en Histoire, chercheur indépendant
- **Makoki Lubangi**, Licencié de l'I.S.E.S., chercheur indépendant
- **Balibutsa Maniraguha**, Chef des Travaux à l'Université ouverte-Lubumbashi
- **Namwana Ngambu**, Assistante au Centre d'études politiques de l'Afrique centrale (CEPAC-UNILU)
- **Kaburap Ngomb**, Assistante au Centre d'études politiques de l'Afrique centrale (CEPAC-UNILU)
- **Muteba Ngoy**, Assistant à l'Université ouverte-Lubumbashi
- **Mwanza Ngoy**, Assistant en Relations Internationales, UNILU
- **Shimbi Ngoy**, Assistante en Relations internationales, UNILU
- **Okolonken Ozoza**, Assistant au Centre d'études politiques de l'Afrique centrale (CEPAC-UNILU)
- **Kayombo Rukan**, Licencié en Droit, chercheur au Centre d'excellence pour l'étude de la démocratie locale (CEDEMOL-UNILU)
- **Ramazani Tukumbi**, Assistant en sociologie, Université de Lubumbashi (UNILU)
- **Kakiranya Wasukundi**, Licencié en Sociologie, chercheur indépendant

CHAPITRE 1: INTRODUCTION

1.1 Le contexte de l'étude et objectifs

Dans le cadre du Programme Mac Arthur concernant les Perspectives africaines sur la mobilité humaine (PAMH), l'équipe de recherche de la RDC a choisi d'apporter sa contribution d'ancrage en travaillant sur la thématique : « La dynamique migratoire en RDC : morphologie, logique et incidences à Lubumbashi ». Le choix de cette thématique procède de l'une des conclusions auxquelles l'équipe de la RDC est parvenue à l'issue des activités menées au cours de la première année du projet : alors que la province du Katanga dont la ville de Lubumbashi est le chef-lieu a été dans le passé colonial et même post-colonial un espace d'immigration (belge en particulier et européenne en général) attirée par l'exploitation des ressources minières de ce lieu, la revue de la littérature y a relevé d'une part l'absence des analyses sur l'évolution des migrations dans la durée après la période post-coloniale tandis que la tendance actuelle qui réaccorde la prédominance à cette ville comme site d'attraction migratoire (Ngoie et Vwakyankazi, 2009) est peu ou point du tout, explorée. Dans cette recherche, nous nous intéressons aux migrations internationales, mais nous ne négligeons pas des migrations internes car, à l'évidence, il y a un enchevêtrement de la dynamique entre migrations internes et migrations internationales.

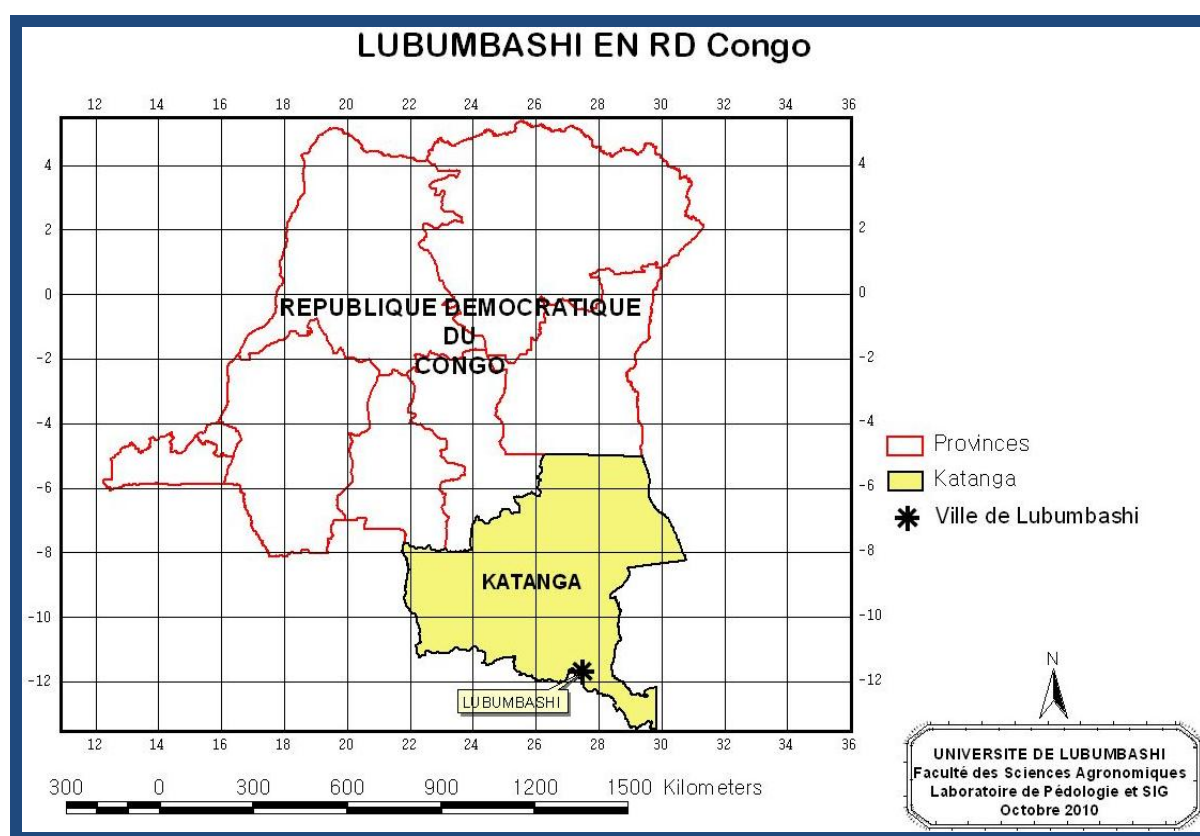


Figure 1. Plan de Lubumbashi, dans la province du Katanga, en RDC

L'étude des migrations dans la ville de Lubumbashi (carte n°1, annexe 2), nous amène à attirer l'attention sur la question de l'interaction entre l'espace urbain et la migration. La sélection de Lubumbashi procède de l'attractivité de cette ville par rapport à d'autres centres urbains de la République Démocratique du Congo et au regard des effets démographiques induits du va et vient incessant de la population. L'attractivité de la ville de Lubumbashi est, à l'évidence, un moteur qui en fait une sorte d'interface en tant qu'espace urbain attirant la population et permettant le développement de la culture de la mobilité. En tant qu'espace urbain, Lubumbashi se déploie comme une ville postcoloniale africaine marquée par la crise et des ratés dans la gouvernance urbaine, ce qui entraîne une forte précarité des conditions de vie de la population et une informalisation des activités socio-économiques qui s'y déploient (Nkuku, K.C. et Rémon, M., 2006). Le raté de la gouvernance urbaine conduit à une occupation moins ordonnée de l'espace, une des marques des innovations de villes africaines selon Le Bris (1987 : 268), c'est-à-dire une stratégie de contournement et de détournement des normes officielles de construction et d'urbanisation. La culture de la mobilité, un marqueur de la vie urbaine, fait de Lubumbashi une sorte de passerelle qui entretient un continuum migratoire dans les interstices duquel les migrations *internes et internationales* se veulent des alternatives possibles dans le champ social et l'horizon de vie des individus.

Lubumbashi se perçoit comme un site à double fonction : un espace d'envoi et de réception. En effet, à partir de Lubumbashi, des Congolais se mettent en mouvement pour explorer des opportunités offertes dans l'espace transnational en sachant se mouvoir dans les « territoires circulatoires » (Tarrus, 2001b). La fonction d'envoi se déploie dans deux sens : le premier, celui de l'envoi comme pays d'origine, est considéré comme le déclencheur de la mobilité au terme de laquelle le migrant part de ce site pour réaliser son acte migratoire ailleurs ; le second naît du rôle d'un espace qui tient lieu de passerelle de transit. Lubumbashi attire de plus en plus des migrants d'autres pays en tant qu'espace de transit vers les multiples destinations. La localisation de cette ville à la frange au sud de la RDC la place dans les corridors d'où il est facile d'atteindre les pays africains anglophones : il suffit de franchir quelques kilomètres pour traverser la frontière et basculer dans les pays de l'Afrique australe. Lubumbashi en est le point de sortie. La porte d'entrée pour embrasser le vaste espace migratoire est soit la Zambie, soit l'Angola. La fonction de réception déroule l'aspect d'attraction migratoire de cette ville : elle accueille des migrants de tous les coins du pays. Les déplacés de guerre ont fait augmenter le nombre de la population urbaine dans le contexte de multiples guerres qui ont sévi en RDC.

Bien nombreux sont des migrants étrangers qui choisissent de venir à Lubumbashi, ville encore à vocation minière. La tentative du Maire de la ville de Lubumbashi de rappeler une disposition administrative coloniale consistant à contrôler le mouvement de la population aussi bien nationale qu'étrangère dénote effectivement de l'ampleur des immigrations vers cette ville. Le tollé provoqué en réaction à cette décision explique le chevauchement hybride des relations officielles couplées aux réseaux/parapluies informels qui orientent ou désorientent l'action politique publique dans ce pays¹. Il importe de rappeler que lors de la Deuxième République, le régime Mobutu a imposé la détention des documents autorisant le déplacement de la population à l'intérieur du territoire national, notamment « l'autorisation de sortie ». Ils ne coûtaient pas cher mais leur non-détention exposait à des tracasseries

¹ Le maire a rendu publique cette décision, en mai-juin 2009, pour contrôler les mouvements de la population nationale et étrangère, pour renforcer les services publics chargés du mouvement de la population et pour permettre de générer les recettes publiques, tout acte d'administration étant payable. Le tollé des ONG des droits de l'Homme a été tel que ce maire a vu sa décision suspendue par le ministre national de l'Intérieur et de la sécurité publique avant qu'il ne fut révoqué de son poste en 2009.

policières du parti-Etat. Le contrôle, par les services publics, du mouvement de la population est un long héritage colonial. Obotela en fait cas dans son ouvrage au titre évocateur, *République Démocratique du Congo. Un Etat sans papiers dans un village planétaire* (2002). En fait, à l'époque coloniale, pour se déplacer d'un coin de la colonie vers un autre, l'autochtone devait être porteur d'un « passeport de mutation » (Obotela, 2002 : 59).

Les objectifs de cette recherche gravitent autour de trois axes suivants:

- 1) Examiner les changements et les continuités dans les migrations depuis et vers Lubumbashi,
- 2) Caractériser les immigrés qui résident actuellement dans la ville, et
- 3) Evaluer l'impact des migrations sur les relations sociales et sur la ville de Lubumbashi.

1.1.1 Les questions de recherche

La conduite de cette recherche est orientée par des fils d'idées liées à des questions de recherche suivante :

- 1) Quelles sont les configurations des migrations dans la ville de Lubumbashi à partir des années 1980 ?
- 2) Comment les immigrés de Lubumbashi négocient-ils leur présence et leur visibilité, de quels réseaux vivent-ils et à quel type d'activités s'adonnent-ils ?
- 3) Quelle perception les habitants de Lubumbashi se font-ils de la migration ?
- 4) Quelles transformations la migration entraîne-t-elle dans l'espace urbain et dans les relations entre les populations locale et étrangère ?

1.2 Le cadre théorique de la recherche et définition des concepts

Cette recherche part de certains concepts pertinents dont la définition peut permettre une avancée dans la compréhension de la dynamique de la migration et de la vie urbaine en RDC. Cet exercice conceptuel nous conduit à débayer le champ de la réflexion en nous situant à trois niveaux. Le premier est constitué des éléments conceptuels comme la mobilité/migration et l'espace transnationalisé. Le deuxième niveau s'appuie sur notre intérêt à revisiter des certitudes théoriques et entend explorer la portée théorique de certaines expressions comme le transnationalisme, l'intégration et les réseaux migratoires. Au troisième niveau, il sera question de fonder toute cette analyse sur des débats en cours sur les effets « d'affoulement », « une véritable architecture mobile de l'être-ensemble urbain » (Moncomble, 2009 :353) et sur les interactions entre la migration et la transformation de l'espace urbain. La notion d'affoulement, telle qu'elle est forgée par Moncomble, entend saisir la dynamique de l'urbanisation dont le fond est le rassemblement de la population, la concentration de la foule sur un site, en un lieu et en un certain temps.

Généralement, la notion de la mobilité tente de corriger la fermeture de sens dégagé du mot migration. La migration se réfère à un déplacement d'un lieu vers un autre pour une longue période et souvent sans intention de rentrer au lieu de départ. Pareille perception entraîne des conséquences. Sur le plan politique d'abord, les Etats ne sont pas prêts pour se prêter à de tels déplacements ; d'où les mesures restrictives qu'ils prennent, des mesures qui tendent à « discipliner » le mouvement de la population. Ensuite, les populations locales (du pays receveur) peuvent développer des réactions de xénophobie comme c'est le cas en Afrique du Sud (Bouillon, 1999) ou au Congo-Brazzaville (Whitehouse, 2009a). A Lubumbashi, il arrive de fois qu'en recevant un étranger, on lui pose la question, « combien de temps allez-vous passer ici ? », « quand est-ce que vous rentrez chez vous ? » De telles itérations traduisent l'expression de réserve ou d'accueil froid à l'égard d'un migrant (touriste ou non).

La notion de la mobilité insinue l'initiative de déplacement, que celui-ci soit de longue durée ou non. Elle incarne également la dimension permanente déliée de toute barrière à l'acte même de se déplacer par et à travers lequel le monde globalisé devenu « un grand village planétaire », selon les termes du sociologue canadien McLuhan (1968) peut être l'objet de circulation constante. Nous voulons le sens de la mobilité dans les débats qui ont lieu en sociologie sur un terme presque similaire, celle de la mobilité sociale. La mobilité sociale renvoie à l'accès de chacun à une position sociale convoitée quelle qu'en soit son origine sociale, cette circulation étant fondée sur l'égalité des chances et mettant en œuvre des stratégies individuelles. En RDC, le sujet mobile, le migrant (interne ou international) se traduit par *moto ya movement*, un terme dans une langue locale dont la signification est l'homme en mouvement, celui qui se déplace instamment. Dans la mobilité, on ouvre le sens pour considérer le mouvement comme un acte « normal » (Jónsson, 2009) et non comme participant de l'échappée de la misère et de la crise. Une autre dimension de la mobilité conduit à l'éclipse de la distinction dans le territoire migratoire entre pays de transit et pays de destination. Les entretiens avec des migrants dans cette ville permettent de comprendre qu'ils veulent explorer différents endroits en vue si possible de réaliser leur ambition dans l'aventure migratoire. Cette définition de la mobilité nous amène à parler de l'espace transnationalisé.

Des auteurs comme Alain Tarrius (2001a), Bertrand Badie et Marie-Claude Smous (1992) et Dominique Schnapper (2001) utilisent, chacun, cette expression ou l'insinuent dans leurs analyses. Mais avant toute chose, il est mieux indiqué de noter que Raymond Aron (1962) a introduit une distinction de la scène internationale entre « société transnationale et système international ». Selon cette distinction d'Aron, si le système international met en évidence « l'aspect interétatique de la société à laquelle appartiennent les populations soumises à des souverainetés distinctes », « la société transnationale se manifeste par les échanges commerciaux, les migrations de personnes, les croyances communes, les organisations qui passent par-dessus les frontières, enfin les cérémonies ou compétitions ouvertes aux membres de toutes ces unités (étatiques). La société transnationale est d'autant plus vivante que la liberté des échanges, migrations ou communications est plus grande, que les croyances communes sont plus fortes, que les organisations non nationales sont plus nombreuses... » (Aron, 1962 : 113). Pour Alain Tarrius, l'espace transnationalisé est marqué par « des traversées, flux, parcours entre étages territoriaux, entre univers de normes, mixités, métissages » (2001a :3). Selon Bertrand Badie et Marie-Claude Smous, l'espace transnationalisé procède de la mise en perspective de la fin du territoire national bousculé par des flux et par toutes sortes des transactions matérielles et immatérielles. Celles-ci mettent à rude épreuve la souveraineté de l'Etat-nation territorial (1992). Dominique Schnapper (2001) part de limites de l'Etat-nation pour prendre acte de la démultiplication des activités

déployées par des acteurs transnationaux. Ces activités se profilent non pas au niveau de l'Etat-nation, mais dans le monde transnational. Ce dernier n'a de sens que par rapport à la contraction du temps et de l'espace, contraction constitutive de la dynamique de la mondialisation. La liberté relative de la mobilité de la population n'est possible que si on a le sens de l'espace transnationalisé. Cet espace est celui qui est circulé ou qui cherche à l'être dans le déploiement des initiatives du savoir-circuler que déploient les migrants.

Le déblayage théorique des notions de la mobilité et de l'espace transnationalisé conduit à dégager une posture qui nous permette de transcender la vision binaire consistant à opposer la régularité à l'irrégularité de la migration, la permanence ou la temporalité du déplacement. En fait, dans l'acte migratoire, le migrant se construit en tant que sujet moral, d'où l'importance d'identifier ses « manières de faire », c'est-à-dire, selon les termes de Michel de Certeau, les dispositifs pratiques par et à travers lesquels un acteur déploie de l'ingéniosité pour agir et obtenir certains résultats dans la société (cité par Bayart, 1981 : 61). Les différents sujets migrants rencontrés dans la ville de Lubumbashi adoptent des manières de faire qui puisent leur secret dans la généralisation des activités informelles structurant l'économie de la RDC.

« Dans ces espaces transnationaux », comme l'écrivent Rosita Fibbi et Gianni d'Amato (2008), « les migrants mettent en place des relations sociales et économiques, des activités et des identités politiques qui transcendent les frontières classiques et bénéficient de processus économiques globaux à l'intérieur d'un monde divisé en Etats-nations. Le transnationalisme représente un déplacement des identités, notamment nationales, et des revendications politiques et sociales au-delà des appartenances territoriales habituelles fondées sur l'échelle des Etats-nations » (Fibbi & d'Amato 2008 : 7). A l'évidence, le transnationalisme en tant que thème théorique est énonciation discursive qui, dans le champ de la migration, passe pour une troisième voie de dépassement entre l'option de l'assimilation et celle de retour. La première option de l'assimilation entend dénier l'ouverture de soi à autre chose tandis que la deuxième option limite la liberté de se réaliser en étant ailleurs. Le terme d'assimilation depuis les années 60 a été abandonné par beaucoup de sociologues européens pour plusieurs raisons. « D'abord la difficulté de dissocier le processus sociologique de son contenu normatif : l'assimilation est plus une injonction aux nouveaux entrants qu'à la société d'accueil qui aurait le devoir de les assimiler. Ensuite, la crise des institutions intégratrices (l'école, l'armée, le syndicalisme, par exemple) amène à se demander comment des nouveaux venus peuvent intégrer une société marquée, par ailleurs, par des tendances désintégratrices. On soulignera enfin qu'après la décolonisation, il a paru politiquement incorrect de parler d'assimilation en direction des migrants des ex-colonies, compte tenu de l'usage de la notion pendant la période coloniale » (Réa et Tripier, 2003 : 92).

Le déclasser énonciatif de l'assimilation remet sur le champ discursif le thème de l'intégration. Si la littérature théorique sur le transnationalisme ou sur l'intégration est bien développée, des recherches sur la migration en rapport avec cette thématique sont restées plutôt limitées surtout pour l'Afrique (Whitehouse, 2009b). Cela se vérifie particulièrement pour la RDC où la recherche sur ces questions est inexistante. La revisitation de ces cadres théoriques in situ dans la ville de Lubumbashi nous permet de voir autrement cette réalité. Il est évident qu'en raison de la contingence historique locale, des aspects relevant du transnationalisme et de l'intégration amènent à comprendre l'action du migrant faite sur place par la mobilisation du capital social dont il garde le secret et son souci de le transformer en un bénéfice économique et en des soutiens politiques (Leung, 2006 : 5). La notion de bénéfice économique ne pose pas de problème dans la mesure où il se réfère au sens commun de gain

financier réalisé par un agent économique dans une activité productive. La notion de soutien politique ou de parapluie politique n'a de sens en RDC que par rapport à la généralisation de la prédominance des réseaux qui créent le chevauchement entre les structures officielles et les relations privées ou personnalisées. Dans le champ social, un individu défini par une référence concrète comme son ethnie ou sa relation par rapport à tel officiel (politique, administratif ou militaire), bénéficie de la sécurité. Emmanuel Terray expliquant cette production du pouvoir politique en Afrique parle de « la véranda et de la salle climatisée » (1986 : 37,40). La véranda se réfère au monde des réseaux et des relations clientélistes tandis que la salle climatisée renvoie à l'officiel, au moderne. L'articulation de ces deux mondes est le socle du « paradigme du désordre » sur lequel ont écrit Chabal et Dalloz (1999) pour expliquer le mode de fonctionnement de l'Etat dans certains pays de l'Afrique subsaharienne.

Dans ce régime de simulacre, des individus n'évoluent et des affaires ne prospèrent que lorsqu'ils sont soutenus par des réseaux qui s'emboîtent entre « la véranda et le climatiser ». D'où l'importance des « parapluies », c'est-à-dire des relations officielles et officieuses qui protègent et aident à échapper aux tracasseries quotidiennes produites par des structures politiques officielles. Dans un autre contexte, les experts de l'Organisation des Nations Unies ont utilisé la notion de « réseaux d'élite au pouvoir » pour traduire la complexité des rapports entre le champ politique et d'autres champs de la société congolaise pour traduire ainsi l'épaisseur de parapluies politiques prédominant en RDC (ONU, 2002 : 6).

Faire des bénéfices et avoir des soutiens politiques s'emboîtent en RDC. Les migrants étrangers vivant en RDC ont compris ces pratiques et ne cessent de multiplier des initiatives pour obtenir des parapluies politiques de manière à bien obtenir des bénéfices économiques. C'est dans les interstices de la transformation du capital social en bénéfice économique assis sur le socle des parapluies politiques que nous lisons les enjeux du transnationalisme et de la théorie des réseaux. A ce compte, il se dégage que les Congolais frappés par la précarité des conditions de vie manifestent un nomadisme stratégique, c'est-à-dire qu'ils sont sans cesse en mouvement à l'intérieur comme à l'extérieur en quête des opportunités de débrouille. Ce nomadisme stratégique expliquerait les migrations internes et lorsqu'il est en ville, le Congolais élargit son horizon en tentant la migration internationale. De même, des migrants étrangers à Lubumbashi manifestent une multiplicité d'activités auxquelles ils se livrent, lesquelles tendent à évoluer dans le chevauchement des activités formelles et informelles.

Nous en sommes au troisième niveau du cadre théorique : tous ces comportements induisent des transformations sociales au niveau de l'espace urbain de Lubumbashi et ne peuvent mieux se comprendre que si nous nous orientons vers les débats en cours sur les liens entre la migration et l'espace urbain. A l'évidence, Lubumbashi est une ville née des flux migratoires internes et internationaux. Actuellement, l'extension, sinon l'expansion urbaine de la ville s'articule à la mobilité de la population. Aussi, voulons-nous analyser le jeu de la mixité sociale, c'est-à-dire voir comment sont vécues les relations sociales entre la population locale et la population étrangère, entre le Congolais du pays et le Congolais migrant de retour. L'espace urbain est traversé par des appels de la mondialisation : la circulation des images et des valeurs à travers les moyens de la technologie moderne comme l'Internet et la télévision entraîne la multiplicité des besoins, celui du vouloir-circuler par exemple. Ce besoin du vouloir-circuler entretient la culture de la mobilité dont l'espace urbain comme Lubumbashi semble détenir des ingrédients. En recourant à Kant qui définit la culture comme un processus, il y a lieu de noter que la culture de la mobilité est la traduction de cette aptitude qui dispose un sujet à avoir la volonté et l'initiative du savoir circuler (Ngoie, 2010). Nous

pouvons comparer la culture de la mobilité à ce que Vertovec appelle « la perspective cosmopolite » (cosmopolitan ‘outlook’) (cité par Landau et Freemantle, 2009 : 381).

Réceptacle des migrants étrangers, l’espace urbain de Lubumbashi, lorsqu’il est circulé par des Congolais, entretient le courant de la mobilité. Par ailleurs, les migrants étrangers vivant à Lubumbashi ne sont pas l’objet d’une forte stigmatisation qui donnerait lieu à un refus des contacts et à la violence comme c’est le cas de la xénophobie en Afrique du Sud. A Lubumbashi, au lieu de recourir à la violence sur un mode de la xénophobie contre les migrants, la population locale recourt à la raillerie² qui devient ainsi un mode de protestation et de stigmatisation. L’énonciation -- qui provoque l’hilarité des gens -- de « ceci est un produit de Guangzhou » participe du mode d’expression de la stigmatisation surtout à l’égard de produits chinois. Dans une étude sur l’humour au Nigéria, Obadare n’a-t-il pas démontré le fonctionnement de cette arme du peuple, le rire pour construire et déconstruire une réalité qui est très surréelle ? (Obadare, 2009 : 241-261). Par ailleurs, lentement se fait une occupation spatiale qui crée des frontières internes entre population locale elle-même et entre population locale et population étrangère. La spéculation dans l’immobilier de cette ville, même si elle n’a pas conduit à l’éclatement de la bulle, ne constitue pas moins un des aspects liés à la forte demande de logements exprimée par l’arrivée des migrants étrangers. Cette demande et les prix intéressants que les migrants offrent aux bailleurs constituent des ingrédients de la discrimination interne face à l’insertion résidentielle dans cette ville. Une intégration segmentée est ainsi en œuvre. C’est à cela que nous allons nous intéresser dans cette recherche.

1.3 Les approches méthodologiques et les défis de la recherche

Pour bien cerner ce point du rapport, nous allons respectivement présenter les méthodes de collecte des données, l’échantillon, le protocole de la recherche et les difficultés rencontrées.

1.3.1 Les méthodes de collecte des données

Il importe de noter que cette recherche de terrain est fondée sur le ciblage des quatre catégories des sujets auprès desquels nous avons obtenu des informations. Il s’agit de : i. Migrants d’origine africaine vivant à Lubumbashi, ii. Migrants d’origine asiatique, iii. Congolais migrants (internes et internationaux de retour au pays), et iv. Congolais non migrants résidant dans cette ville. Dans la première catégorie des migrants, il s’agit des ressortissants africains provenant de certains pays comme la Zambie, le Mali, le Sénégal, le Nigéria, l’Angola, le Burundi. Le choix de ces pays procède d’une part de la visibilité dont leurs ressortissants sont porteurs dans le paysage démographique de Lubumbashi (cas des Nigériens, Maliens et Sénégalais), d’autre part de leur importance numérique telle qu’elle apparaît dans les statistiques des services publics chargés de la population (cas des Zambiens). La deuxième catégorie est constituée des ressortissants asiatiques. Sont

² Un comédien animant une émission de grande écoute de Lubumbashi a fait un sketch pour montrer le caractère non durable des produits chinois en racontant qu’une Congolaise ayant épousé un Chinois est tombée enceinte. Reçue à la maternité pour l’accouchement, l’enfant né a fait seulement sept jours et est décédé. Consternée, la femme était inconsolable ! Le comédien, pour la consoler, lui rappelle que les choses/les produits des Chinois, y compris les fruits de leur amour, ne font pas longtemps. Ce sketch est passé sur la chaîne de télévision Mwangaza (www.mwangaza.org)

considérés comme asiatiques les ressortissants de la Chine, de l'Inde et du Liban. A côté de ces trois nationalités dont la visibilité fait partie du paysage humain à Lubumbashi, il y a des cas à la marge comme la Corée du Sud, la Palestine ou le Yemen. La troisième catégorie concerne les Congolais, à la fois sujets des migrations internes et des migrations internationales. En ce qui concerne les Congolais migrants internationaux, l'intérêt a porté sur ceux qui sont de retour au pays, non sur ceux qui sont retournés pour des vacances ou des visites de famille, mais ceux qui, au moment de l'enquête, sont rentrés à titre définitif au pays. La quatrième catégorie est constituée des Congolais qui n'ont pas migré, qui vivent à Lubumbashi. Auprès d'eux, nous avons obtenu des points de vue sur leur représentation de la migration et différentes questions liées au changement urbain en œuvre. En ce qui concerne cette catégorie des Congolais non-migrants, nous nous sommes intéressés à des adultes, des parents dont les enfants sont en RDC ; il s'agit aussi des adultes ayant des maisons prises en location par des migrants étrangers.

Pour ce faire, nous avons utilisé l'approche à la fois qualitative et quantitative. En ce qui concerne l'approche qualitative, il a été fait recours à un questionnaire, comprenant des questions semi-ouvertes et ouvertes. Au cours des entretiens libres, des récits de vie ont permis d'enrichir des pans sur certaines données de l'expérience migratoire. Une place devrait être réservée à l'observation : celle-ci a été utilisée pour voir in situ des modes opératoires de vie et des pratiques des sujets migrants. Pendant la période de l'enquête (trois mois), nous nous sommes fait des amis parmi des Chinois, des Indiens et des Africains de manière à les côtoyer de temps en temps. Ces fréquentations nous ont permis d'avoir une idée de la vie de ces migrants.

En vue d'approfondir des données obtenues grâce au questionnaire, des entretiens approfondis ont été organisés sur certains sujets migrants dans chacune des catégories ciblées. Il sied de relever que des discussions en groupe (focus group) ont eu lieu. Elles nous ont permis de confronter des points de vue émis par des Congolais non-migrants. Il importe de noter que nous avons effectué plusieurs voyages à l'étranger avant et pendant la période de la recherche de terrain. Au cours de ces voyages, nous nous sommes intéressés à la situation des Congolais migrants vivant à l'étranger. C'est le cas des Congolais vivant en Zambie et en Afrique du Sud. Deux séjours nous ont conduit dans la ville de Ndola et de Lusaka (Novembre 2008 et Novembre 2009). Aussi, nous avons passé un mois à Cape Town et à Johannesburg (octobre 2009) : des entretiens orientés vers certains pans de la vie migratoire ont été faits ; ils nous ont fourni des informations sur cette enquête. A Cape Town, nous avons visité un bâtiment désaffecté où vivent des Congolais avec lesquels nous nous sommes entretenus.

L'approche quantitative, quant à elle, a consisté à monter l'échantillon auprès duquel des entretiens et des informations ont été obtenus. Des indications à ce sujet seront présentées dans le point C.

1.3.2 Le protocole de la recherche

Dans l'ensemble, un même protocole de recherche a été conçu de manière à trouver un même commun dénominateur (Annexe n°1). Il comprenait ainsi quatre parties. La première s'est articulée autour de l'identité de l'enquêté. La deuxième partie du protocole est consacrée aux motivations de la migration. La troisième partie abordait la socioanalyse des flux migratoires. La dernière partie analysait l'impact des flux migratoires.

1.3.3 L'échantillonnage

D'après les données disponibles sur la population de Lubumbashi en 2008, sur 1.450.000 représentant les habitants de cette ville, la population étrangère était de 4.776, soit 0,3% de la population totale (Archives de la division provinciale des affaires intérieures, 2009). La population étrangère est inégalement répartie sur l'ensemble de sept communes. La Commune annexe, la plus récemment créée, dispose d'un nombre important des migrants. Il s'agit des prêtres et des missionnaires des églises catholiques et évangéliques-missionnaires. Ces derniers ont été exclus de notre enquête. Nous avons choisi trois communes, notamment Lubumbashi, Kamalondo et Katuba. Le choix de ces trois communes s'explique pour des raisons historiques particulières à chacune d'elles. La commune de Lubumbashi est le centre-ville (carte n°2, annexe 2); il s'agit d'une commune à la fois commerciale et résidentielle. La sécurité des lieux y attire des étrangers qui y ont élu domicile. Commune créée au début pour abriter à l'époque, comme lieu de résidence, des expatriés colons, Lubumbashi a encore cet aspect de l'héritage colonial. Kamalondo (carte n°3, annexe 2) a été créé à l'époque coloniale comme la première commune devant abriter des Congolais recrutés pour travailler pour le compte des entreprises minières qui proliféraient dans cette ville. Il est difficile d'y trouver des étrangers européens. Nombreux y sont des migrants africains, notamment Maliens ou Sénégalais. Kamalondo est une commune commerciale. La commune de Katuba (carte n°4, annexe 2) est la plus peuplée actuellement avec beaucoup de Zambiens et d'autres ressortissants africains.

Au regard du chiffre de la population étrangère dans ces trois communes, évaluée à 2.568, nous avons un échantillon de 12 pour cent, soit 325 sujets migrants étrangers. C'est l'individu, sujet migrant, qui constitue l'unité pertinente de l'échantillon. Quant aux stratégies d'échantillonnage, nous avons choisi, après une observation de terrain, trois (3) communes pour nos recherches. Au sein de ces trois communes, nous avons choisi quelques quartiers, notamment deux quartiers par commune où, selon l'observation empirique, il y a une forte présence des migrants étrangers.

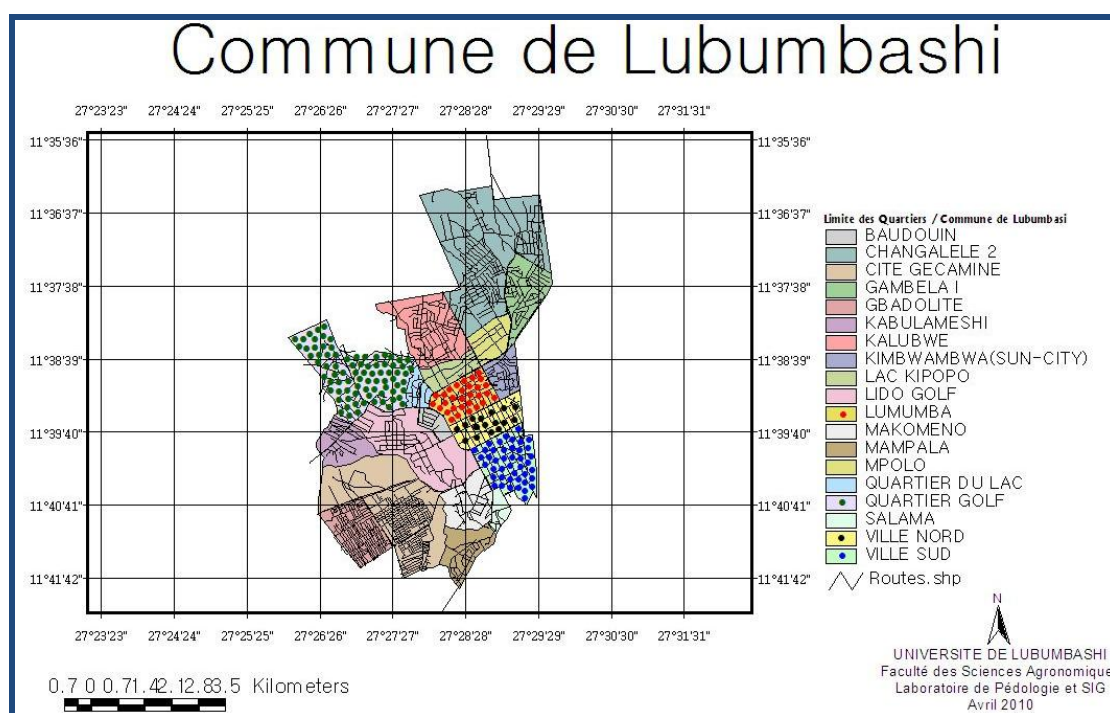


Figure 2. Commune de Lubumbashi

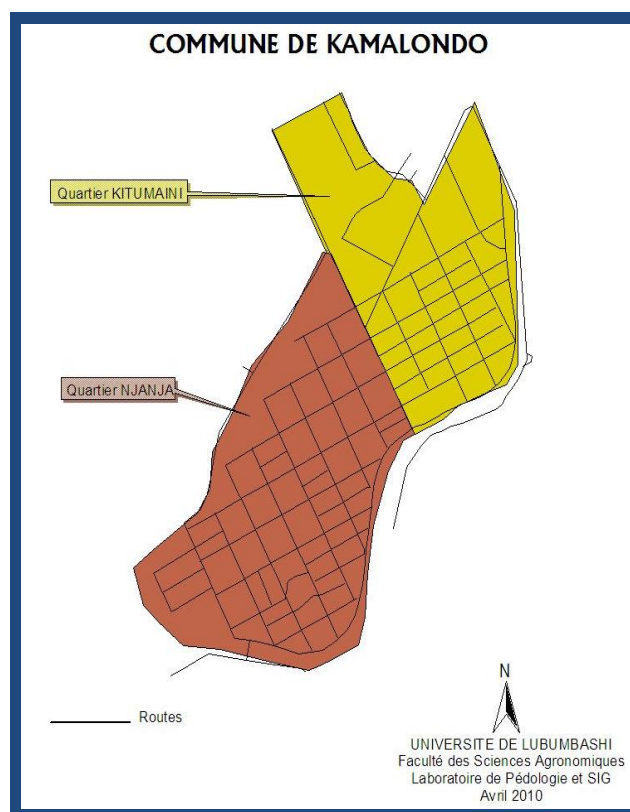


Figure 3. Commune de Kamalondo

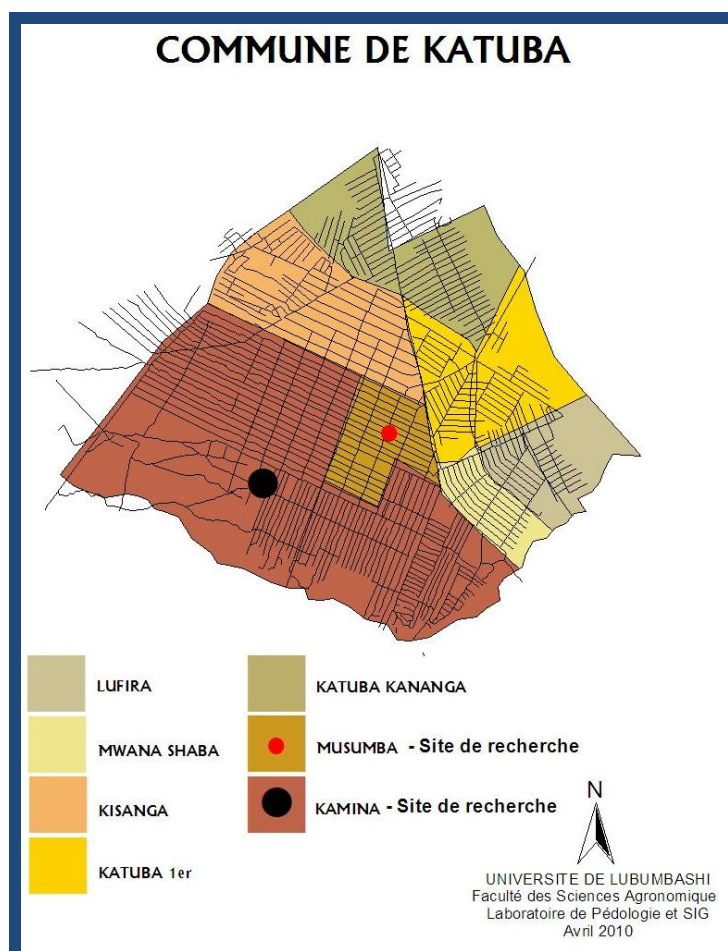


Figure 4. Carte de la commune de Katuba à Lubumbashi

Ce choix spatial nous a permis de cibler les migrants suivants : pour la commune de Kamalondo, le quartier choisi - un quartier avec quelques avenues commerciales (boucherie, bars, bijouteries) – est censé abriter la plupart des migrants africains (Maliens, Sénégalais). Dans la commune de Lubumbashi, deux quartiers ont été choisis : le centre de la ville et le quartier Golfe, un quartier résidentiel. C'est dans la commune de Lubumbashi que l'on trouve les ressortissants asiatiques. La troisième commune est Katuba, la plus grande commune en nombre de la population de la ville de Lubumbashi. On y trouve beaucoup d'étrangers, notamment les Zambiens. Ainsi, l'échantillonnage est spatialement distribué. En ce qui concerne les méthodes d'échantillonnage, nous avons opté pour l'échantillonnage au hasard (random-sampling). C'est dans des quartiers de résidence qui sont en même temps des lieux de travail que des enquêteurs ont pu s'entretenir avec des migrants.

1.3.4 L'enquête de terrain

Elle a eu lieu en trois mois de mi-juillet, août, septembre à mi-octobre 2009. Dix-sept enquêteurs y ont pris part. Pour collecter les données, chaque enquêteur a reçu de la coordination locale un nombre déterminé d'individus auprès desquels il fallait enquêter. Ce nombre variait entre 10 et 15 individus par commune. Les questionnaires dactylographiés et autres supports (cahiers, bics) ont été distribués aux enquêteurs, quatre appareils enregistreurs mis à la disposition de l'équipe. Chaque mois, une réunion était prévue où les enquêteurs devaient déposer les rapports individuels et collectifs et d'échanger sur les difficultés rencontrées et les améliorations éventuelles à apporter à la recherche. L'enquête a bénéficié de l'appui méthodologique des membres de la coordination locale dont l'un s'est rendu sur le terrain pour obtenir de plus amples informations auprès de certains sujets migrants (surtout les Chinois et les Indiens).

Les fiches rentrées, accompagnées des rapports individuels et collectifs, étaient saisies dans Word. Pour cette enquête, la langue utilisée était le français.

1.3.5 Les défis de la recherche de terrain

Dans cette section, nous présentons les difficultés rencontrées au cours de cette enquête. Premièrement, il était question d'administrer le questionnaire à toutes les personnes disponibles aussi longtemps qu'elles sont ciblées parmi les sujets de l'échantillon des communes ciblées. Mais certains enquêtés ont éprouvé des difficultés à répondre avec exactitude à certaines questions. Cela peut s'expliquer par le fait que ces enquêtés éprouvaient des difficultés à comprendre le français tandis que d'autres semblaient briller par une trop grande inflation discursive.

Il a été difficile d'enquêter auprès des femmes migrantes. Les femmes mariées préféraient s'en remettre aux propos présentés par leurs époux. Il n'y avait pas de femmes célibataires étrangères. Du reste, celles qui avaient rejoint leurs époux étaient réservées dans la description du parcours migratoire de leurs maris. De même, il convient de noter leur mutisme quant à la question d'envoi des fonds dans leur pays d'origine.

Quant aux rapports enquêteurs/enquêtés, les difficultés à rencontrer des migrants asiatiques sont similaires à celles rencontrées dans l'étude des migrations des africains. Un sérieux problème s'est posé, celui de la disponibilité des informateurs. En effet, il était difficile de rencontrer, aux jours fixés, des individus à interroger. Des enquêteurs étaient, dès lors, obligés de faire des va-et-vient pour recueillir des informations nécessaires. On a beau

séparer des migrants chinois pour procéder à des entretiens. Cependant, il arrivait à beaucoup d'entre eux, d'une même écurie ou d'une même entreprise, de faire presque les mêmes récits d'expérience de la migration. Dans le cas des Chinois, soit dit en passant, l'expression "écurie" est utilisée pour traduire le groupe de gens qui se retrouvent ensemble ; ils travaillent dans une même entreprise ou au service d'un même individu. Généralement, ils sont originaires d'une même province.

La plupart des Chinois rencontrés éprouvaient des difficultés linguistiques majeures : ils ne connaissaient pas le français et même leur anglais était à peine intelligible. Nous nous en sommes ainsi remis au « gate-keeper » pour traduire les propos de ces Chinois.

Les enquêteurs ont noté parfois des cas de méfiance de la part des enquêtés. Pour relever ce défi et en vue d'établir un véritable climat de confiance, les enquêteurs ont tenté de les rassurer en exhibant des ordres de mission ou des cartes de service. Les cas de méfiance rencontrés émanaient plus d'enquêtés d'origine chinoise et indienne. Ils soupçonnaient les chercheurs d'être des agents des services des migrations en quête d'informations. Et leur réticence les prédisposait à être moins bavards sur ce qu'ils font en RDC. Des questions telles que « avez-vous des problèmes pour renouveler les papiers de séjour ? » provoquaient des réactions de demi-réponses ou mettaient certains sujets interrogés dans l'embarras avant d'y répondre. Certains enquêtés, par peur des retombées fâcheuses de l'entretien, adoptaient certaines attitudes dans leur manière de répondre, si bien que l'enquêteur entretenait encore une idée confuse sur l'expérience migratoire enregistrée. Des refus ont même été enregistrés. Il s'agit de ceux des quelques migrants chinois et indiens ciblés. Ceux-ci se sont montrés peu coopératifs à participer à la recherche et ce pour des raisons non clairement identifiées. Malgré ces obstacles, les enquêteurs sont parvenus, dans la majorité des cas, à faire comprendre aux enquêtés les véritables raisons de leur présence.

La plupart des difficultés que nous venons de présenter ont été surmontées, ce qui nous a permis de recueillir les informations recherchées. Notons que ces difficultés ont été surmontées au fil des contacts lorsque l'on est parvenu à briser la glace en les convaincant qu'il s'agissait bel et bien d'une recherche universitaire, que l'on garderait l'anonymat et que l'on ne publierait pas les informations susceptibles de les compromettre directement.

1.4 Présentation de Lubumbashi et les configurations des migrations dans la ville

Lubumbashi, chef-lieu de la province du Katanga, est située dans le sud-est de la République Démocratique du Congo, à une altitude variant entre 1220 et 1240 mètres. Elle couvre une superficie de quelque 747 km². Cependant, environ 139 km², soit environ 18% de la superficie totale, sont urbanisés. Baptisée Elisabethville en hommage à la Reine Elisabeth, la ville fut reconnue officiellement par l'ordonnance n°20 du 16 novembre 1910 (Dibwe dia Mwembo, et al, 2005 : 19).

Cette ville célèbre son centenaire en 2010. Elle fait partie des villes créées dans le contexte colonial comme un site à intérêt administratif et économique dont la dynamique a induit la croissance aussi bien démographique que spatiale. La croissance démographique de Lubumbashi ne provient pas du croît démographique des ménages ; c'est le phénomène des migrations internes et internationales qui a conduit au développement de cette ville. La

longue tradition d'interactions entre l'expansion urbaine de cette ville et les mouvements migratoires est ainsi traduite en ces termes :

« Selon un adage qui a prévalu dans la première moitié du 20^{ème} siècle 'Lubumbashi est une fille du cuivre fécondé par le rail', c'est-à-dire que cette ville, comme beaucoup d'autres d'ailleurs du copperbelt congolais et zambien, est née de l'industrie minière et a vu sa population croître d'année en année grâce au rail qui la relie à l'Afrique Australe, à l'Afrique de l'Est, à l'Océan Atlantique, par Lobito et Matadi. Ainsi la population de Lubumbashi a toujours été constituée de migrants économiques.

Localisée à l'emplacement où elle se trouve située par deux décisions, l'une économique, et l'autre politique, Lubumbashi a été créée sur un site inhabité. Il a fallu d'abord que l'Union Minière du Haut-Katanga, attirée dans la région par les mines de la Ruashi et une rivière qui lui permettait d'opérer un premier traitement métallurgique du minerai de Kalukuluku pour créer de la valeur ajoutée et minimiser le coût de transport de minerai brut de la Ruashi à Bulawayo, au Zimbabwe tel que cela se faisait depuis la découverte, décida d'implanter son usine au bord de la rivière Lubumbashi » (Kalaba, 2005 : 7).

Cette ville a une longue vocation minière et industrielle. Cette double vocation séculaire a constitué un élément structurant les mouvements de la population attirée vers cette ville. Jusque vers les années 90, la population était essentiellement salariée, vivant du travail auprès des entreprises minières comme la Générale des carrières et des mines (Gécamines) ou la Société Nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) et les autres sociétés dont les activités tournaient autour du dynamisme du secteur minier. L'attraction urbaine de Lubumbashi s'est renforcée à l'époque de la Deuxième République en raison de la stratégie de développement du gouvernement qui en avait fait un pôle de croissance³ dans le flanc sud du territoire national, devant innover les autres espaces (ou villes/centres urbains) situés au centre du pays. Lorsque le secteur minier s'effondre dans ce pays à partir des années 1990, dans le contexte de fin du régime Mobutu et de la mauvaise gouvernance, Lubumbashi devient une ville fantôme. Le déclin sur un fond de la crise postcoloniale de Lubumbashi reçoit un autre accélérateur lorsqu'à la fin de 2008, la crise financière ayant débuté aux Etats-Unis entraîne l'effondrement de prix de la tonne du cuivre. Les tentatives, arrêtées par la crise, de la relance du secteur minier dans cette province jettent encore dans la précarité sociale et économique un grand lot de la population. Si les Congolais s'engagent dans la voie de « l'échappée migratoire », comme l'écrit de Rosny (2002 : 624), les immigrants étrangers, surtout les asiatiques, plient bagage et rentrent dans leurs pays d'origine. Malgré cette crise, il sied de reconnaître que l'élan migratoire qui a ouvert la ville de Lubumbashi aux migrants asiatiques aura créé une discontinuité dans la configuration migratoire de cette ville. En quels termes peut-on apprécier la continuité et la discontinuité sur le plan migratoire dans cette ville ?

La visibilité des migrants asiatiques dans la ville de Lubumbashi nous donne le lieu de présenter le jeu de continuité et de discontinuité qui se lit dans le champ migratoire. Ainsi, la continuité se lit comme l'expression de l'incessante arrivée des étrangers attirés par les

³ La deuxième République a adopté la stratégie de développement fondée sur trois pôles de croissance : Kinshasa à l'Ouest, Kisangani au nord et Lubumbashi au sud du pays. Chacune des trois villes jouait le rôle de locomotive par rapport à d'autres espaces du pays.

richesses minières dont regorge le sous-sol du Katanga. La discontinuité, elle, se déchiffre sous l'aspect du déplacement de la nationalité de ces migrants. Car Lubumbashi a vu basculer la prépondérance de la présence des Blancs (« *Muzungu* », blanc en swahili) venant de l'Europe, aujourd'hui remplacés par des « Jaunes » provenant de l'Asie. La réalité complexe des continuités et des discontinuités en rapport avec l'immigration vers Lubumbashi ne peut mieux se déchiffrer qu'à l'aune des événements postcoloniaux qui ont émaillé la vie politique nationale. Articulés à la violence ou non, ces événements ont accéléré les mouvements migratoires, soit sous la forme d'un afflux, soit sous celle d'un reflux.

C'est à partir de ces événements que nous pouvons déceler l'existence de « cycle d'immigration » en RDC. Ce concept de « cycle d'immigration », dont nous empruntons le sens originel à Bastenier et Dassetto, « entend précisément circonscrire l'ensemble du processus à travers lequel les migrants entrent, s'établissent, s'implantent dans l'espace d'un Etat-nation en y donnant lieu à des changements et à une séquence temporelle nouvelle » (Bastenier et Dassetto, 1995). Même s'il est prudent de ne pas tomber dans une perspective évolutionniste et historiciste de ce terme, dans un premier temps, nous nous intéressons ici au moment d'entrée et de l'établissement des immigrants et cela peut nous ramener à une « biographie ethnique/du groupe ».

Après l'indépendance en 1960, les migrants étrangers les plus en vue dans la province du Katanga étaient des ressortissants européens, et d'abord les Belges, anciens colonisateurs, suivis des Grecs, des Portugais et des Italiens. Une division du travail dans l'ordre colonial présidait à l'agencement des rapports sociaux. Les Belges étaient des cadres dans les grandes compagnies minières à charte et dans l'administration publique ; les Grecs, les Italiens ou les Portugais étaient des commerçants. Les industries appartenaient aux ressortissants de toutes les nationalités européennes du fait des investissements de leurs ressortissants en ce pays. Ce dispositif procédait du régime découlant de l'Acte final de la conférence de Berlin (1884-1885) qui a réglé le problème du partage de l'Afrique et surtout érigé ce territoire en un Etat indépendant du Congo, propriété privée du roi Léopold II des Belges (Ndaywell, 1998). Au Katanga, il y avait une importante colonie des Juifs dans la ville de Lubumbashi. L'existence d'une synagogue qui tenait de lieu de culte des Juifs, située au centre de la ville, traduit cette présence. Au centre de la ville, on trouve actuellement une synagogue de l'église grecque orthodoxe. Les ressortissants européens dont la présence remonte à l'époque coloniale ont laissé des icônes. Il s'agit des bâtiments abritant leurs cercles privés où ils se retrouvaient le soir aux heures de loisir.

Dans la ville de Lubumbashi, on trouve ainsi le cercle privé des Italiens (Casa Degli Italiani), le cercle privé des Grecs et le cercle privé des Belges. D'ailleurs, tous ces cercles sont situés dans la proximité sur une même avenue (avenue Lumumba dans la commune de Lubumbashi). La « zaïrianisation », soit la nationalisation de la vie économique que le régime du président Mobutu a entreprise en 1973 a mis un frein à l'expansion « migratoire » étrangère au pays. Un autre frein provient des pillages orchestrés par le régime du président Mobutu dans une stratégie montée pour obstruer la demande de la démocratisation dans les années 1990. Des pillages ont asséné un coup à l'économie nationale et découragé les derniers lots des expatriés faisant encore les affaires en RDC. Ce récit de Bill Berkeley (1993) sur les pillages nous donne la dimension de l'instrumentalisation politique de ces actes dont le contexte historique de l'essoufflement du régime Mobutu constitue le fond :

Then came the "*pillage*." In September of 1991 an astonishing week-long spree of looting and destruction by underpaid troops of the national army laid waste to

major cities across the country. More than 200 people were killed. Much of the modern productive sector of the economy was destroyed. The sidewalks next to major military bases became thriving markets for looted goods. Most press accounts described these horrendous riots as the work of "mutinous" troops. But whether the *pillage* was aimed at toppling Mobutu remains a mystery; no soldier was ever prosecuted or disciplined.

Ces deux événements (la zaïrianisation de 1973-1975 et les pillages de 1990) ont exercé un impact sur l'immigration étrangère vers le Congo en entraînant purement et simplement l'infléchissement de la migration étrangère vers le Congo. Comme ce qui s'est passé en 1960 lorsqu'il y eut la détérioration des relations entre la Belgique et le Congo nouvellement indépendant, tous les Belges se retirant brusquement du Congo, de même après 1973, tous les étrangers, sinon presque tous, quittèrent le Congo (Braeckman 2010). Il ne resta que quelques missionnaires catholiques ou protestants. Les conséquences de ces événements s'observent encore. Ainsi sur le plan économique, les opérateurs économiques occidentaux, même belges, sont rares. Selon l'expression d'un journal congolais, « les intérêts belges sur le plan économique n'existent presque pas ; les opérateurs économiques belges sont rares au Congo » (Le Phare, 30 juin 2005). Dans le paysage migratoire, le profil bas, sinon l'absence des immigrants belges est plus qu'évident actuellement. Il en est de même des autres européens, comme le Français ou les Italiens. Quoi qu'il en soit, des expatriés européens viennent alors au Congo à la suite des organisations internationales non gouvernementales. C'est le cas de quelques Espagnols qui sont au Katanga à la tête de « Médecins sans frontières/Espagne », des Français avec « les Médecins sans frontières/France » ou des Belges travaillant pour des ONG dont les sources des financements sont belges. Dans cet aréopage des ONG financées par l'extérieur, nous pouvons citer l'ONG d'origine belge dénommée « Groupe number One », etc. Les Grecs sont encore présents, mais en un nombre réduit dans le secteur économique. Le premier magasin dit super-marché a été construit par un sujet grec dans la ville de Lubumbashi.

Si nous avons parlé des migrants européens alors qu'initialement ils n'entraient pas dans notre préoccupation, c'est pour nous permettre de dégager les continuités et les discontinuités dans les flux migratoires en fonction des sujets migrants. Les flux migratoires (l'immigration) continuent, mais ils ont changé des sujets : c'est ce déplacement qui explique le rappel de la place des Européens dans le champ migratoire à Lubumbashi, une ville actuellement conquise par des migrants asiatiques.

Alors que l'immigration des occidentaux s'est infléchie vers une baisse quantitative importante vers la RDC après les années soixante-dix, l'observation empirique confirmée par des informations découlant de notre enquête fait cas d'une forte arrivée des immigrants d'origine asiatique. Ainsi on est parti de la période de la prédominance de l'immigration européenne/occidentale vers celle de l'immigration asiatique. Ces changements doivent se lire dans le contexte de l'économie politique internationale où se déchiffre la montée de nouveaux pays émergents dont la soif de la conquête des marchés des matières premières se fait à la fois dans une logique privée couplée de la logique d'action privée. Tel est le cas de la Chine dont le gouvernement et des immigrants chinois font bon ménage et ont une convergence d'intérêts sur le plan international (Veron 2008, Chaponnière et Jozan 2008). C'est le cas également de l'Inde dont la montée sur le plan économique conduit à l'expansion de sa diaspora à l'échelle mondiale. Il y a lieu également de citer la présence des Libanais dans cette ville : ils deviennent plus que visibles. Au demeurant, à la suite des élections de

2006, un Libanais naturalisé Congolais, un homme d'affaires ayant des stations d'essence et des chaînes des restaurants, a été élu député provincial.

Mais dans l'imaginaire populaire, selon le recoupement des informations à la suite des enquêtes de terrain, l'attraction urbaine de Lubumbashi, de manière générale, est encore forte : il vaut mieux tenter de se débrouiller en ville que de rester au village. Alors qu'elle avait déjà perdu ses capacités à pourvoir aux enchantements oniriques de la population frappée par la crise socio-économique, Lubumbashi a continué à attirer les jeunes congolais en raison de sa position géographique sur les marges frontalières avec les pays de l'Afrique australe. Pour ceux que l'aventure migratoire tente, être à Lubumbashi, c'est se placer à la porte de sortie. Et dans ce pays où chacun croit à des miracles, lorsque l'on est déjà à Lubumbashi, on cherche une occasion pour sortir du pays et « échapper » ainsi aux cauchemars de la RDC.

A l'évidence, l'attraction de Lubumbashi ne s'explique pas seulement par son pouvoir magique d'être une ville ; c'est aussi un lieu de transit vers des multiples destinations dont les jeunes congolais gardent le secret. Cette fonction de Lubumbashi en tant qu'espace de transit ne l'est pas seulement au profit des Congolais ; même des ressortissants étrangers veulent exploiter cette ressource qu'offre Lubumbashi comme lieu de transit. Parmi ces multiples destinations, les pays de l'Afrique australe, dont l'Afrique du Sud, l'Angola ou la Zambie, mais aussi des pays aussi lointains que la Chine ou l'Indonésie constituent l'exutoire de l'aventure migratoire des multiples migrants. Un entretien avec un responsable de la Direction générale des migrations (DGM) nous a rapporté le nouveau rôle de transit que joue actuellement Lubumbashi au profit de certains migrants venant de l'Afrique et de l'Asie (Entretien à Lubumbashi, Décembre 2009).

En jouant sur les mots empruntés à Jean de la Fontaine (1958), dans la fable intitulée *Les animaux malades de la peste*, ils ne périrent pas tous, bien que tous aient été frappés, on peut également dire que bien que frappée par la crise, Lubumbashi a encore un pouvoir d'attraction. Cette attraction se lit par l'engouement des migrants étrangers de plus en plus nombreux même si cette situation n'est pas rendue dans les statistiques officielles qui du reste pêchent par dissimulation à la baisse (Rubbers, 2006 : 57-58), bouleversant le paysage démographique et la recomposition spatiale de cette ville. Des quartiers qui n'étaient habités que par des Congolais, sont de plus en plus habités par des étrangers. Il existe même des quartiers occupés en majorité par des migrants et des niches des affaires qui se font en monopole par des ressortissants de certains pays étrangers. Cette recomposition démographique et spatiale est visible à l'œil nu et nécessite une analyse scientifique pour en cerner les contours, ce qui donne de l'intérêt à cette recherche.

La ville de Lubumbashi dans sa tradition migratoire séculaire se caractérise par une convivialité remarquable, surtout à l'égard de l'étranger, du moins d'après des informations de notre enquête. C'est un migrant zambien qui apprécie l'hospitalité des Congolais vivant à Lubumbashi en ces termes :

« Vous savez, j'ai passé une grande partie de ma vie ici au Congo. Les Congolais sont hospitaliers. C'est un beau pays. Cette population accueille bien les étrangers. En ce qui me concerne, j'ai rencontré des difficultés dans ma vie. Même en Zambie, il y a toujours des tiraillements entre Zambiens. Dans les affaires, quel terme on emploie ici, la « coop » ?, les problèmes ne manquent pas.

Mais, l'étranger n'est pas trop inquiété ici. » (Monsieur A, 65 ans, entretien à Lubumbashi).

Si entre Congolais, l'instrumentalisation des sentiments primordiaux conduit à des violences, comme en 1960 et en 1990, l'altérité est vécue autrement lorsqu'il s'agit d'un étranger venant d'un autre pays. Son acceptation est facile quoiqu'elle soit des fois marquée de la distance sociale ou de dénigrement. La population de Lubumbashi considère le Chinois comme un homme qui aime vivre en groupe et ne respecte pas le bien immobilier qui lui est remis en location. Cette acceptation est fondée sur le fait que cet étranger non-congolais ne jouant pas de rôle politique n'est pas un concurrent sur le champ politique.

Par ailleurs, beaucoup d'ethnies dont les membres se retrouvent subdivisés et coincés dans des frontières mitoyennes de plusieurs Etats limitrophes ont les leurs de part et d'autre. Ainsi, des Bemba se retrouvent sur le territoire de la République Démocratique du Congo et celui de la Zambie, des Lunda se retrouvent au Congo et en Angola ; des Tshokwe congolais ont leurs parents qui vivent depuis longtemps en Angola. L'enfermement étatique des peuples et des ethnies dans plusieurs pays différents ne les empêche pas de développer et d'entretenir des liens primordiaux avec les leurs se trouvant de l'autre côté des frontières. Luc Sindjoun considère comme paradoxale cette situation créée par les frontières artificielles des Etats où un même peuple est enfermé dans deux ou plusieurs Etats différents ; il emploie ainsi le terme de « transnationalisme communautaire » (Sindjoun, 2002). Celui-ci joue en faveur de l'intégration facile des Bemba (de la Zambie), des Lunda et Cokwe (de l'Angola) lorsqu'ils se retrouvent ainsi à Lubumbashi et vice-versa.

Au cours de notre enquête, nous avons fait la connaissance d'un jeune homme de 28 ans qui a fini ses études universitaires à Lubumbashi en se faisant passer pour Congolais. Dès qu'il a terminé ses études, sa famille dont les membres vivent en Zambie lui a conseillé de se rendre dans ce dernier pays pour explorer le marché de l'emploi. Il vit actuellement en Zambie comme Zambien. Des Zambiens vivent depuis longtemps à Lubumbashi et se font passer pour des Congolais.

La ville de Lubumbashi, quand il s'agit de la cohésion sociale entre population locale et des migrants ne connaît pas d'explosions de xénophobie. En Mai 2010, à la suite de mauvais traitements infligés aux joueurs d'une équipe de football de Kinshasa (le Vita Club) au Nigeria, une vive tension a été enregistrée beaucoup plus à Kinshasa qu'à Lubumbashi ; pendant plusieurs semaines, les Nigériens ont disparu de la circulation dans les villes du Congo. Une telle animosité a été enregistrée également contre les Chinois à la suite d'un reportage fait en Afrique du Sud sur le comportement des Chinois installés dans le pays de l'arc-en-ciel contre les ressortissants Congolais y travaillant avec eux. Ce reportage était fait sur la chaîne d'une télévision locale Mwangaza (cf. son site : www.mwangaza.org).

Les immigrés chinois se retrouvent éparpillés, pour leurs résidences, dans plusieurs quartiers. Il y en a qui ont appris les langues locales ; d'autres parlent difficilement le français et bien mal encore les langues locales. Des Indiens et des Libanais se retrouvant à Lubumbashi vivent ensemble. Il est rare de trouver un Libanais ou un Indien vivant seul dans une parcelle. Les ressortissants de ces deux pays se trouvent dans la Commune de Lubumbashi et dans la Commune de Kampemba. La plupart des migrants asiatiques travaillent avec des Congolais qui sont ainsi leurs « bras-droits » : un « bras-droit » est un individu (un homme ou une femme) de confiance qui passe son temps avec un étranger en l'orientant comme un guide et comme un interprète. Ce terme de « bras droit » peut être l'équivalent de « gate-keeper ».

A propos de la migration, l'opinion publique a une perception qui a oscillé d'un fort signe positif à un signe relativement neutre. Dans les années 1970, la migration constituait le rêve et l'ambition des familles congolaises. Jeunes et vieux se rouaient pour emprunter les voies tortueuses de la migration. Dans ce cadre, la voie de la clandestinité semblait être privilégiée et dans l'imaginaire populaire, des termes en langues locales comme « *Ngulu* », « *kobuaka nzoto* », « *kobuaka ngunda* »⁴ entendent traduire la nouvelle esthétique de soi à laquelle doit se soumettre le sujet migrant congolais pour se réaliser dans son être en tant que migrant. Cette esthétique de soi a une morale particulière faite de bravoure et de risque. La haute image de la migration dans l'opinion lushoise a changé de signe ; une perspective réaliste se lit dans les discours populaires ; l'exacerbation de la crise au pays et les reportages sur la précarité de la vie des migrants congolais à l'extérieur entraînent le temps de désenchantement tant que la fermeture de l'horizon engendre les sentiments d'impuissance de soi face à la crise multiforme qui élit domicile dans ce pays.

Pour des migrants étrangers vivant à Lubumbashi, la perception est celle d'acceptation, d'indifférence ou de dénigrement. Le Lushois accepte d'emblée l'étranger. Cette acceptation bascule soit vers l'indifférence, soit vers le dénigrement. L'indifférence provient de cette attitude vis-à-vis de cet autre venu dans la ville : on le laisse faire ce qu'il fait ; on ne s'approche pas de lui en raison de certaines frontières internes nées des asymétries sociales et économiques qui naissent dans cette ville postcoloniale. Quant à l'attitude du pouvoir politique national et local vis-à-vis des migrants Congolais, il n'y a pas encore l'érection d'une forte conscience de la création d'une synergie entre le pouvoir public et la diaspora congolaise. Evidemment dans le Document stratégique de croissance et de la réduction de la pauvreté en RDC (DSCR), il est stipulé que le gouvernement central intègre la diaspora comme élément dont la contribution est attendue pour le développement de la communauté nationale (RDC, 2006) ; mais cette stipulation n'est qu'un vœu pieux.

⁴ *Ngulu* signifie le porc, cet animal sale qui aime se vautrer dans la boue. Ceci rappelle les conditions inhumaines dans lesquelles voyagent les clandestins. *Kobuaka nzoto* et *kobuaka ngunda* signifient jeter le corps, soit changer d'identité de manière à obtenir les documents de séjour lors de voyage dans la clandestinité.

CHAPITRE 2: LES MIGRANTS DANS LA VILLE DE LUBUMBASHI

Il est important de procéder, pour la présentation des données récoltées, en distinguant les catégories essentielles des sujets auprès de qui nous avons obtenu l'information. Ainsi, nous allons tour à tour présenter les données concernant les migrants congolais de retour, ensuite les migrants africains et les migrants asiatiques. Des Congolais non-migrants ont été interrogés de manière à élargir l'assiette des informations sur cette réalité complexe en train de se faire et que nous tentons de comprendre.

2.1 Migrants congolais de retour en RDC

La catégorie des Congolais de retour au pays comprend les Congolais qui ont vécu pendant une certaine période de temps à l'étranger et se retrouvent actuellement de retour au pays. Ce retour est souvent lié à des déconvenues que le sujet migrant congolais a rencontrées lors de son séjour à l'étranger. Généralement, les Congolais retournés ont dû quitter le pays de séjour à l'étranger lorsqu'ils ont rencontré des problèmes de renouvellement des papiers de séjour. Il y en a également qui retournent volontairement au pays. Il ne s'agit pas de voir les déterminants de leur départ et de leur séjour à l'étranger : nous nous sommes intéressés plutôt aux conditions de leur retour en RDC et au processus de leur intégration dans leur société.

A ce sujet, il importe de souligner que les Services publics de l'Etat congolais ne disposent pas des statistiques sur les Congolais de retour au pays. Ainsi, il n'est pas aisé d'avoir la base pour échantillonner cette catégorie. Par ailleurs, un Congolais de retour ne se laisse pas identifier facilement. Cette difficulté procède du fait que dans l'imaginaire populaire des Congolais, revenir au pays pour y vivre alors que l'on était à l'étranger semble être perçu comme un échec dans la tentative de chercher à vivre ailleurs. Comme on peut le lire dans un document de l'OIM (sans date) sur « *l'image des migrants dans la société* » : « Parfois, les migrants de retour au pays sont considérés comme des gens qui ont échoué à l'étranger. Leur retour peut être perçu comme le résultat d'une incapacité de s'intégrer dans le pays d'accueil. » Ainsi, les Congolais de retour au pays se présentent comme étant venus pour un bref séjour, laissant entendre qu'ils vont repartir à l'étranger.

Pour obtenir de l'information concernant cette catégorie, nous avons eu à interviewer 92 personnes. Il s'agit des jeunes gens et des jeunes filles. Leur âge varie entre 25 et 42 ans. La moyenne de leur niveau d'études est entre le secondaire et universitaire. Dans notre échantillon, plus de 80 pour cent disent avoir terminé les études universitaires en RDC. Mais, en fait, la complexité de la situation migratoire des Congolais est telle que dans le bateau de la migration à partir de la RDC, n'importe qui avec n'importe quel niveau d'étude peut s'embarquer. Il suffit de rappeler que l'on trouve beaucoup d'intellectuels scientifiques et techniques congolais qui ont migré vers l'étranger. Il s'agit de la diaspora scientifique et technique dont on a relevé la fuite de cerveau ainsi que le souligne bien à propos Nkuku et Rémon dans une recherche sur la vie des ménages de la ville de Lubumbashi (2006).

Ce chiffre de 92 Congolais procède d'un choix voulu par les contraintes de la recherche dans un contexte où les services publics de l'Etat manquent des données statistiques à partir

desquelles il eût été possible de constituer un échantillon. Ce qui nous a frappé, c'est le fait que la plupart des Congolais de retour, du moins ceux que l'on rencontre à Lubumbashi se retrouvent sur la rue, non pas comme des enfants de la rue, mais ils se débrouillent en faisant le cambisme, cette activité d'échange des devises contre la monnaie nationale. C'est la méthode de boule de neige qui nous a permis d'interroger ces enquêtés. Dans cet échantillon, on trouve 76 sujets masculins, soit 82,6 pour cent et 16 sujets féminins, soit 17,4 pour cent. La tranche d'âge qui représente le plus de gens dans cet échantillon varie entre 28 et 32 ans, soit 35 pour cent. La deuxième tranche d'âge en importance dans l'échantillon est celle entre 38 et 42 ans : on y trouve 26 pour cent. La répartition selon le statut de l'état civil donne 50 pour cent des célibataires et 44,5 des mariés. Selon le niveau d'études, la distribution est la suivante : 46,7 pour cent ont achevé leurs études universitaires en ayant un diplôme ; 2,1 pour cent ont fait deux ans d'études universitaires (ainsi, ils sont sans diplôme de ce niveau), 36,9 pour cent ont terminé des études au niveau du secondaire tandis que 14,1 pour cent sans formation.

Du Congo, beaucoup d'individus se sont mis dans la voie de « l'échappée de la misère » (de Rosny, 2002) en se lançant sur la route de la migration dans les années 90 : des intellectuels scientifiques et techniques congolais se sont dirigés vers les pays de l'Afrique australe, et surtout vers l'Afrique du Sud. Des médecins, des ingénieurs métallurgistes, etc. ont quitté la ville de Lubumbashi dans le contexte de conflits interethniques des années 1990, ayant opposé les Kasaiens aux Katangais. A la suite de ce conflit, « plus d'un million de personnes originaires du Kasai furent chassés de la Province du Katanga vers leurs provinces et nombre d'entre elles furent massacrées. L'épuration ethnique fut encouragée par feu le Président Mobutu, dans l'objectif de diviser et régner. Certaines victimes de ces brutalités fuirent en Afrique du Sud, et un bon nombre déposèrent une demande d'asile auprès du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies. » (Kadima, 1999). Cette ruée vers le pays arc-en-ciel (Afrique du Sud) a été encouragée du reste par l'ouverture, en 1989, de contacts diplomatiques officiels entre le gouvernement de De Klerk et le régime du Président Mobutu et le lancement, en février 1990, de la transition politique par le régime sud-africain. L'adoption des mesures libérales d'admission des demandeurs d'asile et des réfugiés par Pretoria a également eu un effet de démultiplication d'appel vers ce pays (Kadima, 1999, 106).

C'est à partir de 1990 dans le contexte de la mauvaise gestion de la demande de la démocratisation du pays sous le régime Mobutu suivi de la détérioration des conditions de vie au pays que les Congolais se sont résolus et ont réussi à entreprendre l'expérience migratoire. La massification et la féminisation de la migration à partir de la RDC se manifestent à partir de cette période. Lorsqu'on parle de la massification de la migration, il s'agit de l'augmentation du nombre des sujets migrants qui se lancent dans l'aventure migratoire tandis que la féminisation veut souligner la visibilité du sujet migrant féminin dans le champ migratoire. Cette dernière notion rend compte de la présence de plus en plus grande des femmes parmi les migrants congolais quittant la RDC (Sumata et al., 2004 : 134-150)

La féminisation de la migration à partir de la RDC procède des transformations sociales en œuvre dans ce pays dont la crise postcoloniale a mis à genou les hommes déclassés du champ économique par le chômage et la fin de la vie de salarié dans un contexte de développement des activités informelles. Les pillages orchestrés par le régime Mobutu en fin de règne (1992-1993) ont accéléré la destruction du tissu économique et jeté sur la rue beaucoup des Congolais devenus des chômeurs. Cette informalisation de l'économie a bousculé les structures patriarcales et a contribué à propulser la femme congolaise au premier plan dans la

vie et dans la survie des ménages. Ces transformations sur le champ social interne se déplacent également en prenant de l'ampleur sur le site des activités migratoires tant que celles-ci se déploient comme un continuum des activités informelles. L'un des effets de ces transformations est d'engager la femme congolaise dans l'autonomisation, soit dans l'augmentation de sa capacité à gérer des activités qui lui rapportent des moyens financiers sans dépendre de son mari/de l'homme. Ainsi, la féminisation de la migration se signale empiriquement, du moins dans le contexte congolais : il suffit d'observer les acteurs le plus en vue dans les activités économiques transfrontalières, que ce soit à Kasumbalesa, à Kipushi, deux postes frontaliers dans la Province du Katanga ou même à Bukavu et à Goma, deux ponts frontaliers dans l'Est de la RDC pour se rendre compte de la visibilité de la femme congolaise en mouvement.

A ce point, les Congolais se retrouvent dans plusieurs pays de l'Amérique, de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Le nombre des Congolais à l'étranger n'est pas bien connu. La diversité des statuts des migrants congolais à l'étranger est complexe, comme il l'est signalé dans le Profil migratoire de la RDC (Ngoie et Lelu, 2010). Mais toutes proportions gardées, une chose doit être notée : la situation sociale des migrants Congolais se caractérise par la précarité existentielle à l'étranger. Cette situation serait liée au fait que des Congolais arrivent à migrer en empruntant la voie de l'irrégularité.

Quoiqu'il en soit, il s'avère prudent de procéder à une distinction entre la volonté de migrer pour résider à l'étranger et la pratique de la mobilité commerciale, les deux actes constituant le champ de la migration à partir de la RDC. A ce sujet, il convient de noter que les destinations pour la migration sont multiples en fonction des opportunités obtenues par les sujets migrants Congolais et des réseaux dont ils peuvent utiliser les ressources en information et en relations. On peut citer des pays africains comme l'Afrique du Sud, la Zambie, l'Angola, le Burundi, le Congo-Brazzaville ou la République Centrafricaine, mais aussi des pays éloignés comme le Ghana ou le Maroc. Quant aux autres continents, des Lushois veulent bien se rendre en Europe, mais aussi au Canada, aux Etats-Unis ou en Grande Bretagne. En ce qui concerne les destinations liées à la mobilité commerciale, elles sont aussi multiples et changent en fonction des capacités d'offre des biens et des marchandises de nouveaux pôles commerciaux que sont des villes comme Dubaï, Guangzhou, mais aussi d'autres villes en Thaïlande ou en Malaisie. Il n'y a pas que de grandes villes commerciales qui attirent, d'autres centres/milieus ruraux de certains pays africains peuvent bien attirer les Congolais en quête de la mobilité commerciale. C'est le cas de déplacements de Congolais vers certains villages au Zimbabwe à la recherche des chenilles pour les revendre en RDC. C'est le cas également de déplacements de Congolais vers certains centres en Zambie ou en Tanzanie pour acheter du bois ou de poissons à revendre en RDC.

Parmi les Congolais qui retournent au pays d'origine après avoir vécu à l'étranger, deux catégories doivent être considérées. La première comprend des Congolais, généralement avancés en âge, qui ont passé beaucoup de temps à l'étranger après avoir amassé beaucoup de moyens, décident de rentrer au pays pour y passer leur « soir ». Ce retour est bien préparé ; ils investissent au Congo et ont un pied au pays et un autre à l'étranger. Car ils reviennent seuls, leur progéniture étant restée en Europe. En rapport avec le premier portrait, nous pouvons rappeler les propos de M. B, 64 ans, Congolais qui, après avoir vécu un long moment en Belgique, passe plus de la moitié de l'année en RDC, à Lubumbashi plus précisément :

« J'ai déjà passé beaucoup de temps en Belgique. Mes enfants qui sont encore des jeunes, peuvent bien y vivre. Je souhaite passer le reste de mon temps en m'aménageant un espace de vie ici à Lubumbashi. Je souhaite passer le soir de ma vie ici à Lubumbashi. La maison que je suis en train de construire va me servir à cet effet. » (M. B, entretien à Lubumbashi, Mars 2010).

La réalité est beaucoup plus complexe que cela, car il n'y a pas que des gens âgés qui tiennent de tels raisonnements. Au cours d'un entretien, un Congolais de 39 ans qui avait quitté la ville de Lubumbashi alors qu'il n'a que quatre ans, nous a dit qu'il venait explorer la possibilité de préparer son retour pour vivre dans cette ville. A la question « pourquoi voulez-vous revenir au Congo alors que vous êtes encore jeune ? », il a ainsi répondu :

« Je souhaite préparer mon retour au Congo maintenant que je suis encore jeune au lieu de le faire lorsque je serai déjà vieux. Revenir vivre ici n'est pas mauvais. Vous étiez vous-même en Europe. Qu'y a-t-il de spécial ? Selon moi, et vous ne me direz pas le contraire, il y a des bonnes conditions de vie, il y a la liberté, l'environnement est sain pour la vie. Mais après cela, qu'est-ce qu'il y a ? Le travail ? On travaille et on est pressé comme des organes ! L'argent ? On peut avoir un travail qui vous permet de gagner 2.500 à 3.000 Euro par mois ! Et après, il faut payer des factures, des taxes (eau, électricité, téléphone) et il vous reste 300 Euro ! C'est vraiment stressant. Je préfère revenir vivre ici. Mais je dois bien me préparer. Monter une entreprise de 10 à 20 personnes ; bien la gérer pour m'en sortir. » (M. C., 35 ans entretien à Lubumbashi, décembre 2009).

Le fond des commentaires subjectifs présentés dans les points de vue de ces deux interlocuteurs devrait être logé dans la problématique du « bonheur » dans l'acte migratoire telle que la pose David Bartram (2010). Dans son article, Bartram commence le texte par une question provocatrice en écrivant : « *Does migration to wealthy countries make immigrants themselves better off ?* » (2010 : 339). Abordant cette réflexion sous un double angle économique et psychologique, cet auteur reconnaît une forte dose de subjectivisme dans le domaine du savoir de la migration où l'on ne sait pas bien apprécier l'impact de la migration, soit la présence des migrants dans les pays riches de destination : ils y sont ; mais ils sont loin de vivre le bonheur (2010 : 339-361). C'est ce manque de bonheur, traduit différemment en termes de « *pervasive dislocations* » (Parreñas, 2001) ou de « *transnational disaster* », selon Smith (2006 :237), qui explique les frustrations des migrants congolais lorsqu'ils évaluent la migration et leur séjour en Europe ou aux Etats-Unis et leur volonté de rentrer au pays d'origine.

La deuxième catégorie comprend les Congolais refoulés/expulsés et/ou dont les conditions de vie devenaient intenable à l'étranger. Dans cette catégorie, on trouve des jeunes. Ils sont ainsi rentrés au pays malgré eux-mêmes et ne rêvent que de retourner à l'étranger. Ces deux portraits constituent une sorte d'idéal-type. Ainsi, on peut trouver d'autres portraits dans cette situation des Congolais de retour.

En ce qui concerne les pays dans lesquels ils vivaient et dont ils sont revenus, le tableau n°1 suivant donne la distribution.

Selon ces indications, il s'avère que les pays étrangers dont sont retournés les Congolais de notre échantillon sont des pays africains. Il s'agit de l'Afrique du Sud, de l'Angola et de la Zambie. Les pays occidentaux, notamment la Belgique, l'Espagne ou l'Italie et les Etats-Unis

rencontrent des occurrences bien faibles. La prépondérance des Etats africains limitrophes découle de la proximité géographique dont bénéficie la ville de Lubumbashi dans le continuum migratoire : cette ville est une passerelle dans le vaste territoire migratoire que les sujets utilisent comme site de projection du rêve migratoire. En cas d'insuccès, le migrant revient dans cette ville qui devient en quelque sorte un point de chute.

Tableau 1. Pays de résidence du migrant Congolais

Congolais de retour	
Pays de provenance	
Afrique du Sud	32
Angola	18
Belgique	5
Cameroun	1
Congo Brazzaville	2
Emirats Arabes Unis	2
Espagne	1
Italie	1
Sénégal	2
Suisse	2
Tanzanie	5
USA	5
Zambie	16
N	92

En ce qui concerne la prépondérance que présente l'Afrique du Sud comme pays de destination dans l'échantillon, des avis récoltés auprès des Congolais migrants eux-mêmes permettent de noter que par rapport à la RDC, si les jeunes rêvent de migrer vers l'Europe tandis que cette quête devient de plus en plus difficile et aléatoire avec le renforcement des mesures restrictives pour accorder des visas dans l'espace Schengen, le pays de l'arc-en-ciel a été considéré comme un pays de destination jouant le rôle de substitut, un peu comme une solution par défaut. A défaut d'aller en Europe, autant aller en Afrique du Sud qui devient ainsi un pays de destination finale. Un Congolais de 36 ans raconte son récit migratoire de cette manière :

« Lorsque j'ai quitté Lubumbashi après 1995 vers l'Afrique du Sud, c'était pour moi une manière d'être loin de l'enfer de mon pays. Johannesburg était pour moi, un lieu de transit car je voulais me rendre au Canada, selon des informations d'un réseau que je devais exploiter sur place au sud. Une fois sur place en Afrique du Sud, la situation se compliquait de plus en plus. J'ai commencé à me débrouiller sur place. Je me suis marié à une autre Congolaise. Je rêvais de me rendre au Canada. Plus le temps passait, plus cela devenait difficile et j'ai fait plus de dix ans en Afrique du Sud. Je suis rentré au Congo. On verra si je peux bien avoir des moyens pour rentrer car là-bas, c'est intéressant. » (M. D., interview à Lubumbashi, Juin 2009).

Selon ce témoignage, l'Afrique du Sud semblait jouer le rôle de pays de transit vers les multiples destinations. Devant les difficultés de faire fonctionner les réseaux pour continuer avec le projet migratoire, le territoire de transit devient un territoire de destination finale.

Sindjoun (2002) a rappelé cette fonction d'attraction de l'Afrique du Sud après la fin de l'apartheid comme lieu de transit se convertissant en lieu de destination finale pour beaucoup des migrants africains provenant de l'Afrique francophone et anglophone.

Nous allons présenter six thématiques à travers lesquelles il est mieux indiqué d'obtenir de la lumière sur les enjeux dans les discours sur la migration. Il s'agit de l'envoi des fonds au pays d'origine ; de l'assistance reçue pour exécuter la décision de migrer ; les voies (les routes) de la migration ; la raison (ou les raisons) de retour au pays ; la propriété ou non de la maison de résidence ; et l'image que les migrants de retour gardent de la migration. La question de l'envoi des fonds des migrants est au cœur de débats dans le champ discursif de la migration et développement. Pour vérifier l'actualité de ce point, il a été demandé aux sujets Congolais de retour au pays si pendant leur séjour à l'étranger, ils envoyaient régulièrement des fonds (la monnaie ou des biens en nature) au pays. Le tableau suivant présente la question et les occurrences enregistrées.

Tableau 2. Envoi des fonds au pays d'origine;
Question: envoyiez-vous des fonds au pays lorsque vous étiez à l'étranger?

Réponses	Occurrences
Oui	43,5%
Non	32,6%
Pas souvent	5,4%
Au contraire, ma famille m'aidait	16,3%
Pas de réponse	2,2%
Total (N=92)	100 %

Il est évident de constater que le pourcentage des migrants congolais envoyant des fonds dans leur pays d'origine pour élevé qu'il soit (43,5%) devient faible si on cumule les réponses de non envoi et de ceux qui, étant à l'étranger, sont au contraire aidés par leurs familles à partir du pays (48,9%). La complexité des situations dans lesquelles vivent les Congolais émigrés expliquent le fait que l'envoi des fonds au pays trouve des occurrences faibles dans cet échantillon. La précarité des conditions de vie de certains Congolais émigrés les place dans une passe difficile pour être capables d'envoyer des fonds au pays d'origine. Selon des observations de terrain effectuées lors d'un séjour en Afrique du Sud (Octobre 2009)⁵, il y a des jeunes Congolais qui se rendent dans ce dernier pays recourant à la voie clandestine pour y entrer et une fois sur place, ils se présentent comme des réfugiés. Le statut de réfugié les place dans des conditions de précarité sociale. Lors de notre séjour au Cape Town, nous avons rencontré une jeune Congolaise de 26 ans, dont le niveau d'études était celui d'une détentrice d'un diplôme d'état (ayant fini les études secondaires) : elle venait de faire trois mois. Elle attendait la suite de sa demande de régularisation de séjour en tant que réfugiée. Et elle nous a dit ce qui suit :

« Je suis venue ici pour tenter une nouvelle expérience de vie. Le voyage s'est effectué à partir de Lubumbashi où j'ai pris un véhicule. Mon visa expirait le jour où j'ai quitté Kasumbalesa. Ma foi me garantissait du succès de mon voyage. Je suis arrivée au Cape Town après trois jours de route. Actuellement, je me cherche encore. J'ai acheté une carte SIM d'Afrique du Sud de manière à me permettre de causer avec ma famille qui est à Kinshasa. Je reçois ainsi régulièrement des

⁵ En Octobre 2009, nous avons effectué un séjour de trois semaines au Cape Town et d'une semaine à Johannesburg.

appels de ma famille. Si je veux causer avec eux, je leur envoie un message texto leur demandant de m'appeler. Je sais que je vais réussir ici. La famille au pays me soutient encore en m'envoyant un peu d'argent en cas de besoin si je le lui demande. » (Madame E., 26 ans, entretien à Cape Town en Octobre 2009).

La deuxième question posée a concerné l'assistance reçue pour exécuter la décision migratoire. Plus précisément, il a été question de savoir si le migrant congolais a reçu une aide financière de la famille qui lui a permis de voyager, la famille à considérer étant la famille nucléaire. La possibilité de préciser une autre source de l'aide reçue était ouverte. Ainsi, il y a eu trois catégories de réponses : oui en cas d'aide reçue, non dans le cas contraire tandis que la troisième option a été celle du voyage à l'étranger à la suite d'une bourse d'études/recyclage. La réponse positive a été répartie en « aide reçue totalement de la famille », « aide partielle reçue » et « aide reçue des amis ». Quant au non, il s'agissait alors d'une décision personnelle impliquant des moyens financiers personnels.

Tableau 3. Assistance reçue pour migrer; Question: aviez-vous reçu une assistance financière pour exécuter la décision de migrer?

Réponses	Occurrences
Oui	Assistance totale de la famille 32,6%
	assistance partielle de la famille 10,9%
	Assistance des amis 2,2%
Non	50 %
Bourse d'études	4,3%
Total (N=92)	100,0%

Il est évident de noter que, selon notre échantillon, la plupart des Congolais qui ont réussi à migrer (50 %) ont pris la décision de migrer et l'ont exécutée eux-mêmes sans avoir reçu l'assistance de la famille ou des amis dans le pays de départ. Ceux qui ont reçu une assistance (totale ou partielle) de leur famille représentent 43,5%. Dans le contexte de l'évolution socio-économique de la ville de Lubumbashi, il importe de prendre en compte la détérioration des conditions de vie des ménages. Cette pauvreté entraîne le relâchement des relations de socialité et au lieu que les parents s'occupent de leurs enfants, ce sont des enfants qui s'occupent d'eux-mêmes et entretiennent leurs parents. Les études menées sur les enfants de la rue dans certaines villes de la RDC démontrent le renversement des rôles sociaux : dans certaines familles, les enfants sont lancés dans la rue pour chercher les moyens de survie ; les garçons pour faire de petits travaux, vendre des biens à la criée tandis que les jeunes filles font la rue soit pour se prostituer, soit pour faire les travaux de ménage et ainsi rapporter de l'argent le soir aux parents. L'aventure migratoire des jeunes Congolais découle de leur propre initiative. Il est évident de relever que ce point de vue doit être pris avec la réserve de la contingence qu'il mérite car si parmi les Congolais retournés interrogés à Lubumbashi, beaucoup affirment être partis à la suite d'une initiative personnelle, nous avons rencontré d'autres récits d'expérience migratoire lorsque, en séjour au Cape Town, nous nous sommes entretenu avec des Congolais migrants qui y vivent. Pour certains jeunes Congolais devenus des « Xhosas » (ethnie sud-africaine), le rôle de la famille a été déterminant dans leur migration.

La troisième thématique est relative à la route migratoire. En fonction des territoires migratoires vers lesquels se déploient les migrants Congolais, les routes migratoires varient.

Si nous considérons l'espace de l'Afrique australe, la voie la plus usitée est la voie routière. En deux ou trois jours, un bus peut quitter Lubumbashi, en passant par la Zambie et le Zimbabwe et arriver en Afrique du Sud : c'est la voie sud-sud-est. Une autre voie routière passe par la Zambie, la Namibie ou le Botswana vers l'Afrique du Sud ; c'est la voie sud-sud-ouest. Si nous considérons les espaces les plus éloignés, la voie la plus usitée est la voie aérienne. Ainsi, lorsqu'un Congolais veut émigrer vers l'Europe continentale, il peut partir de Lubumbashi vers l'Angola qu'il considère comme un pays de transit. De l'Angola, il prend un avion vers le Portugal et du Portugal, il peut conquérir les autres pays européens de l'espace Schengen selon son projet migratoire. Quoiqu'il en soit, il n'y a pas une voie unique. Il y a une multiplicité des voies et des directions qu'empruntent les Congolais lorsqu'ils sont désireux de tenter l'aventure migratoire. Ces informations ont été recoupées et dégagées à la suite des entretiens avec des Congolais que nous avons rencontrés au cours de nos séjours en Afrique du Sud et en Zambie. Des Congolais de retour ayant déjà acquis une certaine expérience en matière migratoire détiennent des informations intéressantes à cet égard.

La quatrième thématique concerne les raisons de retour au pays. Les réponses n'ont pas été présentées en termes de retour volontaire ou non, ce qui allait réduire l'expression de la complexité de la réalité. Dix items ont été proposés comme réponses ouvertes ainsi que le montre le tableau n°4. A l'analyse, il appert que les raisons plausibles du retour des migrants Congolais sont liées à la précarité des conditions de vie dans lesquelles se retrouve le migrant congolais. Les items suivants cumulés rentrent ainsi dans cette ligne de lecture (items A, C, E et F). La contrainte primordiale consistant pour la famille restée au pays à faire pression sur le migrant congolais pour qu'il rentre au pays représente 5,4% dans les occurrences. Cette pression a lieu lorsque le sujet migrant se retrouve dans les pays limitrophes comme l'Angola ou la Zambie ou l'Afrique du Sud. Lorsque le sujet migrant se retrouve dans un pays fort éloigné, des pressions se font, mais se diluent dans la distance. Des migrants congolais se retrouvant en Angola et en Afrique du Sud nous ont raconté leur expérience migratoire qu'ils ont du interrompre et ils sont parvenus à rentrer au pays en raison d'incessantes pressions de leurs familles.

Tableau 4. Raisons du retour au pays; Question: quelles sont les raisons qui justifient votre retour au pays?

Items	Occurrences
Expulsion	21,7%
Fin des études	6,5%
Rêves brisés (victime d'escroquerie)	4,4%
Difficultés de vivre	21,7%
Insécurité (xénophobie, violence)	6,5%
Difficultés à renouveler les papiers de séjour	7,7%
Investir/ se débrouiller au pays	10,9%
Pressions de la famille	5,4%
Se réorganiser pour repartir	6,5%
Nostalgie du pays	8,7%
Total (N=92)	100%

La cinquième thématique relève de la question de « l'insertion résidentielle », selon les termes de Dupont (cité par Lututala, 1995). Celle-ci procède de mécanismes par et à travers lesquels un sujet en situation de mobilité cherche à disposer d'un espace pour avoir un logement où il peut résider avec l'ambition d'avoir une maison dont il est le propriétaire au

lieu d'être locataire en ville. La recherche substantielle pour être propriétaire d'une maison et non locataire devient le moteur de la vie urbaine et explique paradoxalement l'extension et l'expansion spatiale des lotissements qui contribuent à la prolifération des espaces péri-urbains et de squatters. Le rapport sur les migrations à Lubumbashi (Dibwe dia Mwembo, et al., 2005) de l'Observatoire de changement urbain de l'Université de Lubumbashi est parvenu à relever ce fait de la recherche de l'autonomie en fait de logement pour la plupart des habitants de Lubumbashi. Selon les termes du rapport, il est écrit :

« Il se dessine ce dernier temps une tendance à la construction de sa propre maison pour échapper aux tracasseries des bailleurs. Ces résultats confirment bien ceux fournis par l'enquête MICS2 réalisée en 2001 sur tout le territoire national. On observe en milieu urbain une légère tendance vers la propriété de logement. Pour l'ensemble de la Province du Katanga, 67,6% des ménages sont propriétaires de logement, 12,1% sont sous logés, 15,5 locataires, 4,1% sont logés par l'employeur et 0,7% concerne la catégorie « garde chantiers » (Unicef 2002 : 29). La recherche d'un logement conduit le citadin du centre ville où il était locataire ou hébergé, vers la périphérie des villes où il cherche à acquérir sa propre parcelle. Ce mouvement conduit à la prolifération des quartiers d'auto construction qui n'obéissent pas aux normes d'urbanisation. Cette adaptation résidentielle constitue une des innovations de villes africaines (Le Bris 1987 : 268), c'est-à-dire une stratégie de contournement et de détournement des normes officielles de construction et d'urbanisation » (Dibwe dia Mwembo, et al., 2005).

Pour le Congolais de retour au pays, disposer d'une maison, soit être propriétaire d'une maison pour le logement est la preuve du succès de son séjour à l'étranger. C'est pour cela que dans certaines villes du Congo comme Kinshasa ou Lubumbashi, les migrants congolais qui sont encore à l'étranger envoient des fonds à leurs familles restées au pays pour construire des maisons. Cet engouement à disposer des biens immobiliers est de tel attrait qu'actuellement, des familles se sont lancées dans la construction des hôtels (des flats).

Le dernier point que nous présentons sur cette première catégorie des Congolais de retour concerne l'image qu'ils gardent de la migration. L'image qu'ils gardent de leur expérience migratoire est fort réaliste, de loin différente de la représentation onirique que les Congolais n'ayant pas encore voyagé à l'étranger se font de la migration. L'image réaliste de l'expérience migratoire pousse les Congolais retournés au pays à valoriser la mobilité commerciale, celle qui conduit les gens à se déplacer pour faire des affaires. Dans cette optique, la notion d' « ubiquité résidentielle », dégagée par Lututala (2005) pour expliquer la dynamique migratoire des Congolais est fort appropriée. S'inspirant de ce que disait Jean de la Fontaine (1958), « celui qui a beaucoup voyagé a beaucoup appris », les Congolais retournés entendent explorer ce savoir acquis dans le savoir-circuler pour voir comment faire des affaires dans l'espace transnationalisé.

Dans le cadre de l'ubiquité résidentielle, les Congolais migrants retournés rêvent de se déplacer de temps à temps à l'étranger pour chercher des marchandises à revendre au pays et en exploitant l'information qu'ils ont, ils peuvent faire des affaires à travers certains réseaux capables de gérer les relations pour acheter des marchandises là-bas et les revendre à Lubumbashi. Ils apprécient le cadre de vie épanouissant fait de liberté et de possibilité d'amélioration des conditions de vie des gens ; ils se rappellent également les contraintes qui pèsent sur eux, comme l'absence de la convivialité et des contacts humains entre voisins ; mais surtout, sur le plan fiscal, trop de factures, d'impôts et taxes qu'il faut payer

régulièrement. Le récit de l'expérience migratoire de M. C. présenté plus haut (p. 31) laisse échapper en gros la représentation de la migration. Un autre élément structurant cette image réaliste est, pour le cas des migrants congolais ayant vécu en Afrique du Sud, le climat d'insécurité permanent dans lequel ils vivaient. Il est une évidence à noter à cet égard : cette représentation réaliste de l'expérience migratoire est loin de ressembler à celle que se fait le Congolais n'ayant pas voyagé à l'étranger.

Quelle est alors la représentation populaire de la migration ? Il importe de noter que cette représentation n'est pas constante (Trefon et al., 2004 ; Boeck, 2001a et b). Elle a beaucoup évolué dans le temps. Nous allons présenter ainsi la situation par rapport au phénomène de la migration en général et par rapport aux migrants étrangers vivant dans la ville de Lubumbashi. Vis-à-vis de la migration, la population de Lubumbashi se fait une image qui a varié à travers le temps. Dans les années quatre-vingt, migrer représentait un horizon fortement apprécié et rêvé par les Lushois. Avoir un enfant à l'étranger constituait un portefeuille d'assurance (Trefon, 2004). Cette représentation onirique a évolué : si avoir un enfant à l'étranger est encore une ambition, l'engouement pour un tel investissement est en train de changer de signe. Ce changement procède des effets induits de la crise économique qui secoue le monde actuel aussi bien dans les pays développés que dans les pays sous-développés. Deux récits vont être présentés à ce sujet renvoyant à la complexité de la perception de la migration auprès de la population de Lubumbashi. Le premier récit est fait par un migrant congolais retourné ; il vivait en Afrique du Sud :

« Lorsque je me suis rendu en Afrique du Sud dans les années '93, la situation y était intéressante. Il y avait des jobs intéressants et plusieurs opportunités de boulots. Je vivais à Johannesburg ; on louait avec des amis un appartement pour lequel le travail d'une semaine et demi me procurait déjà quoi payer pour le loyer. Je savais économiser et envoyer quelque chose au pays. Actuellement, les temps ont beaucoup changé. Il n'est plus facile de bien se débrouiller en Afrique du Sud. Les jobs se font rares. De fois, il m'arrivait de recourir à la famille au pays pour réclamer un secours financier. Je savais que solliciter un appel des fonds au pays faisait de la peine à ma famille qui s'en plaignait... » (M. F., 35 ans)

Le fait que ce migrant demandait des fonds auprès de sa famille doit avoir eu un impact au sein de sa famille. Cet impact se lirait sur l'image que cette famille devait se faire de la migration. Vivant au quotidien les difficultés de leur fils se trouvant à l'étranger, les membres de cette famille en sont arrivés à se raviser et à raviser leur point de vue sur la migration et la vie à l'étranger. Cette image modulée se bouscule entre les fantasmes de l'échappée de la misère et les promesses d'un possible succès d'un des leurs qui vivrait à l'étranger. Face à la quête d'un avenir qui soit différent, le Congolais penche vers la solution migratoire considérée comme un portefeuille d'avenir. Le récit de Monsieur G., (33 ans), un habitant de Lubumbashi, traduit cette image changeante de la représentation de la migration au sein de la population congolaise :

« J'ai fini mes études à l'Université à Lubumbashi. Je me débrouille en faisant des affaires de tous genres, la coop, comme on dit ici chez nous. J'ai des amis qui sont à l'étranger. Je les envie tout en ne rêvant pas trop. En causant avec eux, il m'arrive de me réaliser que je peux mieux faire en étant ici qu'aller à l'étranger. Du reste, lorsqu'on est avec des amis, on échange sur cette question et on trouve

que la vie se complique de plus en plus partout. Autant se battre et chercher à survivre sur place. » (Interview à Lubumbashi, Juin 2009).

Au fil des contacts que nous avons eus au cours de cette recherche, nous avons été amenés à rencontrer un homme de 55 ans, un ancien agent de la Générale des carrières et des mines qui faisait la fierté de cette ville. Il a des enfants qui vivent à l'étranger ; il n'a pas voulu citer ces pays de séjour. Son point de vue sur la migration est fort intéressant :

« Mes enfants sont à l'étranger. Je suis un retraité de la GECAMINES dans le cadre de ce qu'on appelle le ''départ volontaire''. A l'époque, je me suis beaucoup battu pour les faire partir. Cela n'a pas été facile. Ils se débrouillent bien. Mais je ne suis pas tellement satisfait de ce qu'ils sont. Bien sûr, ils m'envoient de l'argent. Et en cas de nécessité, ils n'hésitent de me secourir. Ils m'ont invité à leur rendre visite là où ils sont. Je comprends les difficultés qu'ils traversent. Ils sont dans un monde de haute compétitivité. Ils doivent travailler très durement pour tenir le coup et le cap. Au-delà de la satisfaction et de l'orgueil d'un papa qui a des enfants à l'étranger, il convient de reconnaître que mon engouement pour la migration a changé. Et je crois que la migration n'est pas une solution aux problèmes du pays. » (Entretien avec M. H., 55 ans, Lubumbashi, Mars 2010).

Si la représentation de la migration auprès de la population évolue, il y a plusieurs facteurs qui rendent compte de ce changement. Parmi ces facteurs, nous pouvons citer les effets de la campagne organisée par des organisations non gouvernementales de la RDC comme « *Vanda na Mboka* » une expression en lingala et qui signifie « demeurez au pays ». Cette campagne initiée d'abord dans la capitale de la RDC a été étendue à d'autres villes du pays et notamment à la ville de Lubumbashi. Les médias congolais ont fait large écho de l'esprit de cette campagne en faisant des reportages sur différentes activités organisées pour sensibiliser l'opinion publique congolaise sur les risques de la migration clandestine. Il y a également lieu de citer les effets induits des reportages des naufragés africains des océans et mers, naufragés se trouvant sur des embarcations de fortune et que des garde-côtes des pays européens ayant élargi leurs frontières externes trouvent de temps à temps sur des espaces liquides.

2.2 A propos des migrants africains

Les migrants d'origine africaine font partie du paysage démographique qui contribue à l'oscillation de la vie urbaine en RDC en général et dans la ville de Lubumbashi en particulier. Ils ont été présents pour certains d'entre eux avant 1960 comme c'est le cas des Maliens et des Sénégalais, par exemple, dans la ville de Lubumbashi. Ce sont surtout les Africains des pays limitrophes dont on a noté la présence à Lubumbashi. C'est le cas des Angolais, des Burundais, des Rwandais ou des Zambiens. Des Angolais se sont retrouvés à Lubumbashi dans le contexte de la migration forcée, comme des réfugiés –situation à laquelle nous ne nous intéressons pas. Des Burundais et des Rwandais ont été acheminés vers Lubumbashi pour travailler dans les mines, dans le cadre de la politique coloniale belge d'importation de la main d'œuvre pour faire face à sa pénurie au Katanga (Ndaywell, 1998). Des Zambiens dont la parenté ethnique est trop forte avec des groupes ethniques se trouvant à Lubumbashi traversent allégrement vers la RDC et se retrouvent en grand nombre dans la ville de Lubumbashi. Selon les données statistiques de la population de la ville de

Lubumbashi, des Zambiens occupent la première place dans le ranking de la population étrangère de cette ville (Archives de la division de la population, 2008).

A la suite de la guerre qui a secoué la RDC depuis 1996, une guerre dont certains pays limitrophes se retrouvent être des commanditaires, les ressortissants burundais et rwandais ont été l'objet d'une chasse systématique et la plupart ont préféré quitter la RDC. Les Africains ressortissants d'autres pays deviennent visibles dans le champ migratoire de la ville de Lubumbashi dans le contexte de la recomposition socio-économique qui touche toute l'Afrique. Comme l'écrit Wa Kabwe-Segatti (2009) : « Si le phénomène (migratoire intra-africain) est substantiel, il n'est pas nouveau en Afrique. Ces migrations constituent depuis longtemps une stratégie de survie et de diversification des revenus. Remplaçant ou se superposant parfois aux grands systèmes commerçants d'Afrique de l'Ouest ou aux systèmes de travail migrant des bassins miniers d'Afrique australe, les mobilités se distinguent aujourd'hui par leur diversité, leur féminisation, leur relative spontanéité et leur articulation étroite au processus d'urbanisation. L'intégration croissante de l'Afrique à une économie mondialisée, mais aussi la crise du secteur agricole face à la libéralisation des marchés, la faible industrialisation de la plupart des pays africains, l'instabilité politique chronique et la crise des services publics sous l'effet des réformes successives de l'Etat en sont les principaux facteurs. » (2009 : 115). Le contexte structurant les migrations intra-africaines explique alors que les migrants africains procèdent de leurs propres stratégies individuelles.

Nous allons présenter les données concernant les migrants africains en dégageant la durée de leur séjour, la composition démographique, le niveau d'études et leurs activités. Nous signalerons aussi les représentations que la population lushoïse se fait d'eux. L'intégration et les liens transnationaux tant qu'ils les concernent vont être abordés par la suite au moment où nous traiterons la situation des migrants asiatiques. Dans cette catégorie des migrants, nous nous intéressons aux ressortissants d'origine angolaise, burundaise, camerounaise, nigériane et zambienne. Dans ce lot, les ressortissants de l'Afrique de l'Ouest constituent un groupe que la population congolaise met dans un même sac en l'appelant des « Ouestaf ».

Outre cette expression d'« Ouest-africains », on utilise également le terme des « *Bahoussa* » (*muhussa*, au singulier). A Kinshasa, le terme populaire pour appeler des Ouestafricains est celui de « Dingari ». L'expression de « *Bahoussa* » serait une dégradation en langue locale de la dénomination de « Haoussa ». Ce peuple du sud-ouest du lac Tchad vivant principalement dans le nord du Nigéria et l'est du Niger est reconnu comme un peuple marchand. Dans le passé, son réseau commercial s'est étendu jusqu'à Tripoli, dans le Nord, et a rejoint le commerce swahili en Afrique centrale sur les rives du fleuve Congo. Pour les Congolais, les ressortissants d'Afrique de l'ouest sont ainsi appelés sous ce terme, un raccourci de dénomination ou par excès de généralisation. Deux explications plausibles sur ce terme « Bahoussa » : il est possible que les premiers migrants d'Afrique de l'ouest arrivés à Lubumbashi aient été des commerçants haoussa ; de là, l'utilisation de ce terme pour désigner tout venant. Ainsi, le terme « Bahoussa » signifie celui qui est originaire de Haoussa certes, mais en swahili « *kuhuza* » veut dire acheter ; « *bahuza* » ou « *muhuza* » signifie celui qui achète et qui revend. L'expression *Ndingari* vient de la langue Yaka de la province de Bandundu et signifie féticheur. Ce référent est attribué aux ressortissants de l'Afrique de l'Ouest car dans leur rang, les premiers venus au Congo se faisaient passer pour des marabouts et capables de jeter un mauvais sort et/ou de résoudre tous les problèmes de tous genres des Congolais (Biaya, 1998 : 342).

L'esprit des affaires qui a poussé les premiers ouest-africains à venir au Congo est encore déterminant dans leur présence, voire dans l'arrivée des autres. Selon une étude menée sur les migrations des ressortissants ouest-africains en Afrique Centrale, il est rapporté que des Maliens et des Sénégalais sont arrivés en RDC dans les années 60 et se sont plus intéressés au trafic des matières premières comme le diamant et l'or ; d'autres sont venus en qualité des marabouts consultés par les dirigeants politiques africains. L'historien congolais Ndaywell (1998) fait cas du recours par le Président Mobutu aux marabouts ouest-africains qui deviennent importants dans sa cour dans les années 1980 et l'auraient aidé à maraboutiser, soit « dompter » le président français, le socialiste François Mitterrand lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1983 (Ndaywell, 1998). Cette culture des affaires et de maraboutage va caractériser la représentation que les Congolais se sont faite des « Bahouza » tels qu'ils vivent dans ce pays. C'est, du reste, le point de vue de Monsieur I, un Congolais de 69 ans qui vit à Kamalondo quand il dit :

« Je suis né ici à Lubumbashi avant la fin de la deuxième guerre mondiale. J'ai vécu longtemps dans la commune Albert, actuellement la commune de Kamalondo. Dans les années 60, il y a eu des ressortissants de l'Afrique de l'Ouest que l'on a vu arriver dans cette ville. Ils ont ouvert des bijouteries et des orfèvreries. Ils étaient également des commerçants amenant des marchandises fort prisées par les Congolais. Ils avaient des aptitudes à faire le commerce ambulancier. Certains étaient des marabouts ; leur religion était l'islam. Je me rappelle qu'ils étaient également connus pour leur goût des affaires dans le trafic des matières précieuses. Ils achetaient et revendaient le diamant et l'or, etc. Ils avaient des réseaux où ils pouvaient écouler ces matières précieuses. Sous le régime du président Mobutu, alors que le commerce des matières précieuses était interdit, les « Bahouza », cette dénomination nous rappelant les ressortissants de l'Afrique de l'Ouest, étaient des experts dans le trafic de ces matières. Dans ce secteur de trafic illégal, ils rivalisaient ceux que l'on appelait les « Bapostolo⁶ ». » (M. I., 69 ans, entretien à Lubumbashi, Septembre 2009).

Selon un collègue professeur interrogé au cours de cette enquête sur cette question de la dénomination des ressortissants ouest-africains comme de « bahoussa » et « ndingari » :

« Les ressortissants de l'Afrique de l'Ouest venaient au Congo dans le cadre des affaires. Je pense que leur esprit des affaires a conduit les Congolais à les appeler les gens qui achètent, soit en swahili « les bahuza » (dérivé d'un verbe swahili kuhiza, soit acheter). Cette interprétation n'est pas incompatible avec celle selon laquelle les premiers venus s'appelaient de « Haoussa ». Par ailleurs, ils se faisaient passer presque tous pour des marabouts, des maîtres-enchanteurs, ayant des gris-gris et autres ingrédients de pouvoir magique. Le terme « féticheur » pourrait mieux traduire cette réalité. En fait, ils étaient malins : pour tenir en respect les Congolais et les empêcher de voler leurs affaires, ils se présentaient comme ayant la capacité de lire des choses cachées et de jeter le mauvais sort à quiconque osait voler leurs biens. Les habitants congolais vivant à Kinshasa, la capitale du pays ont compris cela et ont utilisé un terme tiré d'un

⁶ La dénomination « Bapostolo » sert à désigner les croyants d'une église apostolique dont les membres se rasant toute la tête, portent des soutanes blanches ou rouges et laissent pousser la barbe. Ils prient dans le désert et comme en RDC, il n'y a pas désert, ils prient sous le soleil, dans un endroit aménagé comme un terrain de football.

dialecte local, le Yaka, de ndingari : féticheur. Un musicien congolais a popularisé ce terme de ndingari dans une chanson qui a fait danser les gens. »
(Entretien avec le Professeur Kazadi Kimbu, sociologue, Octobre 2010, Lubumbashi)

Actuellement, les ressortissants de l'Afrique de l'Ouest sont des hommes ou femmes dont l'âge varie entre 18 ans et 70 ans. Il n'y a pas que des originaires de l'Afrique de l'Ouest à Lubumbashi, des voisins du flanc sud du pays sont également présents. C'est le cas des Zambiens. On trouve aussi des Angolais, des Burundais et des Camerounais. Des Zambiens se retrouvent à Lubumbashi en raison de la proximité des parentés qu'ils partagent avec les Congolais, d'origine Bemba. C'est « le transnationalisme communautaire » dont parle Sindjoun (2002). Ils basculent aussi du côté congolais en raison du climat de la débrouille qui prévaut sur le champ économique. En ce qui concerne les Angolais, ressortissants d'un pays dont la langue est le Portugais, ils se retrouvent dans la ville de Lubumbashi en fuyant les conséquences d'un durable conflit qui a sévi dans leur pays. C'est la cité de Dilolo, à plus ou moins 300 kms de Lubumbashi que nous les retrouvons en un grand nombre. Ceux qui sont à Lubumbashi sont des anciens réfugiés qui ont dû changer de statut et actuellement se débrouillent dans cette ville. A l'observation empirique confirmée par des récits de vie, les ressortissants africains le plus en vue dans le paysage migratoire lushois sont de plus en plus jeunes ; leur durée de séjour ne dépasse pas dix ans.

Le Nigéria s'impose également sur le plan démographique en Afrique : un africain sur sept est nigérian sur ce continent (Sindjoun, 2002). Non seulement, le Nigéria s'impose sur l'échiquier démographique en Afrique, la population nigériane a manifesté depuis les années 90 de fortes initiatives en matière migratoire pour se faire remarquer un peu partout sur le continent africain et aussi dans d'autres continents (Bouillon 1999). La diversification des pays de migration à partir du Nigeria a conduit à la présence des immigrants nigériens en RDC et aussi dans la ville de Lubumbashi. La visibilité des Nigériens est bien grande en RDC, car, par exemple dans la ville de Kinshasa, ils sont bien nombreux: ils occupent tout un quartier devenu le quartier des Nigériens ; ils y vendent spécifiquement des pièces de rechange des véhicules. C'est dans un quartier populaire de Kinshasa, appelé « Rond point Victoire » que l'on trouve une avenue dont les petits magasins abritent les affaires des Nigériens. A Lubumbashi, la présence des Nigériens se manifeste à travers des kiosques où l'on vend des CD-roms de films dénommés « *Karachika* », des cyber-café et aussi des magasins des ventes des pièce-auto.

L'âge des migrants est un critère qui permet d'apprécier le temps de séjour au pays. La vague récente des migrants africains vers Lubumbashi traduit la complexité de la mobilité dont le va et vient incessant semble être la marque distinctive. Lorsque nous interrogeons des ressortissants Maliens, il nous a été donné de constater que certains venaient d'arriver à Lubumbashi en provenance de l'Angola. Leur séjour était bref : ils venaient visiter des membres de leur famille résidant à Lubumbashi tout en essayant d'explorer les possibilités de faire des affaires. Un Malien de 35 ans qui venait d'arriver a dit qu'il comptait visiter la ville de Kolwezi avant de rentrer au Mali dans un mois. Nous allons aborder la question de la durée de leur séjour dans cette ville.

Cette question ne peut être résolue à la lueur de certains pans d'informations données par des migrants interrogés. La durée est variable ainsi que l'échantillon (N=78) que nous avons constitué nous laisse cerner cet aspect. Il y a des migrants africains d'âge avancé (plus de 60 ans) parmi les ressortissants Sénégalais et Maliens vivant à Lubumbashi. Mais il y a

également ceux que nous appelons de la nouvelle génération : ils sont plus jeunes entre 35-49 ans. C'est parmi des migrants Maliens, Sénégalais et Zambiens (ceux de notre échantillon, bien sûr) que nous trouvons ceux qui ont déjà séjourné longtemps à Lubumbashi. « Plus de vingt ans de séjour à Lubumbashi », telle est la phrase que nous avons le plus entendue chez les ressortissants de ces trois nationalités.

Parmi les ressortissants d'origine africaine, la composition démographique est prédominée par les hommes, du moins dans notre échantillon. La plupart des hommes se répartissent entre les mariés et les célibataires. Les hommes qui ont déjà séjourné longtemps à Lubumbashi « ont des racines », pour traduire le fait qu'ils sont bien assis en étant mariés. Ceux qui viennent d'arriver, pris en charge par leurs aînés, ont le statut de célibataire. Les ressortissants zambiens, maliens, sénégalais et nigériens sont pour la plupart des mariés. C'est parmi les Burundais et les Camerounais que l'on trouve des célibataires.

A l'observation, cette situation s'explique de cette manière : les Zambiens, profitant de liens du transnationalisme communautaire, les Maliens, les Sénégalais et les Nigériens sont venus dans cette ville avec l'intention de faire les affaires et d'y vivre car cela est lié au succès de leurs affaires. Pour ce faire, ils veulent une stabilité et celle-ci se manifeste par une vie de famille avec une épouse ou des épouses. Les Burundais méritent une attention particulière. La plupart d'entre eux sont venus à Lubumbashi comme des réfugiés. Après avoir quitté la RDC pour échapper à la fureur xénophobe qui les frappait entre 1998 et 2001 lors du déclenchement de la deuxième guerre en RDC, les Burundais commencent à revenir. Certains sont des étudiants envoyés par leurs paroisses en vue de finir les études universitaires ; d'autres y sont pour se débrouiller. Les Camerounais constituent une nouvelle catégorie des migrants apparaissant à Lubumbashi. Pour tenter d'explorer le terrain, la plupart viennent en célibataires. Et il paraît que ce sont des hommes plus que des femmes qui exploitent les informations dans des réseaux et explorent le terrain et tentent l'aventure migratoire.

L'analyse de la situation des migrants zambiens se trouvant à Lubumbashi relève que la prédominance des hommes dans notre échantillon devrait être située dans une complexité interactionnelle qui rend presque invisible la femme migrante zambienne. Dans notre échantillon la migrante zambienne est plus absente. Selon l'analyse sociologique, cette invisibilité de la migrante zambienne pourrait découler de la discrétion stratégique que le mari congolais d'une épouse zambienne déploie. A l'époque du parti unique sous la deuxième régime mobutien, le statut d'étranger coûtait cher et faisait l'objet de plusieurs tracasseries ; d'où l'adoption du simulacre et de la dissimulation par les maris congolais de leurs épouses étrangères, surtout celles originaires des pays limitrophes. C'est le point de vue d'un migrant zambien (50 ans) qui a parlé de ce fait :

« J'ai passé la plupart de mon temps ici à Lubumbashi. Je travaillais à la Gécamines, la grande société minière qui faisait la fierté de cette ville. Les Zambiens originaires de l'ethnie Bemba étaient majoritaires ici. Pour nous les hommes, pas de problème ; on voulait afficher notre identité et notre nationalité. Je sais qu'il y a beaucoup des femmes de nationalité zambienne qui sont mariées à des Congolais. Mais elles préfèrent ne pas se faire connaître comme des Zambiennes. Elles ne veulent pas s'afficher comme telles. » (M.J., Zambien, entretien à Lubumbashi, Juillet 2009)

L'état civil, soit l'identification du statut marital est une question d'incertitude dans le contexte congolais. Il est évident que la législation congolaise reconnaît la monogamie ; mais

la situation de polygamie se vit de manière complexe dans ce pays. Dans ce sens, même les migrants africains qui vivent dans la ville peuvent être célibataires officiels ; mais pour s'insérer dans le milieu, ils ont des Congolaises comme femmes/épouses. Dans les milieux des migrants Sénégalais et Maliens, la plupart ont plusieurs femmes. Ils contractent plusieurs unions, car ils sont des musulmans. M. K. (45 ans), malien originaire de Kayes traduit ainsi cette situation :

« Je vis au Congo depuis longtemps. J'ai une femme malienne et deux femmes congolaises. J'ai beaucoup d'enfants. Presque tous, je les envoie au Mali qu'ils connaissent très bien. Ce sont les tout petits enfants qui sont avec moi et qui vivent à côté de leurs mères ici à Lubumbashi » (entretien à Lubumbashi, Juillet 2010).

Un autre aspect important du profil des migrants africains vivant à Lubumbashi concerne le niveau de leurs études. Sur la base de cet échantillon que nous analysons, nous avons trouvé que la plupart des migrants africains qui viennent dans cette ville ont des niveaux d'études complexes. Sur la base des entretiens et du recoupement de l'information en notre possession, on trouve à la fois le niveau élevé d'études et le niveau élémentaire. C'est parmi les ressortissants du Mali, du Sénégal et de la Zambie que l'on trouve des migrants ayant un niveau d'études élémentaire. Cela s'explique par leur composition par âge et par le type d'activités auxquelles ils s'adonnent. Pour les Zambiens, ceci se justifie par le fait qu'il en y a qui sont venus à Lubumbashi en quittant leurs villages en Zambie pour tenter de rejoindre les leurs qui sont du côté congolais et ainsi se débrouiller ici. Les ressortissants de l'Angola, du Burundi et du Cameroun interrogés ont un niveau universitaire. Un ressortissant camerounais a raconté son récit d'expérience migratoire où il reconnaît qu'il a terminé les études universitaires dans son pays. Ayant tenté sans succès de se rendre en France, il a résolu de venir « casser la pierre » avec l'espoir d'accumuler l'argent en RDC et se rendre en Europe. Son séjour en RDC se déroule actuellement comme un lieu de vie provisoire, disons une vie de transit car, dit-il, il souhaite se rendre en Afrique du Sud. Cette tentative d'aller vers l'Afrique du Sud s'est soldée par un échec. En ce qui concerne les ressortissants zambiens, la plupart d'origine Bemba ont quitté les villages frontaliers pour travailler au sein des compagnies minières qui faisaient la force d'attraction de cette ville. Et pour ce genre d'activités, le niveau d'études élevé n'était pas nécessaire.

Quelles sont les activités des ressortissants africains ? Ces activités sont variables. Dans l'ensemble, elles se déclinent sous le mode des activités relevant du régime du secteur informel. Dans un environnement où les activités informelles prédominent, des gens font plusieurs activités à la fois. L'activité principale peut être comme un arbre qui cache la forêt. Par ailleurs, il est rare qu'un sujet, même parmi les Congolais qui se débrouillent, n'ait qu'une seule activité économique dont il dépend. Les Maliens et les Sénégalais se spécialisent dans la boucherie ; ils ouvrent des bijouteries ; ils ont de petits magasins et alimentations. C'est la partie visible de leurs activités. A l'arrière-cour, ils s'adonnent à toutes sortes de trafic des matières précieuses que l'on peut retrouver au Katanga. Au cours de l'enquête pilote organisée peu après le séminaire de lancement de cette recherche, nous nous sommes retrouvé à Kamalondo, le quartier ethnique des Ouestafricains. Nous nous sommes entretenu avec un Malien qui a une boutique et une bijouterie. Avant de nous séparer, il a souhaité nous amener chez lui et là, il nous a montré des matières précieuses à revendre. Il nous a remis quelques échantillons dans l'espoir que nous trouvions un marché à l'étranger. Cette double vie d'activités économiques est presque la règle parmi les Ouest-africains. Un Malien nous a débité cet adage selon lequel, « lorsqu'on est à l'étranger, il ne faut jamais se

promener avec une béquille ; il faut chercher à s'appuyer sur deux béquilles ». La béquille est comparée à une activité que l'on fait ; une activité est sûre ; mais il est encore plus sûr d'avoir plusieurs activités.

Les Nigériens s'imposent dans la vente de CD-roms de la musique et des films made in Nigeria ainsi que dans le commerce des pièces de rechange des véhicules de toutes les marques. L'exploitation des cyber-cafés fait partie aussi de leur initiative. Les Nigériens ont également investi dans le secteur religieux : on trouve des pasteurs nigériens, fondateurs des églises pentecôtistes et de réveil qu'ils ont ouverts à Lubumbashi. Des brebis, d'origine nigérienne se retrouvent dans ces églises comme pour accompagner leur frère-pasteur. L'émergence du pôle religieux devient constitutive d'un site de visibilité où se négocient des nouvelles relations entre la présence des Nigériens et les citoyens Congolais dans la ville. Un pasteur de nationalité nigérienne a créé une église à Lubumbashi : on y trouve des Congolais, mais aussi des Nigériens. Cette église semble être la continuité d'autres églises implantées par ce pasteur au Nigeria et en Namibie. Ce pasteur passe une vie d'un globe-trotter : il passe quelques jours à Lubumbashi, les autres jours sont partagés entre le Nigeria et la Namibie.

Les Camerounais se lancent dans le trafic des matières premières et la vente d'habits pour femmes qui proviendraient de la Chine et de Dubaï. Un cas intéressant à noter concerne la présence des jeunes Camerounais venus prendre leur inscription à l'Université de Lubumbashi. Cette information sur des étudiants Camerounais inscrits dans des institutions de l'enseignement supérieur à Lubumbashi est bien rapportée dans le profil migratoire de la RDC 2009. C'est la faculté de médecine humaine qui attirerait des jeunes Camerounais (Ngoie et Lelu, 2010).

Avant de mettre un terme à la présentation des données sur les migrants africains, il importe d'une part d'analyser le projet migratoire des migrants africains résidant à Lubumbashi, d'autre part d'explorer la représentation que se fait la population de Lubumbashi de migrants africains. Dans la province du Katanga, Lubumbashi est un espace urbain ; mais il n'est pas le seul centre qui attirerait les migrants internes ou internationaux. Dans ce sens, nous avons voulu savoir si des migrants africains qui vivent à Lubumbashi éprouvent le désir de migrer vers d'autres espaces en RDC ou même migrer vers d'autres pays en Afrique ou ailleurs au-delà de l'Afrique. Au-delà de cette question, c'est la place de la ville de Lubumbashi comme espace de transition ou lieu de destination finale qui est interrogée. Nous allons commencer par demander aux migrants africains si l'expérience migratoire à Lubumbashi est la première ou non dans leur vie.

La plupart des migrants africains résidant à Lubumbashi avec qui nous avons eu des contacts n'en sont pas à leur première expérience migratoire dans ce pays. C'est parmi les Sénégalais et les Zambiens que nous retrouvons un pourcentage élevé des gens qui en sont à leur première expérience. Dans notre échantillon, plus de la moitié de Sénégalais et de Zambiens vivent à Lubumbashi comme lieu de leur première expérience de migration. Les Camerounais et les Angolais sont à Lubumbashi après avoir connu d'autres expériences migratoires ailleurs. Ce n'est pas encore une loi mais il est possible d'inférer que lorsqu'un migrant en est à sa première expérience migratoire dans un lieu comme Lubumbashi où il y a plusieurs opportunités d'affaires, soit de casser la pierre, il est peu enclin à migrer encore ailleurs tandis qu'un migrant qui a connu plusieurs expériences migratoires, Lubumbashi étant un point de chute dans l'espace migratoire est un sujet vraiment mobile qui peut quitter Lubumbashi et se rendre ailleurs. Aussi, Lubumbashi peut-il être considéré pour lui comme un lieu de transit où il essaie de se débrouiller, de tenter son aventure migratoire ; qu'il y ait

des difficultés ou qu'ici cela ne marche pas, le voilà prêt pour s'embarquer dans la mobilité. C'est ce que nous avons cru trouver lorsque nous nous entretenions avec un sujet camerounais (39 ans), porteur d'un titre universitaire obtenu dans son pays qui a reconnu qu'il est ici pour chercher des moyens/l'argent et s'il en a suffisamment, il pourra se décider de se rendre en Afrique du Sud et de là vers le Canada ou l'Australie.

C'est dans les interstices de l'accumulation de l'expérience migratoire que l'on acquiert la sagesse dans la migration et qu'il se développe ce que nous pouvons appeler la culture de la mobilité. Cette mobilité n'est pas à entendre dans un sens univoque, c'est-à-dire se déplacer seulement en traversant la frontière pour aller à l'étranger. La culture de la mobilité se manifeste dans le fait que même installé dans la ville de Lubumbashi, le migrant africain s'adonne à des activités qui le poussent à effectuer des va et vient entre la ville de résidence (Lubumbashi) et d'autres espaces à l'intérieur de la province ou dans d'autres provinces où il y a des niches d'affaires.

Des questions ont été posées pour explorer ce que pensent les migrants sur la possibilité de rester sur place à Lubumbashi ou de partir encore. Cette question est délicate car décider de la migration lorsqu'on est déjà à l'étranger n'est pas une chose aisée. Il faut des moyens pour le faire. Mais le contexte de la crise financière internationale qui a secoué le monde en 2008 a bien évidemment déstabilisé plusieurs entreprises et personnes. Et la ville de Lubumbashi qui fonde son attractivité sur le secteur minier a été secouée davantage par cette crise. Au moment où la crise a frappé le secteur minier du Katanga, plus de 30.000 emplois ont été perdus, jetant dans la rue du chômage des gens dans cette ville (Journal Le Lushois, 2009). Par ailleurs, un Congolais, homme d'affaires de 40 ans, ayant réussi à signer un contrat avec un homme d'affaires chinois, pour construire une usine de traitement de cuivre, nous a raconté avoir investi 50.000 dollars US dans le montage d'un four. Les travaux de montage du four terminés, à quelques jours de l'inauguration de cette usine, la crise de 2008 atteint Lubumbashi. Tout s'arrête ; son investissement n'a pas produit un sou ! (entretien avec le Congolais Z, juin 2009 à Lubumbashi). D'où beaucoup de migrants qui fondent leur ambition de gagner de l'argent sur des affaires liées aux différents créneaux du secteur minier ont revu leur rêve de passer leur vie à Lubumbashi : un peu déçus, ils cherchent des opportunités pour tenter leur vie ailleurs. Deux questions ont été posées dans ce sens à des migrants pour savoir s'ils projettent de quitter Lubumbashi pour tenter une aventure migratoire ailleurs dans un autre pays et s'ils ont l'habitude de se déplacer à l'intérieur de la province du Katanga ou vers d'autres provinces de la RDC.

La plupart des répondants disent ne pas vouloir migrer pour aller ailleurs tandis que la proportion de non réponse est aussi importante. Des réponses obtenues de notre échantillon ne semblent pas traduire des contradictions complexes des migrants à Lubumbashi. En fait, que ces derniers ne veuillent pas bouger vers d'autres horizons est bien intéressant à noter car ceci contraste avec ce qui se passe sous d'autres cieux comme en Afrique du Sud où, selon Loren Landau et Iriann Freemantle, « le cosmopolitisme tactique s'imprime par une forte orientation vers des places inconnues et non encore visitées se situant à la fois en dehors du pays d'origine et du pays de destination » (Landau et Freemantle, 2009 : 381). Alors que le migrant est considéré comme un héros, un sujet qui a su braver des difficultés, il n'est pas facile qu'il exprime sa déception, soit le fait qu'il est prêt à plier bagage pour tenter l'aventure ailleurs. Lubumbashi est un Eldorado qui fait rêver beaucoup.

La volonté de rentrer au pays d'origine est forte parmi les Angolais, les Burundais et relativement chez les Zambiens. Les Angolais veulent rentrer chez eux dans ce contexte de la

fin du conflit au pays tandis que les Burundais fort marqués par le contexte de violence qui sévit chez eux ont la nostalgie du pays qu'ils veulent absolument réintégrer. Un migrant Burundais nous a raconté ainsi :

« Je suis à Lubumbashi certes pour des études ; cela me donne des perspectives face à l'avenir dans mon pays. Mais je préfère la vie sur ma colline. Je crois fermement que dès que je termine les études ici, je vais rentrer au Burundi. Vous savez, lorsqu'on est ici et que l'on apprend les tristes nouvelles sur la violence et des attaques armées sur la population au Burundi, cela m'empêche de dormir. J'éprouve trop de remords et aussi la nostalgie du pays. » (M. L., 25 ans, entretien à Lubumbashi, Janvier 2010).

Nous allons maintenant explorer les représentations que la population de Lubumbashi se fait des migrants africains. La ville de Lubumbashi n'a pas connu des mouvements de xénophobie comme c'est le cas dans les villes d'Afrique du Sud. Les relations se déclinent sous le mode de la convivialité⁷. Cette convivialité repose sur un socle de la neutralité des migrants africains dans les enjeux politiques locaux. Mais cette convivialité est achetée par les migrants africains par le biais de certaines « manières de faire » qu'ils adoptent. Ces manières participent des tactiques de la création des relations de confiance car à Lubumbashi la gestion de l'altérité est fondée sur le fond de cette pensée selon laquelle « celui qui se comporte comme nous n'est pas un étranger ». Alors, se comporter comme nous, c'est pour un migrant africain, épouser une congolaise ; c'est résider dans une même parcelle avec d'autres Congolais ; c'est aussi partager des moments de joie et de malheur comme visiter les gens en cas de deuil. Nous avons, au cours des entretiens, appris d'un Malien qu'il est membre d'un comité de direction d'une grande équipe locale de football. La participation d'un tel migrant africain dans le comité d'une équipe locale ne peut qu'augmenter le prestige des ressortissants du pays du migrant.

Des observations sur l'intégration et les liens transnationaux vont être abordées dans une perspective comparative contrastant la situation des migrants africains et des migrants asiatiques.

2.3 Les migrants asiatiques

En abordant ce point, nous voulons explorer quelques facettes à travers lesquelles il est possible de déconstruire le profil des migrants asiatiques dans la ville de Lubumbashi. Nous nous intéressons ainsi à leur date d'arrivée, leur composition démographique, leur état civil, leur niveau d'études, les activités professionnelles et leur mode d'insertion résidentielle. Des migrants d'origine asiatique (les Libanais, les Chinois, les Indiens, les Pakistanais, etc.) ont une implantation récente. Si les Libanais ont une durée d'implantation à Lubumbashi qui remonte un peu plus loin dans le passé, une longue durée constatée aussi bien dans plusieurs autres villes africaines comme à Dakar (Taraf-Najib, 1995), les Chinois apparaissent dans le paysage migratoire à Lubumbashi après les années 2000, selon de sources d'informations en notre possession. Si, dans le contexte de la guerre froide, l'archive occidentale énonçait la menace du « péril jaune », actuellement cette visibilité des asiatiques n'a pas encore produit des énonciations discursives qui créeraient des levées de bouclier de la part des Africains. Il

⁷ Cette convivialité peut être renversée comme c'en est le cas des épisodes de montée de tension contre les Nigériens à Kinshasa en Mai 2010.

n'y a pas de péril jaune en la demeure ; le péril découle de l'abandon de la RDC par les migrants européens.

En ce qui concerne la composition démographique des migrants dans notre échantillon, il est d'une évidence que des hommes sont majoritaires. Cette prédominance des hommes est également attestée dans des documents des services publics de la population de la mairie de la ville de Lubumbashi (2008). Pour ceux qui tentent l'aventure migratoire, à leur début, beaucoup des migrants masculins viennent seuls. Ce cas constaté chez les migrants asiatiques l'a été également chez les migrants africains. C'est lorsque leur insertion réussit que les migrants optent pour le mariage, soit en faisant venir leurs épouses restées au pays, soit en se mariant à des femmes du terroir. La première option se manifeste dans la majorité des cas parmi les sujets migrants asiatiques tandis que la deuxième option, fréquente parmi les sujets migrants africains, est bien rare chez les asiatiques. Si les migrants asiatiques sont rares à amener leurs épouses à Lubumbashi, ils sont nombreux à avoir des copines ou des maîtresses congolaises. Ceux qui sont mariés sont bien des monogames.

Les migrants asiatiques enquêtés sont soit sans enfants, soit avec en moyenne deux enfants. Les migrants qui ont beaucoup d'enfants –qu'ils soient monogames ou polygames- ont tendance à se sédentariser sur place. Ceux qui n'ont pas d'enfants sur place gardent des attaches plus poussées ou intimes avec leur pays d'origine. Les migrants de la première catégorie sont en RDC sans intention de retourner dans leur pays d'origine tandis que les migrants de la deuxième catégorie sont venus en RDC pour travailler avec l'intention de rentrer dans leur pays d'origine. C'est parmi les ressortissants indiens que nous trouvons des migrants qui travaillent sur place, tout en ayant leurs familles dans la ville de Lubumbashi.

Il n'y a pas beaucoup de migrants féminins seuls qui viennent dans ce pays. Les femmes étrangères d'origine asiatique viennent à Lubumbashi à la suite de leurs maris. Avant Octobre 2008 (avant la crise financière internationale qui a secoué le secteur minier au Katanga), on a remarqué la présence de plusieurs Chinoises dans la ville de Lubumbashi. Selon des informations récoltées au cours de cette enquête, il nous a été dit que des Chinoises fréquentaient des boîtes de nuit comme des prostituées. Il est certes difficile de vérifier actuellement cette information d'autant plus qu'il n'y a plus de femmes chinoises célibataires fréquentant la nuit des boîtes de nuit ! Evidemment, avant la dernière crise financière, des restaurants et des casinos appartenant à des Chinois ont été créés dans la ville. Pour rappel, lorsque la crise a frappé de plein fouet le secteur minier au Katanga, plusieurs restaurants et casinos tenus par les Chinois ont fermé boutique. Cette présence féminine devient rare, si elle n'a pas disparu avec l'arrivée de la crise. En 2010, on observe une lente reprise des activités économiques dans le secteur minier au Katanga. On observe ainsi le retour ou mieux l'arrivée des migrants asiatiques dans la ville de Lubumbashi. Lors du défilé organisé le 1^{er} Mai 2010 à Lubumbashi sur la Place de la Poste au centre-ville, différentes sociétés privées ont aligné pour la procession des travailleurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Une entreprise minière du nom de Bazano appartenant à un sujet libanais naturalisé belge a battu le record : dans ses rangs, elle a aligné plusieurs travailleurs étrangers, notamment des Libanais et des Belges.

L'on a constaté une sorte de socialité dans les milieux des migrants asiatiques que l'on prêterait aux relations des Africains : la vie en groupe est prédominante dans les milieux des migrants asiatiques vivant à Lubumbashi. Ces derniers vivent en groupe ; des Libanais hébergent des membres de leur famille élargie tant que les derniers venus n'ont pas encore totalement réussi à voler de leurs propres ailes. Les Chinois vivent également en groupe ; ces liens sont fondés sur des intérêts professionnels tissés et qui tournent autour des patrons qui

les ont recrutés avant de venir à Lubumbashi. La plupart sont des ressortissants d'une même contrée de la Chine. Certains Chinois ou des Indiens vivent dans des annexes de maisons avec leurs partenaires Congolais. Les liens avec les pays d'origine ne sont pas totalement rompus. La tendance au regroupement en créant des associations ethniques/nationales/religieuses est prégnante chez les asiatiques comme chez les migrants africains. Les ressortissants asiatiques se sont organisés en des associations dirigées par des comités restreints : ce sont des hommes d'affaires dans chaque communauté qui en assument la présidence. Tel est le cas de la communauté des Libanais et des Indiens. Les Chinois qui sont apparus un peu tardivement dans le champ visuel de la migration à Lubumbashi ne vont pas tarder à le faire s'ils ne l'ont pas encore fait.

Si les migrants africains ont des résidences comme des locataires, on observe notamment chez les Chinois, trois modes de logement dans la ville de Lubumbashi. Ils vivent soit chez leurs associés congolais dans des annexes des maisons principales, soit, là où ils sont locataires, ils vivent ensemble dans une promiscuité totale créant des frustrations auprès des propriétaires des maisons. Enfin, selon le troisième mode de logement, ils pratiquent « l'appariement spatial du logement et du travail » (Bertrand, 2010 : 18). Ce sont les conséquences du deuxième mode de logement qui créent une image fort contrastée que l'on a des Chinois dans cette ville. Le témoignage d'un propriétaire de la maison donnée en bail à un Chinois est poignant à cet égard :

« J'ai signé un contrat de bail/location de maison avec un Chinois pour un prix intéressant. Lorsque je suis passé après un temps pour une visite de routine de ma propriété, j'étais sidéré par le nombre des gens qui y logent. Il m'était difficile d'évaluer le nombre exact de ces locataires Chinois. Toutes les chambres étaient transformées en dortoirs et réfectoires. L'état de la dégradation de la maison était tel que je regrettais d'avoir accepté d'y loger le Chinois. Il est venu signer le contrat seul. Mais la maison était habitée par un essaim de ses compatriotes. Quel gâchis pour la maison. » (Monsieur M., 50 ans, entretien en Mars 2010 à Lubumbashi).

Le témoignage rapporté par M.M situe la mesure de la considération que l'on a des Chinois vivant à Lubumbashi, non pas tous les Chinois, mais des locataires : d'après les informations en notre possession, des Chinois vivant en groupe dans une maison l'exposent à une forte usure et parviennent à l'abîmer. Or, pour certains Congolais ayant des maisons qu'ils mettent en location, ces maisons sont un portefeuille qui les aide à tenir le coup dans cette conjoncture de la crise au pays. Dans le contexte du triomphe du capitalisme millénaire, il est bien évident qu'entre les hommes et les choses, surtout les choses qui rapportent de la valeur, on préfère les deuxièmes aux premiers. Le Congolais ne peut faire exception : entre sa maison et le locataire, il va préférer sa maison. Cette stigmatisation du Chinois concerne sa manière d'user ou d'abuser de la maison louée.

Cette manière de faire et de vivre des Chinois a créé des réactions chez les Congolais. Dans le contexte de la précarité sociale qui est le lot de la vie urbaine, il est de ces Congolais qui acceptent de faire louer leurs maisons par des Chinois, l'essentiel est qu'ils soient des bons payeurs ; mais d'autres Congolais hésitent et ne souhaitent pas avoir un Chinois comme locataire de sa maison. Un Congolais vivant en Belgique, après plusieurs voyages d'affaires au Congo, a construit une grande maison. Cherchant un locataire pour sa maison, il a préféré la faire louer par une société minière appartenant à des occidentaux au lieu de signer le contrat de bail avec un Chinois. Il était catégorique à ce sujet :

« J'ai beaucoup marché pour chercher un bon locataire parmi les expatriés. Je ne souhaitais pas avoir un locataire Chinois. Evidemment, j'ai été sollicité par plusieurs commissionnaires Congolais qui cherchaient ma maison pour des Chinois. J'ai refusé de telles offres. Maintenant, la compagnie minière Tenke Fungurume Mining (TFM) loue ma maison. C'est un contrat à court terme. Mais je m'en contente. » (M. N., 39 ans, entretien à Lubumbashi, Août 2009).

Quel est l'impact de cette stigmatisation des Chinois que nous trouvons dans ces deux récits ? Entraîne-t-elle des comportements de xénophobie ou de distance sociale contre eux ? Il n'est pas facile de donner des réponses tranchées à ces questions. Ce qu'il sied de noter, c'est le fait que la stigmatisation se décline dans certains segments de la population, cette population constituée des bailleurs des maisons ; par ailleurs, pour d'autres segments de la population, il s'agit d'un stéréotype relevant de « on nous a dit ». Nous savons que des mots créent la réalité ; mais cette stigmatisation n'a pas encore pris l'épaisseur de sentiments qui donnent lieu à des barrières infranchissables entre la population locale et les Chinois. Dans cette ville où la radio-trottoir crée et entretient l'information, ce que l'on dit des Chinois sur ce dossier relève de « l'on a dit... ». Mais une chose est certaine : le fait pour les Chinois de vivre en groupe conforte l'opinion selon laquelle en vivant nombreux dans un espace réduit, les Chinois entraînent un gâchis de la maison. Par ailleurs, le troisième mode de logement, celui d'appariement spatial du logement et du travail ne conforte pas le signe que la population locale se fait des Chinois. Si cette stigmatisation ne prend pas la forme extrême de violence xénophobe, elle ne conduit pas moins à une distance sociale qu'il y a vis-à-vis de cette communauté. Cette distance sociale se décline pour le moment sur le plan discursif sous le mode de la raillerie, soit une image négative que la population locale se fait des Chinois. A cet effet, il est intéressant de rappeler le questionnement soulevé par un employé Tanzanien qui s'étonnait du contraste dans la communauté des Chinois en Tanzanie : « Why are there two kinds of Chinese in Tanzania ? One kind wears dirty clothes, looks poor, but works very hard ; another kind wears a good suit, rides in a modern car with a camera on his shoulder, and looks like an American. » (Sautman and Hairong, 2007: 90)

Qu'en est-il du profil des migrants asiatiques par rapport à leur niveau d'études ? Selon des informations récoltées au cours de notre enquête, des migrants asiatiques installés en RDC n'ont pas beaucoup étudié chez eux. Ici sur place, ils se débrouillent ; ils travaillent pour le compte de qui les a fait venir à Lubumbashi. Ceci s'explique par le fait que les sujets migrants qui sont tombés dans le groupe cible ne sont pas venus ici dans le cadre de la migration de travail dans le secteur formel. Par ailleurs, même ceux qui viennent tout en étant recrutés pour travailler au sein des entreprises minières paraissent avoir été recrutés dans le cadre des réseaux « ethniques » et « d'amis ». Ainsi, en ce qui concerne les Chinois, certains que l'on a interviewés ont été recrutés dans une même contrée grâce à des relations familiales ou amicales pour venir travailler en RDC. Des migrants, tant qu'ils sont en RDC, y sont venus pour des raisons des affaires qui prolifèrent à l'ombre de l'économie informelle. A ce compte-là, ce sont « les aventuriers », un terme à prendre au sens noble, des aventuriers qui, n'ayant pas beaucoup étudié chez eux, prennent le chemin de la migration pour explorer des alternatives d'amélioration de leurs conditions de vie ici en RDC, alors qu'ils ne peuvent pas se le permettre chez eux.

Le récit que voici présenté par un Chinois traduit les origines modestes, sinon rustiques de certains immigrants asiatiques vivant à Lubumbashi :

« Je viens de la Chine. Je n'ai pas encore été dans aucun autre pays. La RDC est ma première expérience migratoire. Lorsqu'on était en Chine, on nous a appris que ce pays est très riche. Il y a plusieurs sortes des minerais et des produits de base et autres, comme le bois de qualité. Un frère m'a recommandé pour que je vienne ici en RDC auprès de son partenaire congolais. J'étais recruté en Chine. J'ai quitté ma province pour venir directement ici. Je n'ai pas beaucoup étudié dans mon pays : étudier à l'Université en Chine coûte cher. En Chine, je travaillais dans un magasin où l'on vendait des vitres. La crise en Chine a conduit à la fermeture de ce magasin. Tu comprends mon français ? Je vais améliorer le français avec le temps. Je vais chercher l'argent ici à Lubumbashi. » (M. O., migrant chinois, 40 ans, entretien à Lubumbashi Septembre 2009).

Les multiples opportunités d'affaires constituent les conditions d'attrait dont ce pays est auréolé ; comme le disait un migrant Indien : « Je passe des moments difficiles actuellement, mais je crois qu'un jour j'aurai beaucoup d'argent dans ce pays. Et je t'appellerai pour t'annoncer que maintenant je rentre dans mon pays » (M. OA, entretien à Lubumbashi, Septembre 2009).

Au cours des entretiens avec des Chinois, il s'est avéré que certains Chinois et Indiens étaient recrutés par des réseaux qui semblaient donner l'impression des contrats de vassalité. Au lieu de parler de la vassalité, il conviendrait peut-être de faire cas et faire référence à l'existence d'un quasi-système de « coolie trade » (la traite des coolies), « c'est-à-dire le recrutement, parfois forcé, de travailleurs dans le cadre de contrats misérables pour remplacer la main d'œuvre servile... » (Ma Mung, 2006 : 235-236). En tout cas, le Chinois ou l'Indien qui rentre dans cette catégorie donnait l'impression de travailler pour son patron et dépendait totalement de lui ; souvent mal payé ici, il se contentait de son sort dans l'espoir d'accumuler de l'argent à Lubumbashi avant de rentrer en Chine ou en Inde.

Comment fonctionnent ces réseaux de recrutement ? C'est en Chine et en Inde que des recruteurs fonctionnent. Ils recrutent de la main d'œuvre devant venir travailler en RDC ; ils se font payer après avoir rempli leur tâche de fournir de la main d'œuvre. Ce qui est intéressant à noter sur ce point est le fait que l'information de recrutement en Chine et en Inde circule dans des cercles des gens qui sont dans des mêmes conditions de vie dans le pays d'origine, soit des chômeurs, soit des ressortissants d'une même communauté ethnique ou confrérique. La logique de la dépendance et de l'exploitation constitutive des rapports d'accumulation du capital (Ma Mung, 2006 : 234-236) des Chinois et des Indiens crée une sorte de discipline auprès des Chinois et des Indiens recrutés pour venir en RDC. Un Chinois nous a raconté les difficultés qu'il a eues avec des patrons qui l'ont aidé à venir au Congo lorsqu'il venait pour la première fois à Kinshasa. Il dit ceci :

« Pour la première fois, je suis arrivé au Congo pour travailler avec des gens de chez moi à Kinshasa. Ces derniers s'occupaient de moi. Ils me logeaient, ils me donnaient à manger. Les conditions de travail étaient très difficiles. J'ai voulu rompre mon contrat avec eux et je voulais rentrer en Chine. Ils avaient pris mon passeport pour limiter mes mouvements. La situation s'est dégénérée. Un jour, on s'est retrouvé avec eux à notre ambassade à Kinshasa où je me suis plaint contre eux. L'agent de notre ambassade m'a conseillé de m'entendre et de continuer à travailler avec eux. J'ai refusé de continuer à travailler chez eux. J'ai passé des nuits à la belle étoile à Kinshasa mangeant difficilement. La situation s'est

arrangée par la suite. Actuellement, je suis à Lubumbashi. » (M. P., 41 ans, entretien à Lubumbashi, Septembre 2009).

Les activités exercées par les migrants étrangers permettent de jauger la création des « niches économiques ethniques ». Cette question est pertinente pour apprécier les activités professionnelles auxquelles s'adonnent les sujets migrants résidant dans la ville de Lubumbashi. Dans l'ensemble, les migrants asiatiques font les affaires dans tous les secteurs de la vie économique locale. Il s'agit du commerce général ou du commerce spécialisé. Le commerce général comprend la vente des habits, des produits cosmétiques, la panification, les mobiliers des maisons ou encore le produits électriques et de l'informatique. Cette énumération n'est pas exhaustive. Le commerce spécialisé ici est entendu comme la vente des produits dans certains secteurs particuliers comme les produits électriques, les produits informatiques, les pièces de rechange, les Cd-roms de la musique ou des films (ce dernier domaine est presque sous le monopole des Nigériens), et le garage de réparation des véhicules.

Les Chinois deviennent visibles en dirigeant les entreprises de construction ; les Chinois ont également des restaurants ; de même que les Indiens se spécialisent dans l'hôtellerie, la création des garages de réparation des véhicules. Les Libanais se spécialisent dans la panification, l'hôtellerie et le restaurant. Un nouveau secteur porteur de la plus value est celui de la santé publique. Indiens et Chinois rivalisent dans la ville de Lubumbashi dans le secteur de la santé : avec une certaine division des tâches car si les Indiens deviennent plus visibles dans le domaine pharmaceutique, les Chinois ouvrent des établissements hospitaliers où ils utilisent des médecins venus tout droit de la Chine, le personnel congolais utilisé dans ces hôpitaux jouant le rôle secondaire d'accompagner les médecins Chinois lorsque des patients congolais sont reçus en consultation. A travers la ville de Lubumbashi, plus de cinq établissements hospitaliers (dont les dénominations varient de clinique à l'hôpital) appartenant à des Chinois affichent leurs idéogrammes. Dans ces hôpitaux, ils appliquent la médecine chinoise d'acupuncture et tous les produits qu'ils administrent viennent tout droit de la Chine. Les services rendus par les migrants asiatiques dans certaines niches comme la construction, le secteur de la santé, l'architecture ou les garages sont généralement payés bien cher.

La ville de Lubumbashi qui connaît un fort taux d'augmentation du charroi automobile est dépannée par des garages de toutes sortes. Il en y a qui appartiennent aux Congolais et on les trouve généralement sous les arbres dans des parcelles. Des bons garages sont ceux appartenant à des étrangers, des Indiens et des Libanais. Dans la commune de Lubumbashi, le garage TATA est bien connu : il appartient à des Indiens et on y vend les véhicules de marque « Tata » tout en assurant un service de réparation de qualité. Des Libanais disposent de plusieurs garages. A la différence des garages tenus par les Congolais, ceux appartenant aux immigrés Libanais ou Indiens disposent des bâtiments et des équipements modernes. Ils ont gagné le marché en rendant des services aux institutions de l'Etat en province et aux organisations internationales œuvrant dans la ville. Des expatriés européens et asiatiques vivant dans la ville de Lubumbashi recourent à ces garages modernes. De même, le gouvernorat de province fait réparer ses véhicules auprès du garage TATA.

La qualité de service rendu par ces garages modernes appartenant à des migrants crée des asymétries et des champs d'exclusion. Car ils semblent s'ouvrir à des gens ayant des revenus élevés, excluant par là les Congolais moyens qui ne peuvent pas se permettre de faire réparer leurs véhicules dans ces espaces. Ce genre de service crée des zones d'exclusion et participe à

ce que nous appelons des espaces de non-mixité sociale. Un congolais de 40 ans, travaillant dans une agence de douanes est souvent en contact avec des migrants asiatiques pour des raisons professionnelles. Au mois de Juillet 2010, il a connu un accident de circulation sur la route en se rendant à Kasumbalesa ; son véhicule a été sérieusement endommagé. Grâce à ses relations, le Congolais est introduit auprès d'un garage, situé dans la Commune de Kamalondo et appartenant à un Libanais. Son véhicule est bien réparé. A lui de faire des commentaires suivants :

« Je suis content du travail fait dans ce garage appartenant à un Libanais. On a presque tout refait. Mais une chose que je regrette, c'est le prix élevé qu'il a fallu payer pour obtenir ce service. Ces gens-là (les Libanais) exagèrent dans leurs prix. Ils sont très chers. Ils demandent par exemple pour un petit travail de débosselage plus de 100 USD alors que chez le débosseleur congolais, moins de 20 USD se paieraient la tâche exécutée. Cela m'a coûté cher, tout ce travail de réparation de mon véhicule. » (M. P., 40 ans, entretien à Lubumbashi, Septembre 2009).

Cette observation sur des prix élevés réclamés dans des garages appartenant aux migrants Libanais pour des services rendus a été enregistrée également en ce qui concerne les Chinois qui en sont venus à investir et à occuper le secteur de la construction et de l'architecture. Notons que la ville de Lubumbashi connaît une expansion spatiale considérable. Cette expansion découle de lotissements que l'Etat octroie à la population et des constructions des maisons et des bâtiments qui poussent à la manière des champignons. Dans ce domaine, des Congolais sont à la recherche des nouveautés dans l'architecture et les Chinois sont appréciés pour la qualité du travail rendu et plus précisément pour le travail de finissage de maison. Le terme finissage renvoie à des travaux de placement des fenêtres, des carreaux et d'aménagement intérieur de la maison. A côté de cette perception sur des prix élevés que fixent les migrants asiatiques sur les prix de services qu'ils rendent dans la ville de Lubumbashi, il y a lieu de citer la stigmatisation dont les produits made in China font l'objet. Le marché lushois est rempli de beaucoup d'objets qui viennent de la Chine. En effet, lorsqu'un produit chinois acheté est présenté à un ami, le commentaire qu'on fait de ce produit et qu'on entend est que c'est un produit « Guangzhou ». Le label « produit Guangzhou » est synonyme d'un produit de mauvaise qualité. Ce label provoque le rire entre les gens !

Même dans le secteur de la santé, les services offerts par les Chinois, malgré leur admiration, créent des frustrations et des mécontentements auprès de la population lushoise. Nous avons visité un hôpital appartenant à des Chinois situé au centre de la ville de Lubumbashi. Une Congolaise, intellectuelle (graduée de l'université) dont le mari était interné pour le diabète et l'inappétence nous raconte, au cours d'un échange au sein de cet hôpital, ceci :

« On vient de faire quatre jours. On a déjà payé 700 USD. Demain, il nous faut encore chercher l'argent pour la suite des traitements. Ces Chinois travaillent bien. Mais ils sont trop chers. Ils travaillent avec des Congolais comme personnel auxiliaire soignant. Vous savez, lorsqu'ils vous reçoivent en consultation, la fiche est remplie par le médecin Chinois dans leur écriture chinoise. Ils prescrivent des médicaments et l'ordonnance médicale est écrite en idéogrammes chinois. Pire, on ne peut pas aller chercher ces médicaments dans les pharmacies de la ville ; il n'y en pas. Alors, ils prescrivent des médicaments, vous allez les payer dans leur pharmacie à côté d'ici dans un autre bloc de bâtiments. Tout cela coûte cher. Une

surprise : les salles de consultation ont des lits où le personnel soignant Chinois passe la nuit. C'est ici à l'hôpital que tous les Chinois qui travaillent ici sont logés. Vous voyez là-bas, il y a un restaurant, un restaurant pour tous les Chinois de cet établissement. » (Madame Q, 45 ans, entretien à Lubumbashi, Décembre 2009).

Ces propos situent la représentation hybride dont les Chinois sont l'objet de la part de la population de Lubumbashi. A la fois appréciés et dénigrés, les Chinois font l'objet d'une considération fragmentée. Cette considération fragmentée conduit au fait que les Chinois sont perçus comme des bons et malins à tenir à distance. « Ils sont venus chercher seulement de l'argent ici », c'est ce que l'on dit des Chinois.

En Juillet 2010, alors que la saison sèche surplombe sur la ville, une promenade dans le centre de la ville nous a permis de voir des migrants asiatiques dans tous les pans de la vie économique à Lubumbashi. Dans une journée où il y avait beaucoup de vent, un tracteur à carrosse transportant du sable et des graviers pour la construction était conduit par un Indien accompagné d'un autre compatriote. Nous apprîmes que ces Indiens venaient de créer une entreprise chargée de vendre le sable et les graviers pour la construction. Il suffit d'avoir de gros camions capables de transporter des charges du sable et des graviers pour faire fonctionner une telle entreprise. Et cela rapporte gros dans la ville dont les travaux de construction prolifèrent surtout pendant la période de la saison sèche. Ce secteur de vente du sable et des graviers a attiré également des ressortissants africains d'origine Tanzanienne qui ont amené dans la ville de camions bennes poids lourds capables de transporter de forts tonnages. Selon la législation congolaise en matière économique, les activités de commerce de détail sont réservées aux seuls nationaux, les Congolais. Cette règle est simplement foulée aux pieds par des migrants. Les Chinois, les Libanais et bien d'autres font toutes sortes d'affaires, y compris dans le commerce de petit détail. A Lubumbashi, une Indienne a ouvert un atelier de couture et confectionne bien les habits et les pagnes pour les dames congolaises. Sur telle ou telle avenue de la ville de Lubumbashi, il y a des magasins tenus par des migrants asiatiques qui vendent, dans le petit commerce, des marchandises de toutes sortes comme les produits raticides, les gadgets de décoration des maisons, etc.

Comme dans le cas des migrants africains, nous avons interrogé les migrants asiatiques sur leur expérience migratoire dans cette ville. La plupart des interlocuteurs asiatiques résidant à Lubumbashi en sont à leur première expérience migratoire dans cette ville. Ils sont venus dans cette ville et dans ce pays à la recherche des opportunités pour améliorer la qualité de leur vie. Ou comme le dit un Chinois, il est venu car il a eu une offre d'emploi à exécuter en cette ville. Il dit ceci :

« Je travaillais en Chine dans un magasin de verrerie. La crise est venue ; le magasin a été fermé. Avant cela, j'étudiais dans un collège ; mais les études universitaires coûtent cher. Je n'ai pas pu supporter les études et mes parents non plus. On m'a fait savoir qu'il y a du boulot en RDC. J'ai appris que ce pays est très riche. Cela m'a tenté et je suis venu. Avant ce voyage, je résidais seulement dans ma ville en Chine. J'ai quitté ma ville jusqu'à Guangzhou et de là, j'ai pris l'avion jusqu'à Nairobi et de là, je suis venu à Lubumbashi. » (M. R., 35 ans à Lubumbashi, janvier 2010).

Deux autres questions ont été posées à des migrants pour savoir s'ils pouvaient quitter Lubumbashi pour tenter une aventure migratoire ailleurs et s'ils ont l'habitude de se déplacer

à l'intérieur de la province du Katanga ou vers d'autres provinces de la RDC. En réponse à cette question, les migrants d'origine asiatique vivant à Lubumbashi ne rêvent pas, pour la plupart, de migrer ailleurs. La plupart l'affirment ainsi et les réponses négatives sont plus nombreuses que les non-réponses. Les Chinois, les Indiens, mêmes les Libanais, venus à Lubumbashi, ont migré dans le cadre des réseaux. Pour cela, ils paraissent être liés et n'ont pas de marge d'initiative dans l'acte migratoire comme il en est des migrants africains. Un Libanais âgé de 40 ans nous a livré son expérience migratoire en ces termes :

« J'ai passé ma jeunesse au Liban. Je n'ai pas beaucoup étudié. J'ai été à l'école coranique. J'ai fait une année à l'Université en électricité. La guerre qui sévit dans mon pays ne m'a pas permis de continuer. Mes parents ont tout perdu au cours de multiples affrontements entre miliciens et à la suite des invasions israéliennes. On m'a appris que je pouvais faire ma vie en RDC. Dans la ville où j'étais, on m'a recruté pour venir à Lubumbashi. On s'est occupé de moi pour le billet et les démarches d'obtention de visa. Je suis affecté dans un restaurant comme cuisinier. Lorsque les affaires marchent, cela est bien intéressant. Mais jusqu'alors, tout va bien pour moi. Je me recherche, mais ça va. Quant à l'idée de quitter Lubumbashi vers un autre endroit, oh ! je ne crois pas que cela me tente » (M. S., entretien à Lubumbashi, Novembre 2009).

Une autre question intéressante a consisté à savoir si le sujet migrant a l'ambition de rentrer chez lui. Venus seuls ou ayant appelé leurs épouses par la suite, les migrants asiatiques manifestent un esprit de stabilité dans la mobilité dans l'espace transnationalisé. Dès qu'un espace leur offre des opportunités de s'épanouir, ils s'y accrochent et ne cherchent pas à être trop mobiles. Cette volonté de ne pas rentrer au pays d'origine serait fondée sur l'expérience de la vie difficile qu'ils ont du subir dans leur propre pays et des perspectives des affaires qui s'offrent ici. Un Indien, âgé de 48 ans, nous a raconté que cette ville a des possibilités immenses d'enrichissement. Il raconte ceci :

« Je faisais des affaires dans mon pays. Mais, à la suite de certaines circonstances, j'ai tout perdu. Je suis venu ici. Il y a des hauts et des bas. Mais cette ville et ce pays sont merveilleux. Il y a beaucoup des choses que l'on peut faire ici. J'ai tenté de vendre la farine de maïs importée de la Zambie. Cela a marché. Mais je pense me réorienter vers d'autres activités. Je pense à un créneau et donnez-moi du temps, cela ira. Il y a des choses que l'on peut faire sur place et cela peut rapporter » (M.T., entretien à Lubumbashi, Février 2010).

CHAPITRE 3: DISCUSSION

3.1 La mixité sociale : les migrants africains et asiatiques à Lubumbashi

La problématique de l'intégration des migrants s'apprécie à l'aune de certaines pistes comme la mixité sociale, soit une certaine manière de vivre des migrants qui les met en contact et en des échanges continus avec les autochtones. Cette mixité sociale peut se lire selon un large continuum, et ici, nous voulons considérer l'occupation des espaces d'habitation. D'autres pistes peuvent être les échanges matrimoniaux, soit les mariages entre les migrants et les autochtones ainsi que la connaissance des langues locales.

Les sentiers de l'intégration et de l'insertion des migrants nous permettent de dégager des différences entre ce que font les migrants africains et les migrants asiatiques. Dans l'ensemble, il y a à la fois la mixité sociale et des ghettos sociaux entre les migrants et la population congolaise. La mixité sociale semble être trop voyante entre les migrants africains et les populations locales tandis que des ghettos sociaux existent entre les migrants asiatiques et les Lushois. Les migrants africains, par leurs manières de faire et par la maîtrise des langues locales, notamment le swahili et d'autres dialectes locaux, arrivent à se mélanger facilement avec la population locale. Ce mélange est manifeste par les mariages que contractent facilement les migrants africains avec les Congolaises. Un Malien, migrant « aventurier » nous a raconté qu'il a épousé une Malienne et deux Congolaises ; ce qui lui a permis de consolider ses racines dans ce terroir.

A ce niveau, il importe que l'on situe le contenu pertinent du concept d'aventurier pour le sortir de son carcan négatif tel qu'il se dégage de certaines analyses. A l'analyse, le migrant aventurier est généralement un clandestin qui cherche à pénétrer sur le territoire de la « forteresse Europe ». Joceyline Streiff-Fenart et Philippe Poutignat (2006) pointent cette signification négative du terme 'aventurier migrant' lorsqu'ils écrivent :

« 'Aventuriers', - cette désignation, qui s'est répandue dans la plupart des pays d'Afrique francophone, s'applique de façon générale aux migrants cherchant un passage clandestin à destination de l'Europe, mais elle prend des significations très différentes selon les situations de discours et les interlocuteurs, suivant notamment qu'elle est employée de façon autoréférentielle ou comme une catégorisation imposée de l'extérieur. De façon vague mais néanmoins significative, ce terme désigne un migrant pour qui le projet de voyage, le désir de voir le monde et les mobiles personnels comme la réalisation de soi prime sur le projet économique. On peut aussi dire qu'un aventurier c'est celui qui est sorti « sans raison », sans raison autre que celle précisément du désir d'aventure, ce qui veut dire aussi sans pouvoir rendre raison de son émigration en la situant dans l'ordre familial ou une chaîne migratoire » (2006)

C'est également le point de vue de Sylvie Bredeloup (2008) même si elle essaie d'aller au-delà des représentations communes en Europe sur cette question lorsqu'elle situe au cœur de l'aventure migratoire les risques encourus et l'intensité de la vie vécue, ce qui permet à

l'homme d'advenir et de s'aguerrir. Pour notre part, l'idée de l'aventurier se décline sur le fond de la ruse, de la bravoure et de l'exploit, soit des « tactiques », au sens de Michel de Certeau (cité par Bayart, 1981, 60) qui permettent au sujet de réaliser le succès dans son acte migratoire. La tactique, pour aller au-delà de ce qu'en dit de Certeau, n'est pas seulement l'art de faire du faible, mais aussi le déploiement des dispositifs et des initiatives pour faire face à l'âpreté de la vie au quotidien en agissant à court terme.

D'autres Maliens de Kamalondo, comme des locataires, habitent à côté d'autres Congolais. Du reste, la présence des Ouestafricains qui occupent des maisons dans la Commune populaire de Kamalondo traduit bien ce mélange fondé sur l'espace d'habitation effaçant la distance sociale entre ces étrangers et les autochtones. L'effacement de la distance sociale entre migrants africains et les Congolais est bien perçu par un Congolais qui raconte ainsi :

« Je travaille dans un magasin depuis plusieurs années. J'ai déjà travaillé avec plusieurs patrons étrangers. J'ai connu des Sénégalais, des Maliens, des Indiens et actuellement des Chinois. Je vis avec ma famille à Kamalondo appelé Kamal. Je réalise qu'il y a une distance lorsque je travaille avec des Indiens et des Chinois, tandis qu'avec des Sénégalais ou des Maliens, le courant passe bien. »
(M. U., 45 ans, entretien à Lubumbashi, Janvier 2010).

Les migrants asiatiques gardent une distance sociale vis-à-vis des Congolais. Qu'ils travaillent avec des Congolais dans un même magasin, les migrants asiatiques vivent cependant en groupe ; les Congolais sont soit leurs guides, soit leurs travailleurs. Avec eux, les relations s'arrêtent à la porte du magasin. Indiens comme Chinois à Lubumbashi partagent des mêmes pratiques de distanciation à l'égard des Congolais. En évaluant des manières de vivre et de faire des Indiens et des Chinois dans leurs interactions avec les Congolais, on constate ainsi un double étagement de la vie des migrants asiatiques. Sur le plan professionnel, des migrants asiatiques se rapprochent dans leurs relations avec les Congolais. Au-delà du milieu professionnel, ce sont des ghettos sociaux. Les migrants asiatiques se recroquevillent sur eux-mêmes en créant une vie qu'ils assument entre eux-mêmes sous le mode de vie de leur propre pays. Cette doublure de la mixité sociale crée une intégration segmentée qui se décline à plusieurs vitesses et cela dans un sens qui permet aux migrants asiatiques de mettre en condition la population congolaise côtoyée sans s'ouvrir totalement à la culture et à la société congolaises.

C'est dans cet étagement dans la manière de vivre par des migrants asiatiques que nous envisageons de parler de la « ghettoïsation sociale ». Tout en partageant le même espace urbain, entre migrants asiatiques et population locale, il existe des espaces où se déploie l'entre soi et ceux qui font se déployer la mixité sociale. Ces espaces sont liés au temps de la vie professionnelle et sociale, celle de la famille et de propres loisirs. Le temps de la vie professionnelle correspond à l'espace de la mixité sociale ; celui de la vie sociale est le temps de l'entre soi qui donne lieu à une ghettoïsation sociale. Cette dernière a des icones dans la ville : des restaurants et casinos chinois et indiens sont d'abord fréquentés par les ressortissants chinois et indiens. Il suffit de fréquenter de tels restaurants pour s'apercevoir que des Congolais y vont rarement seuls ; ils n'y vont souvent qu'en compagnie des partenaires chinois ou indiens. Ainsi, la première fonction des restaurants chinois et indiens est de marquer la signature de la présence de ces étrangers, présence qui devient le théâtre de la différence. Les inscriptions qui marquent le seuil de ces lieux se décodent. Lorsqu'un Congolais y entre, il se rend compte qu'il est ailleurs alors que l'espace physique qu'il utilise pour franchir le seuil est celui qui lui est commun. Monsieur V, 45 ans, est un homme

d'affaires Congolais. Pour ses affaires, il voyage beaucoup. Au cours d'un échange sur cette question, il nous raconte ce qui suit :

« La présence des restaurants et casinos des étrangers dans la ville de Lubumbashi démontre les changements que cette ville connaît. Tout en étant impressionné par ces transformations, je me sens de plus en plus étranger chez moi dans cette ville. Lorsque je vois des inscriptions en Chinois devant un restaurant, j'ai l'impression que j'entre dans un autre espace, qui n'est plus Lubumbashi. » (M. V., entretien à Lubumbashi, mars 2010).

La distanciation sociale sous le mode de laquelle vivent les migrants asiatiques découle du mode de recrutement de ces migrants asiatiques tel qu'il se fait dans leurs pays d'origine, basé sur la dynamique des réseaux et le clientélisme. Un Chinois interviewé nous a raconté que son arrivée à Lubumbashi a été arrangée à partir de sa ville par des contacts pris chez lui. Il en a informé ses parents. Il a été pris en charge par ce patron de la Chine jusqu'ici. C'est ce patron qui s'occupe de son logement et de sa restauration à Lubumbashi. Ils sont nombreux à se retrouver dans ce cas. D'autres sont venus dans le cadre du contrat du gouvernement congolais avec un consortium des entreprises chinoises pour les 5 chantiers de la République. C'est au sein de l'entreprise *Chinese Railways Engineering Company*, CREC en sigles, qu'ils travaillent à Lubumbashi. Le récit de vie d'un Indien qui travaille comme un représentant à Lubumbashi pour le compte d'un boss indien rappelle les conditions de travail de type néo-féodal : il travaille à Lubumbashi ; il reçoit une ration alimentaire de son patron de Kinshasa. Son salaire lui est versé dans un compte en banque dans son pays d'origine. C'est son patron qui s'occupe du renouvellement des papiers de séjour.

La plupart des migrants asiatiques vivent en vase clos à Lubumbashi. Cela serait dû à la différence de la culture et de la non-maîtrise des langues locales, mais aussi aux origines paysannes de certains ressortissants asiatiques, surtout les Chinois. Certains Chinois rencontrés par nous semblaient quitter des prisons et ainsi venir purger leurs peines en travaillant pour le compte des "boss" qui les ont amenés ici. Une telle rumeur sur des Chinois sortis de prisons et envoyés directement à Lubumbashi a couru dans la ville de Lubumbashi. Dans une recherche menée au Mali, Bourdarias enfonce le clou sur cette question et rapporte la rumeur selon laquelle « le gouvernement chinois enverrait des prisonniers travailler au Mali » (2009 : 49). Mais une chose est sûre, la sobriété avec laquelle certains Chinois vivent ici surprend : une manière de vivre qui frise des comportements comme dans un camp militaire : ils mangent à peine, s'ils ne mangent pas à même le sol ; cela veut dire qu'ils achètent de menus qu'ils consomment en cours de route ou assis sous un arbre ; ils achètent des beignets, des petits pains et des arachides. A une question sur la connaissance de son propre pays, la Chine, l'interlocuteur ne parlant ni le Français, ni l'Anglais, au cours de l'entretien raconte ceci : « J'ai quitté mon village pour venir directement ici... (Connaissez-vous la capitale de votre pays ?) Ouf, non. Je n'ai pas encore visité la capitale de mon pays... J'ai quitté directement mon village pour venir ici à partir de Guangzhou » (Entretien avec M.W., 39 ans, Novembre 2009 à Lubumbashi).

Les liens transnationaux et l'envoi des fonds par des migrants vivant à Lubumbashi ont attiré notre attention. Les migrants étrangers vivant à Lubumbashi gardent des attaches avec leurs pays d'origine. La plupart disent qu'ils effectuent régulièrement des voyages vers leurs pays d'origine. Certains sont à Lubumbashi et ont laissé leurs épouses et enfants dans leur pays d'origine. Sur place, ils reconstituent des liens primordiaux en créant des associations

regroupant les originaires de tel ou tel pays. Dans le cas des migrants africains et asiatiques, on trouve des associations des Maliens, des Libanais, des Nigériens, des Indiens, etc.

En ce qui concerne les Chinois, l'existence des restaurants avec des inscriptions en Chinois est la marque forte d'attaches primordiales entre eux. C'est là que beaucoup de Chinois passent la plus grande part du temps de loisir. Un Chinois a exprimé sa satisfaction et son non-dépaysment lorsqu'il est à Lubumbashi en raison de l'ambiance qu'il trouve lorsqu'il est dans des endroits comme les restaurants et casinos chinois. Il regrettait seulement qu'il n'y ait pas encore de carnaval de dragon à Lubumbashi! Le sentiment d'être chez lui (« *feeling like at home* ») est entretenu par l'ambiance créée par des associations et des clubs que les migrants arrivant trouvent dans la ville.

Les gadgets de la technologie moderne comme l'Internet ou le téléphone mobile sont utilisés souvent pour maintenir les contacts avec les membres de la famille restés dans le pays d'origine. Les envois des fonds sont courants parmi les migrants et les voies pour les transferts complexes. Le recours à des agences n'est pas fréquent. Des migrants Chinois ont déclaré que leurs salaires étaient payés sur des comptes en banques en Chine au profit de leurs épouses tandis que sur place, ils étaient pris en charge pour leur logement et leur nourriture par l'entreprise qui les emploie. Des Maliens font des transferts par téléphone : ils remettent l'argent à Lubumbashi à un autre Malien ; celui-ci prévient sa famille au Mali de libérer tel ou tel montant au profit de la famille bénéficiaire. Il y a également des sujets migrants qui n'envoient pas de fonds à leurs familles restées aux pays.

La connaissance des langues locales permet de jauger le degré de l'intégration des migrants dans un espace de vie. Selon des observations empiriques, des migrants africains sont beaucoup plus ouverts que des migrants asiatiques en ce qui concerne la connaissance des langues locales. La non-maitrise des langues locales par des migrants asiatiques quoiqu'elle n'empêche pas les interactions entre eux et la population locale ne traduit pas moins leur difficile intégration dans ce milieu. C'est ce qui explique le recours à des « gate-keepers » qui les aident dans les interactions avec le milieu. Il semble toutefois que des Chinois comme des Indiens s'insèrent dans le milieu même si ils ne connaissent pas les langues locales ; ils peuvent utiliser un mélange du chinois, de l'anglais et des langues locales.

Dans une étude menée en Chine sur la présence des migrants africains et sur la question des moyens de communication entre les ressortissants africains et les populations locales de quelques villes de la Chine dont Guangzhou, Bodomo cite plusieurs stratégies locutoires dont l'utilisation des secrétaires bilingues et l'usage de la machine à calculer (Bodomo, 2009, 18-19). Ces pratiques constatées par Bodomo en Chine se trouvent reproduites ici à Lubumbashi par les Chinois et les Indiens. Ces derniers utilisent des « gate-keepers » dans le rôle de traducteur-guide et dans certaines transactions, ils recourent au langage muet de la machine à calculer pour communiquer.

Parmi les facteurs qui constituent des paramètres d'attrait pour les migrants africains et asiatiques à Lubumbashi, il y a lieu de citer la « culture de tout peut s'arranger ». L'allusion est faite à la valeur d'échange dans les transactions entre les migrants et les différents services de l'Etat s'occupant des migrants. C'est le cas à titre d'exemple de la Direction générale des migrations (DGM). La régularité du séjour ou l'irrégularité qui en complique le séjour découlent de la valeur de la durée des papiers et leur renouvellement par des migrants. Pour explorer cet aspect de la réalité, une question a été administrée aux migrants sur les facilités/difficultés qu'ils rencontrent auprès des services de la migration à Lubumbashi. Dans

l'ensemble, il s'avère que la réponse « pas de problème » (pour renouveler les papiers ou pour résoudre les problèmes avec les agents de la DGM) occupe plusieurs occurrences. « Tout s'arrange facilement ici » devient un paramètre d'attractivité pour le sujet migrant. Certains migrants y trouvent un havre de la paix et préfèrent vivre ici loin des tracasseries dont ils pourraient être l'objet pour le contrôle et le renouvellement des papiers de leur séjour. Une autre facilité est offerte aux migrants vivant ici et cela concerne les migrants asiatiques : des parapluies 'politiques et administratifs' voient pour eux leurs patrons et leurs alliés locaux et obtiennent le renouvellement de leurs papiers de séjour.

Puisque nous parlons des parapluies politiques, il importe de relever que la création des organisations des ressortissants étrangers (africains et asiatiques) rime sur plusieurs registres d'opérationnalité. Ces organisations permettent aux migrants de recréer les liens primordiaux ; mais elles veulent aussi être les vitrines qui démontrent la visibilité de ces migrants ; ce sont aussi des passerelles de maintien des liens et des contacts entre les ressortissants étrangers et les autorités locales. Elles relèvent certes du transnationalisme ; mais elles participent de la quête de l'insertion/intégration dans la sédentarisation in situ. Du reste, les organisations de ces migrants sont toujours dirigées par des hommes d'affaires les plus importants (qui ont réussi, donc) dans telle ou telle communauté des migrants.

3.2 Lubumbashi : espace de vie et marques de la migration

Nous voulons ouvrir une porte pour procéder à des considérations d'ordre analytique pour aborder des questions liées à la thématique des migrants en Afrique et dans la cité/ville. Armelle Choplin et Jérôme Lombard (2008), étudiant la ville mauritanienne de Nouadhibu, écrivent bien à propos que la migration joue « un rôle dans la recomposition urbaine et économique de l'espace ». Cette évidence empirique des transformations de l'espace à la suite de la migration se lit de manière générale un peu partout dans le contexte de la mondialisation. Cette interaction entre migration et espace urbain se dénoue dans les deux directions, la première agissant sur le second et celui-ci entretenant la dynamique de la mobilité. Et d'abord une remarque importante sur ce point. Mongin (2008) écrit bien à propos :

« La reconfiguration territoriale en cours, l'un des moteurs d'une mondialisation qui ne se juge pas qu'à l'aune de l'économie, se caractérise par au moins trois tendances : la prévalence des flux de tous ordres (technologies, informations, communications, images, richesses, populations, finances...) sur les lieux, la prépondérance du privé sur le public et celle de l'entre soi sur la mixité sociale »

A cet égard, il convient de considérer Lubumbashi comme un réceptacle sur lequel peuvent se lire aisément certains des triples effets dégagés par Olivier Mongin ; nous voulons nous intéresser à deux aspects de ces effets, le premier et le troisième effets. Lubumbashi fait partie de ce « monde liquide » qui reçoit les ressortissants de toutes les nationalités. Les flux de toutes sortes s'y déversent. Sur le plan humain, Lubumbashi voit arriver des gens non pas qui viennent du froid, mais des contrées les plus lointaines. Tel est le cas de quelques Chinois rencontrés dans la ville qui ont quitté directement leur village dans l'Ouest de la Chine pour venir travailler à Lubumbashi. Ils parlent à peine l'anglais ; ils ne connaissent pas un mot du français. Lorsque le secteur minier connaissait un boom avant la crise financière

internationale de 2008-2009, la ville de Lubumbashi a connu l'arrivée des Ukrainiens. Ils étaient recrutés comme pilotes des avions Antonov que les hommes d'affaires congolais achetaient en vue de créer des compagnies d'aviation. Ils acheminaient ces avions achetés en ex-Union soviétique jusqu'en RDC et devaient les entretenir avant de former des mécaniciens congolais pour la maintenance.

La circulation des biens, des images et de la mode se manifeste dans la ville de Lubumbashi. Alors que l'ordinateur (surtout le portable, 'laptop') était une denrée rare dans cette ville, actuellement il est un bien largement répandue sur la ville. Les Congolais qui sont des sujets migrants prennent soin d'amener au pays des portables de toutes marques (et même de seconde main) pour les revendre à Lubumbashi. Par ailleurs, des migrants Chinois se promènent avec des besaces où sont des fois mis des repas, mais aussi de portables miniaturisés qu'ils revendent à un prix abordable. Ainsi sur le marché noir, dans la ville de Lubumbashi, il est possible de trouver des 'laptops' à des prix qui défient toute concurrence. La population lushoïse arrive à consommer des produits provenant de plusieurs endroits. Dans des super-marchés de la ville, on trouve des produits chinois, mais aussi des produits indiens, sud-africains, et aussi brésiliens. Dans ce sens, des poulets et des produits de la charcuterie ne viennent pas seulement de l'Afrique du Sud ou du Zimbabwe, mais aussi du Brésil.

Sur le plan des affaires, dans le cadre de la mobilité commerciale, plusieurs axes ou corridors de mobilité sont à signaler. Le premier est « le corridor européen et américain ». Des Congolais ont des réseaux d'affaires qui leur permettent de faire circuler les marchandises entre les Etats-Unis ou l'Europe et la ville de Lubumbashi. Le deuxième est « le corridor africain » : celui-ci permet la circulation des biens et marchandises entre Lubumbashi et des espaces aussi éloignés comme le Nigéria, le Congo-Brazzaville, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie, le Kenya.

Il importe de noter que la dynamique du deuxième corridor a donné lieu à l'émergence de la catégorie conceptuelle de « *Bana Luunda* » : il s'agit de ces jeunes Congolais décidés d'investir l'Angola au risque de leur vie pour avoir le diamant. Une stylistique de soi particulière a produit un nouveau sujet moral qui n'hésite de négocier les actions pour réussir en recourant aux ressources du monde de l'invisible et en brisant le tabou (de Boeck 2000a et 2000b). Le troisième corridor est celui des pays asiatiques : il est aussi vaste et couvre différents pays comme les Emirats Arabes Unis, la Chine (la ville de Guangzhou est devenue célèbre dans l'imagerie populaire locale). Cette multiplicité des directions donne l'exemple de la complexité de la dynamique de la mobilité à partir de la ville de Lubumbashi.

Le dernier effet dont nous voyons les manifestations est la prépondérance de l'entre soi sur la mixité sociale. Cette question renvoie à l'occupation de l'espace urbain qui crée des disparités en des termes d'espaces sûrs opposés aux espaces en déshérence. Les espaces sûrs ou sécurisés sont des espaces occupés par certaines catégories des migrants qui ont réussi sur le plan économique et dont les résidences sont hautement protégées par des agences de gardiennage en vogue dans des cités africaines. La ville de Lubumbashi est marquée par des disparités et des asymétries dans des quartiers résidentiels. Les quartiers huppés sont occupés par des Congolais qui ont réussi sur le plan économique, politique ou administratif. C'est dans de tels quartiers que l'on retrouve également des migrants hommes d'affaires. Généralement, des maisons louées par des migrants étrangers sont bien aménagées et créent un trait de différence d'avec d'autres habitations sur la rue ou dans un quartier.

Ce qui est plus intéressant à noter, c'est la non-mixité sociale dont parle Olivier Mongin (2008): les migrants vivent dans des communautés closes sur elles-mêmes. Des contacts avec des Congolais sont réglés par le travail ou par des relations particulières dues à certaines activités. Ainsi un « gate-keeper » Congolais peut accompagner un Chinois toute la journée. Les migrants fréquentent des lieux publics comme les marchés ou même certains hôpitaux privés ; mais là aussi, il semble se dégager une certaine « ghettoïsation » sociale.

Celle-ci peut être explicitée par l'exemple de la vie des Libanais à Lubumbashi. Il y a un système d'embauche au boulot par préférence nationale : cette situation se manifeste par le fait que les hommes d'affaires Libanais travaillent avec leurs frères Libanais. Tel est le cas d'un restaurant placé dans une station d'essence dans la ville de Lubumbashi où le responsable en chef de la cuisine est un Libanais et où l'agent commis au contrôle de la facturation et de la caisse est aussi un Libanais. Dans un super-marché dénommé « Jambo Maart » appartenant à des sujets Indiens, les postes centraux de contrôleurs des recettes sont exercés par d'autres Indiens.

Qu'en est-il des liens entre la ville et la migration (interne et internationale) ? Les liens sont complexes. Il y a d'abord l'évidence à noter que la plupart des villes en RDC sont de création coloniale. En période post-coloniale, les villes ont joué le rôle sur le plan politique et administratif. C'est dans des villes que l'on retrouve le plus la présence de l'Etat et des institutions qui le représentent. Ainsi, si un homme a des ambitions politiques, il ne peut réussir à le faire que s'il reste en ville. La présence des institutions de l'Etat en ville crée une opportunité pour l'emploi et d'autres avantages. Dans ce sens, être en ville crée une opportunité pour connaître une mobilité sociale dont parle la sociologie urbaine. Les possibilités entrevues par la mobilité sociale tant que l'on vit en ville confèrent à celle-ci de jouer un rôle d'attraction en matière migratoire. La migration rurale ou urbaine participe de la dynamique des villes en RDC qui sont des sites attractifs. La migration des villes vers les campagnes se font si et seulement si les campagnes/les milieux ruraux concernés deviennent des centres d'intérêt économique, comme la présence des carrières de mines ou un poste frontalier qui ouvre la voie de sortie vers l'extérieur. A 32 km de la ville de Lubumbashi, la cité de Kipushi est un poste frontalier, lieu privilégié pour le commerce transfrontalier entre la RDC et la Zambie. Des habitants de Lubumbashi, en quête d'affaires, peuvent se résoudre à aller vivre ou travailler à Kipushi. A plus ou moins 120 km de Lubumbashi, il y a une autre cité, Kasumbalesa, lieu de passage obligé pour la connexion avec la Zambie et l'Afrique australe. Cette cité vit en appendice des activités liées à la traversée de la frontière entre les deux pays : des services de l'Etat y fonctionnent attirant une concentration de la population pour toutes sortes d'affaires.

En ce qui concerne les milieux ruraux qui deviennent des sites/centres de vie de la population, on peut citer le site de Karoano-Mbola à plus ou moins 90 km de la ville de Lubumbashi : une carrière bien alléchante car disposant de beaucoup de minerais à forte teneur en cuivre cédée sur décision du gouvernement provincial pour être exploitée par les creuseurs artisanaux miniers. Entre 14 et 17.000 habitants se trouvant sur ce site, il n'existe pas de disposition d'hygiène publique, ni d'infrastructures de la vie communautaire (hôpital, école, etc). Les creuseurs artisanaux viennent d'autres centres urbains et ruraux de la province du Katanga, mais du Maniena et de la province du Kasai⁸.

⁸ Voir Communiqué de presse de la Ligue de lutte contre la fraude et la corruption, ONG basée à Lubumbashi sur l'incident de Mbola-Karoano. 10 Mai 2010.

En recevant des acteurs de la migration interne, la ville de Lubumbashi joue également un rôle d'espace d'élaboration de projet migratoire sur le plan international. Des jeunes congolais se déplacent des milieux ruraux ou d'autres villes vers Lubumbashi et arrivent à développer ou bénéficier des réseaux sociaux de manière à élaborer des projets de mobilité au-delà des frontières nationales. La ville présente plusieurs opportunités d'affaires. Que ce soit à Kinshasa ou à Lubumbashi, la prédominance du secteur informel donne d'avoir de l'imagination pratique pour faire face à la crise. Dans ce sens, les Congolais, hommes d'affaires à capital important ou se débrouillant sur le mode informel, peuvent se décider et s'engager dans la mobilité internationale pour des raisons d'affaires. Tel est le cas des deux jeunes anciens étudiants d'université congolais. Nous les avons rencontrés à l'aéroport de Lubumbashi alors qu'ils s'embarquaient pour un voyage vers Naïrobi avec pour destination Dubaï, pour les affaires. Écoutons le récit de l'un d'eux :

« J'ai fini ma licence à la Faculté de Droit à l'Université de Lubumbashi. J'ai commencé par faire le cambisme (échange des devises). J'ai ouvert par la suite un stand au marché pour vendre des marchandises. Un coup de main de la famille et un contexte particulier m'ont permis de m'imposer dans les affaires. J'ai un magasin en ville et je fais Dubaï au moins deux fois par mois. Je vais acheter des marchandises particulières directement à Dubaï et je les revends à Lubumbashi. A Dubaï, j'ai rencontré des Congolais que je consulte à mon arrivée de manière qu'ils m'épaulent pour la visite guidée de la ville et le service de transport. En ce qui concerne les affaires, elles marchent bien, mais il faut tout le temps bouger. »
(M. X., 35 ans, entretien à Lubumbashi, Mars 2010).

La ville devient ainsi un laboratoire où se préparent des initiatives sociales de la débrouille et d'autres stratégies de la quête de la survie. Aussi, est-il possible de considérer la migration comme faisant partie des stratégies de la débrouille. Or la débrouille est au cœur de la vie urbaine en RDC en général et en Lubumbashi en particulier. Alors, l'une des conséquences de la migration internationale sur la ville de Lubumbashi se manifeste sur le plan de l'architecture. Nous l'avions dit : Lubumbashi est un vaste chantier avec des maisons qui poussent comme des champignons partout. Cette extension spatiale agrandit la ville. La ceinture qui entourait la ville de Lubumbashi est mise en valeur par des Lushois qui construisent des maisons. À voir les types de maisons qui sont construites actuellement, surtout au niveau de la toiture, il y a des styles copiés de certaines maisons de l'étranger. Ainsi, il existe de « styles de toiture » de « Dubaï », de « Tanzanie », « d'Afrique du Sud » voire de la « Chine ». La consommation courante de denrées alimentaires est approvisionnée des importations provenant du Brésil, de l'Inde, de la Chine, de la Tanzanie et d'autres espaces lointains mais proches dans le contexte de la mondialisation.

CHAPITRE 4: CONCLUSION

Au terme de ce rapport, il nous revient la tâche de présenter les grandes lignes qui présentent l'économie générale de la recherche que nous avons entreprise dans la ville de Lubumbashi. D'abord une observation : la vocation minière de la ville de Lubumbashi constitue le socle de l'expansion de cette ville, une ville qui attire et qui continue à attirer aussi bien les Congolais (migration interne) que les migrants étrangers. La naissance et l'expansion de cette ville à l'époque coloniale sont intimement liées à la mise en valeur des ressources du sous-sol de la province considérée comme un espace-scandale géologique, atout de cette ville qui garde vivace son attrait de pôle migratoire. La croissance démographique de la ville de Lubumbashi est due essentiellement à la migration interne ou internationale. Lubumbashi, ville minière, est une ville fantôme : liée à l'essor du secteur minier, les hauts et les bas qu'elle rencontre dans son rôle de pôle d'attraction, mais aussi de pôle de précarité sociale dépendant fondamentalement des enjeux de l'économie politique internationale. Le boom minier entraîne une prospérité relative et une forte circulation de la monnaie tandis que la crise (notamment celle qui a frappé le monde en 2008) a eu des ressacs importants sur la vie socio-économique de la population de cette ville. Quoiqu'il en soit, Lubumbashi joue un rôle multifonctionnel en rapport avec la migration comme un espace d'émigration et d'immigration. Il est également un espace de transit.

La présence des migrants asiatiques dans le champ démographique de Lubumbashi constitue un élément nouveau même si en rappelant cet adage latin qui dit que « *nil novi sub sole* », on peut reconnaître que la présence des asiatiques dans la ville de Lubumbashi est aussi ancienne. Les Libanais sont présents en RDC depuis les années 70 et leur prépondérance dans la ville de Lubumbashi s'est manifestée dans l'exercice des activités commerciales telles le commerce, le secteur d'entretien et réparation des véhicules, la panification et, actuellement, le restaurant. Les Indiens sont également présents à Lubumbashi et ils s'imposent de plus en plus dans le secteur des affaires. Dans les années 2000, la présence indienne a été remarquée avec l'apparition des gros investissements dans le secteur minier par l'entreprise Chemical of Africa (CHEMAF) et des dépôts des produits pharmaceutiques « made in India ».

Par ailleurs, les Indiens se retrouvent présents au sein des contingents de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC). L'entreprise de construction d'automobile TATA a ouvert une succursale à Lubumbashi et le charroi automobile de cette marque devient un élément commun du paysage automobile de la ville de Lubumbashi.

Ce sont les Chinois que nous pouvons considérer comme les derniers venus dans le champ migratoire. Ils se caractérisent par une forte visibilité. Comme l'écrit bien Ma Mung, en rappelant un vieux proverbe : « Partout où l'océan pousse ses vagues, accostent les Chinois » (2009 :235). Quoiqu'il en soit, les Chinois comme les Indiens ou les Libanais à Lubumbashi participent de la dynamique « d'une nouvelle forme de migration de main-d'œuvre (qui) s'est développée depuis les années 1990 : les migrations de travail temporaires et contractuelles pour le compte de grandes entreprises chinoises travaillant à l'étranger dans le cadre de grands chantiers internationaux de travaux publics et d'équipement en infrastructures routières, ferroviaires, pétrolières, notamment en Afrique...Les migrations contractuelles

s'effectuent également pour le compte d'agences chinoises qui vendent cette force de travail à des entreprises de pays demandeurs de main-d'œuvre... » (Ma Mung, 2009 : 241).

Quant aux migrants africains, ils sont à la fois de nouveaux et d'anciens venus dans le champ migratoire à Lubumbashi. Commençons par les anciens : il s'agit des Sénégalais, des Maliens, des Zambiens ; parmi les nouveaux venus, citons les Nigériens, les Camerounais et bien d'autres. Venus à Lubumbashi dans les premières heures de l'indépendance, des Sénégalais, des Maliens et des Zambiens se sont mélangés à la population locale ; mais ils gardent, surtout en ce qui concerne les Sénégalais et les Maliens, des marques de leur identité : ayant occupé certains espaces habitables considérés comme des quartiers des Oustafricains, ils ont réussi à faire ériger une mosquée dans la proximité de leur aire d'habitation à Kamalondo. Selon des informations, l'Imam de cette mosquée de Kamalondo est un Malien.

La ville de Lubumbashi est un espace en pleine expansion caractérisée par la prédominance du secteur minier et des activités informelles (Wa Kabwe-Segatti, 2009 : 115-117), comme du reste il en est le cas de certaines autres villes d'Afrique. Dans ce domaine, des immigrés investissent dans toutes sortes d'activités porteuses de plus-value : ils y apportent leur capital social et leur savoir-faire. Ils en arrivent à maîtriser les circuits d'approvisionnement grâce à des réseaux transnationaux dont ils gardent l'usage. Ces activités sont nombreuses. On peut citer le commerce de détail avec toutes sortes de produits (CD-roms, films, gadgets de la technologie et produits électroniques et électriques), le restaurant, le secteur de l'hôtellerie, le garage, la panification, la construction et le secteur médical et pharmaceutique. Alors que les migrants Africains se mêlent aux Congolais et qu'ils s'adonnent à une multiplicité d'activités informelles comme la bijouterie ou le trafic des matières précieuses comme pour les Maliens, les Sénégalais ou les Nigériens, il semble que les migrants asiatiques gardent une distance par nature vis-à-vis des Congolais, en raison de la différence de la culture, mais aussi de la difficile maîtrise de langues locales et parfois de la précarité de leurs conditions de vie et de travail.

Les continuités s'observent dans la dynamique de la migration vers Lubumbashi : ville minière, elle continue à attirer des migrants étrangers. A l'époque coloniale, des migrants européens ont peuplé le Katanga : il s'agissait essentiellement des Belges et aussi des ressortissants des autres nationalités européennes comme des Italiens, des Portugais ou des Grecs, mais aussi des Juifs. Les ressortissants d'origine européenne ont laissé des signatures sur place. Ces empreintes se manifestent dans l'architecture des synagogues et des bâtiments abritant des clubs privés. Au cours d'un Colloque international organisé dans le cadre du centenaire de la naissance de la ville de Lubumbashi, Johan Lagae et Sofie Boonen (2010) ont rappelé l'impact de la présence des ressortissants de plusieurs nationalités dans la province du Katanga et sur le plan de l'architecture, des bâtiments de cette ville offrent cette diversité de styles.

Dans la configuration des migrants, il se lit des discontinuités : alors qu'à l'époque coloniale, ce sont des migrants européens qui dominent le champ à Lubumbashi, actuellement, les migrants européens ont un profil bas tandis que des ressortissants asiatiques deviennent de plus en plus nombreux. Ceci ne reflète-t-il pas le rapport des forces qui se traduisent à l'échelle mondiale par la montée des nations asiatiques comme la Chine ou l'Inde ? Cette montée en puissance de ces deux nations asiatiques pousse leurs populations à plus de dynamisme et de visibilité dans le champ de la mobilité à l'échelle internationale.

Actuellement comme dans le passé, c'est l'économie politique internationale qui trace des rôles à des espaces en fonction des ressources dont ils regorgent. Par ailleurs, la crise économique qui prévaut dans ce pays est comptable de l'adoption de la migration comme soupape de sécurité par la population dont les jeunes cherchent à émigrer. Par ailleurs, la prévalence des activités informelles en RDC explique la dynamique de la mobilité commerciale de plusieurs migrants qui partent de cette ville ou qui y viennent.

Les transformations induites de la migration s'observant dans l'espace urbain se lisent à travers les recompositions sociales et économiques en œuvre dans cette ville. On a vu que la ville de Lubumbashi est née dans la mouvance des flux migratoires. Cette ville est un réceptacle émetteur et récepteur. En attirant les gens dans le cadre de l'exode rural ou de la migration urbaine-rurale, Lubumbashi entretient la propension de la culture de la mobilité. Des relations complexes de (non) mixité sociale et des frontières sociales internes se créent lentement rendant de plus en plus multivarié l'espace urbain.

Ghettoïsation sociale, sites d'exclusion et temps sociaux de distance sociale caractérisent la vie au quotidien dans cette ville. Il n'a pas encore été enregistré des mouvements de xénophobie contre les étrangers dans cette ville. Mais sur le plan interne, des conflits ethniques sont fréquents, manifestes ou latents. Ils sont articulés à des enjeux politiques, champ sur lequel des migrants étrangers ne se trouvent pas présents. Des transformations sociales sont également en œuvre dans cette ville, induites de la dynamique de la migration. Alors que Lubumbashi était une ville dont les familles patrilocales dépendaient de la prédominance de l'homme, la crise économique a fait voler en éclat le monopole de l'homme dans la vie et la survie des familles. Le chômage a frappé les hommes. La crise a mis debout les femmes qui deviennent des acteurs importants sur le champ économique. Cette activité des femmes les conduit à emprunter le chemin de la migration et elles deviennent de plus en plus visibles. Une certaine autonomisation des femmes lushoises est visible. Des magasins appartenant à des femmes sont nombreux. Des nanas « Benz », cette figure de réussite de la femme, apparaissent et elles ont des affaires qu'elles font en étant parties prenantes dans le champ de la migration.

Un autre versant de transformations induites de la migration devrait se lire du côté des conséquences de la migration (immigration) sur la ville de Lubumbashi. Des migrants en viennent à avoir une sorte de monopole, sinon de quasi-monopole dans certains secteurs de la vie économique de cette ville. Ceci semble porteur du développement de certains secteurs et services, mais des services qui s'obtiennent à des coûts trop élevés pour la population locale.

Par ailleurs, les migrants asiatiques et même africains parviennent à créer une sorte de « diaspora entrepreneuriale », une notion qu'utilise bien à propos Ma Mung (2009). En prenant acte de la reconfiguration des activités économiques induites par l'arrivée des migrants de toutes origines, surtout des migrants asiatiques, il y a lieu de s'interroger sur la portée sociale des activités des « entreprises ethniques » (Aldrich et Waldinger, 1990). Jouent-elles un rôle positif sur le marché de l'emploi au bénéfice de la population locale ? Ces entreprises ethniques des migrants sont-elles ouvertes pour résorber le chômage qui frappe la population locale ? Un indice sur le taux de l'emploi du personnel congolais au sein d'un établissement médical chinois nous donne la mesure de la réponse à cette question. Huit Congolais sont utilisés dans un hôpital chinois comme personnel d'appoint (le nursing) tandis qu'il y a quarante Chinois parmi lesquels on trouve même le jardinier, selon des informations obtenues au cours d'une visite dans cet établissement situé au centre de la ville

de Lubumbashi (Octobre 2010). Ce sont ces Congolais parmi le personnel soignant qui veillent la nuit auprès des malades internés dans cet hôpital.

L'économie de la RDC a été souvent dépeinte comme croulant sous la dépendance. Celle-ci empêche la montée d'une classe moyenne des entrepreneurs congolais. La percée des migrants étrangers qui investissent dans tous les pans de la vie économique ne concourt pas à la croissance économique et à l'amélioration des conditions de vie de la population locale. La main d'œuvre locale n'est pas utilisée ; des unités de production locale sont perturbées par le savoir-faire, voire la contrefaçon des Chinois dont le pays est considéré comme le grand « atelier du monde ». La présence des produits de toutes sortes et parfois vendus à bas prix décourage la production locale sans oublier la médiocre qualité des produits offerts à la population locale pour la consommation.

Quels sont les domaines qui nécessitent davantage de la recherche ? Les enquêtes menées dans la ville nous ont permis d'avoir une cartographie des sujets migrants pour certaines nationalités. Mais il reste à continuer à rechercher pour analyser des cas de sujets migrants à la marge en ce qui concerne la quantité. C'est le cas des migrants européens dont le nombre est presque insignifiant. On retrouve des Français ou des Belges qui veulent se débrouiller à Lubumbashi. Des recherches ciblées sur ces ressortissants peuvent nous permettre d'avoir des données biographiques sur les expériences migratoires des uns et des autres. La question de l'intégration des sujets migrants est presque un défi qu'il faut relever. Alors qu'en Europe, la question de l'intégration renvoie à l'émergence de la citoyenneté et à la participation des migrants étrangers dans la sphère publique (Magnet, 2001), de tels enjeux ne se lisent pas clairement ainsi à Lubumbashi comme partout ailleurs. A cet égard, des recherches sur la naturalisation seraient une porte d'entrée pour comprendre dans la durée les ambitions des migrants vivant dans ce pays.

Des recherches sur l'intégration spécifique des migrants étrangers par nationalité serait une approche à mener dans le futur pour apprécier dans une perspective comparative les modalités de la gestion de l'intégration par les Chinois, les Indiens, les Grecs, les Belges, etc. dans la ville de Lubumbashi. On n'a pas encore tout apprécié le poids des médias dans la représentation que la population lushoïse se fait de la migration internationale. A ce niveau, pousser des recherches pour explorer cette dernière question serait pertinent. Il semble qu'il y a encore trop d'évidences qui nécessitent des revisites empiriques. Tout ceci ne peut mieux se faire que si on dispose d'une base des données sur les statistiques exactes de migrants vivant dans la ville de Lubumbashi : d'où des enquêtes par ménages pour identifier à travers toute la ville le nombre des étrangers serait une priorité pour l'avenir.

Enfin, comment peut-on redéfinir la mobilité ? Question ouverte et qui ne sera pas fermée par ce texte car à l'évidence, il nous revient de constater que le référent de la migration enferme la signification de départ d'un lieu vers un autre avec l'intention, une perspective qui fait se lever les boucliers des mesures protectionnistes et anti-migratoires. La mobilité rime avec l'épistème de la logique de l'aventure : « *ubi bene, ibi patria* » (là où l'on est bien, c'est là sa patrie) serait l'antienne des sujets qui embrassent la mobilité. En RDC, la prédominance des activités informelles élargissent la recherche de la connexion des lieux et des espaces proches et lointains reliés à une logique : celle de la recherche de la rente de la translocalité. Les migrants congolais entendent jouer sur les différentiels des prix dans l'espace transnationalisé pour augmenter leur gain. Dans certains endroits publics comme dans des bars ou à bord des bus, il est possible d'entendre des conversations entre des Lushois qui ne parlent pas des conditions atmosphériques du jour, ni des résultats de football, mais bien et seulement des

biens et marchandises ainsi que de leurs prix sur le marché de Dar es Salaam, de Dubaï ou de Guangzhou. Travailler localement, mais agir globalement, tel semble être le format sous le mode duquel se définissent les migrants lushois.

La mobilité rend la vie à la ville de Lubumbashi : elle lui permet d'être « glocalisée » et face à l'âpreté de la vie dont la réponse pousse les gens à se débrouiller en empruntant plusieurs voies, y compris celle de la migration, les habitants de cette ville (donc, les migrants et les non migrants) peuvent accéder à des biens, idées et pratiques d'ailleurs tout en étant coincés dans l'exiguïté de cet espace urbain qui de plus en plus prend de l'extension et se modernise à sa manière.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aldrich, H.E. and Roger Waldinger, (1990), "Ethnicity and Entrepreneurship", in *Annual Review of Sociology*, vol.16, pp. 111-135.
- Aron, R., (1962), *Paix et guerre entre les nations*, Paris: Editions Calmann-Levy.
- Badie, B. & Smous, M.-C., (1992), *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris: Editions Dalloz.
- Badie, B., (1995), *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris: Editions Fayard.
- Bartram, D., (2010), "International Migration, Open Borders Debates, and Happiness", in *International Studies Review*, 12, pp.339-361.
- Bastienier, A et Felice Dassetto, (1995), "L'intégration des immigrés en Europe: un cadre conceptuel", in Gérard, H. et V. Piché, *Sociologie des populations*, Montréal: PUM/AUPELF-UREF, pp. 423
- Bayart, F. (1981), "Le politique par le bas en Afrique. Question de méthodes", in *Politique africaine*, n° 1(I)
- Berkeley, B., (1993), "Zaire: An African Horror Story", in *The Atlantic Monthly*, August, available online at:
<http://www.theatlantic.com/past/docs/unbound/flashbks/rwanda/zaire.htm>
- Bertrand, M., (2010), "Mobilité, pauvretés: les villes interrogées. introduction", in *Revue Tiers Monde*, n°201, janvier-mars, pp. 7-23.
- Biaya, T.K., (1998), "Ethnicity and the State in Zaire", in Nnoli, O. (ed.), *Ethnic Conflicts in Africa*, Nottingham: Russell Press Ltd, pp. 327-350.
- Bodomo, A., (2010), "The African Trading Community in Guangzhou: An Emerging Bridge for Africa-China Relations", in *China Quarterly*, vol. 203, , pp. 693–707.
- Boeck, F. (de), (2000a), "Comment dompter diamants et dollars: dépense, partage et Identité au Sud-Ouest du Zaïre (1980-1997)", in Monnier, L. et alii., *Chasse au diamant au Congo/Zaïre*, n°45-46, Tervuren: Institut africain/Cedaf, pp.171-208.
- Boeck, F. (de), (2000b), "Des chiens qui brisent leur laisse: mondialisation et inversion des catégories de genre dans le contexte du trafic de diamant entre l'Angola et la République Démocratique du Congo (1984-1997)", in Monnier, L. et alii., *op. cit.*, pp.209-232.
- Bouillon, A. (éd.), (1999), *Immigration africaine en Afrique du Sud. Les migrants francophones des années 90*, Paris & Johannesburg: Editions Karthala & IFAS.
- Bourdarias, F., (2009), "Mobilités chinoises et dynamiques sociales locales au Mali", in *Politique africaine*, n°113, Mars, pp.28-54.

- Braeckman, C.(2010), *Congo 1960. Echech d'une décolonisation*, Bruxelles: André Versailles.
- Bredeloup, S., (2008), "L'aventurier, une figure de la migration africaine", in *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 2, n°125.
- Chabal, P. et Daloz, J.-P., (1999), *Africa Works. Disorder as Political Instrument*, London: The International African Institute.
- Chaponnière, J.-R. et Raphael Jozan, (2008), "Introduction thématique", in *Afrique contemporaine*, n° 228/4, pp.21-34.
- Choplin, A. et Jérôme Lombard, (2008), "Migrations et recompositions spatiales en Mauritanie. 'Nouadhibou du monde', ville de transit... et après ?", in *Afrique contemporaine*, n° 228/4, pp.151-170.
- Dibwe dia Mwembo, D. et al., (2005), *Les migrations à Lubumbashi, rapport des recherches de l'Observatoire du changement urbain*, publications de l'Université de Lubumbashi et de l'Observatoire du changement urbain.
- Fibbi, R. et Gianni d'Amato, (2008), "Transnationalismhhe des migrants en Europe: Une preuve par les faits", in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, volume 24, n° 2, pp.7-22.
- Fontaine, J. (1958), *Les Fables de la Fontaine*, annotées et commentées par C. Hanlet, Bruxelles: Office de Publicité.
- Global Witness, (2006), *Digging in Corruption. Fraud, Abuse and Exploitation in Katanga's Copper and cobalt mines*, Report, July, accessible sur l'Internet: <http://www.globalwitness.org> consulté le 3 Juillet 2006
- Jónsson, G. (2009), Bilan comparatif: tendances migratoires africaines, rapport, Programme des perspectives africaines sur la mobilité humaine, IMI. Voir www.imi.ox.ac.uk
- Kadima, D. (1999), "Motivations à l'émigration et activités économiques des immigrants congolais (RDC) en Afrique du Sud", in Bouillon, A. (éd.), *Immigration africaine en Afrique du Sud. Les migrants francophones des années 90*, Paris: IFAS-Karthala, p. 107
- Lagae, J. et Boonen, S., (2010), "L'architecture, l'urbanisme et la géographie sociale d'une ville (post)coloniale. Une lecture critique des paysages urbains de Lubumbashi à travers le vocabulaire d'Elisabethville et la construction de l'architecture hospitalière des années 1950", communication au Colloque international: *Lubumbashi, cent ans d'histoire. Littérature, cultures urbaine, débats intellectuels*, 9-11 septembre 2010, Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Lubumbashi.
- Landau, L.B. et Freemantle, I., (2009), "Tactical Cosmopolitanism and Idioms of Belonging: Insertion and Self-Exclusion in Johannesburg", in *Journal of Ethnic and Migration*

- Studies*, n°36, pp.375-390, url: <http://dx.doi.org/10.1080/13691830903494901>, site consulté le 6 octobre 2010.
- Le Bris, E. et al., (1987), *Famille et résidence dans les villes africaines (Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé)*, Paris: Editions L'Harmattan.
- Le Lushois*, (2009), journal hebdomadaire, Mars
- Leung, M. W.H., (2006), *Overseas Chinese Agents for Economic Development in China*, communication présentée to expert meeting 'International migration and national development: Viewpoints and policy initiatives in the countries of origin'. Radboud Universty Nijmegen.
- Lututala, M., (2005), "L'élargissement des espaces de vie des familles congolaises sur des migrants à Paris", in Vignikin, K. et Patrice Vimard, (sous la direction de), *Familles au Nord, Familles au Sud*, Bruxelles: Editions Bruylant Academia, pp. 409-429.
- Ma Mung, K. E. (2009), "Diaspora et migrations chinoises", in Jaffrelot, C. et C. Lequesne (dir.), *L'enjeu mondial. Les migrations*, Paris: Presse de la Fondation nationale des Sciences Politiques, pp.235-244.
- Magnette, P., (2001), *La citoyenneté. Une histoire de l'idée de participation civique*, (Préface de John Dunn), Paris: Editions Bruylant.
- McLuhan, M., (1968), *Message et massage, un inventaire des effets*, Paris: Editions Jean-Jacques Pawert.
- Mongin, O., (2008), "Introduction. Quelle reconfiguration territoriale ? Quelle reconfiguration démocratique ?", in *Esprit*, n°384, Octobre, p.62.
- Moncomble, F., (2009), "Mobilité, réseaux et flux", in Stébé, J.-M. et Hervé Marchal (sous la dir.), *Traité sur la ville*, Paris: P.U.F.
- Ndaywell, è N., (1998), *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Bruxelles & Paris: De Boeck & Larcier s.a.
- Ngoie, T., (2010), « Congo. Modern Era Migration », in *Encyclopedia on Global Human migration*, New York, in press.
- Ngoie, T. et Lelu, D., (2010), *Migration en RDC. Profil migratoire national 2009*, Genève, Publications de l'Organisation internationale pour les migrations, available on the website of the IOM: www.iom.int
- Ngoie T. and Vwakyankazi, M. (2009). Profil migratoire par pays: cas de la RDC. Lubumbashi: Université de Lubumbashi/Katanga.
- Ngoie, T. et Kenneth Omeje, (2008), "Rentier Politics and Low Intensity Conflicts in the DRC: The Case of Kasai and Katanga Provinces", in Omeje, K.(ed.), *Extractive Economies and Conflicts in the Global South? Multi-Regional Perspectives on Rentier Politics*, Aldershot: Ashgate, pp.135-148.

- Nkuku, C., & Remon, M. (2006) *Strategies de Survie a Lubumbashi (R-D Congo)*. Paris: Harmattan.
- Obadare, E., (2009), "The uses of ridicule: Humour, 'infrapolitics' and civil society in Nigeria", in *African Affairs*, vol.108, n° 431, April, pp. 241-261.
- Obotela, R.N., (2002), *République Démocratique du Congo. Un Etat sans papiers dans le village planétaire*, Kinshasa: Editions du Centre d'Etudes Politiques.
- Organisation des Nations Unies (2002), *Rapport final du groupe d'Experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la République Démocratique du Congo*, New York, Conseil de sécurité des Nations unies, S/2002/1146
- Parreñas, R.S., (2001), *Servants of Globalization: Women, Migration and Domestic Work*, Stanford, CA, Stanford University Press.
- OIM, (sans date), *L'image des migrants dans la société*:
http://www.iom.ch/java/webda/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/policy_and_research/policy_documents/MCINF277_FR.pdf accédé le 20 août 2010.
- Rea, A. et Maryse Tripier, (2003), *Sociologie de l'immigration*, Paris: Editions La Découverte.
- Rosny, E. (de), (2002), "L'Afrique des migrations. Les échappés de la jeunesse de Douala", in *Etudes*, n°3965, Mai
- Rubbers, B., (2006), "Les mesures de la dissimulation. Les méthodes de recherche en sciences sociales face à la falsification de l'économie congolaise", in *Civilisations*, vol. LIV, n° 1-2, pp. 57-65
- Sautman, B. and Yan Hairong, (2007), "Friends and Interests: China's Distinctive Links with Africa", in *African Studies Review*, vol. 50, n°3, December, pp. 75-114.
- Sindjoun, Luc, (2002), *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, Editions Karthala.
- Schnapper, D., (2001), "De l'Etat-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité Du concept de diaspora", in *Revue Européenne des migrations internationales*, volume 17, n°2, pp.9-36 accessible sur le web sur <http://remi.revues.org/document1943.html> site accédé le 7 avril 2010.
- Smith, R.C., (2006), *Mexican New York. Transnational Lives of New Immigrants*, Berkeley, CA, University of California Press.
- Sumata, C. et al., (2004), « Images et usages de l'argent de la diaspora Congolaise : les transferts comme vecteur d'entretien du quotidien à Kinshasa », in Trefon, T. (sous la direction de), *Ordre et désordre à Kinshasa ? Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Paris, Editions l'Harmattan.

- Streiff-Fenart, J. et Poutignat, P. (2006), “De l’aventure au commerçant transnational, trajectoires croisées et lieux intermédiaires à Nouadhibou (Mauritanie)”, in cahiers de la Méditerranée, n°73/2006 accessible online au <http://cdlm.revues.org/index1553.html>
- Taraf-Najib, S., (1995), Territoires migratoires, territoires de familles chez les Libanais de Dakar. Espace en mouvement et culture locale, accessible sur l’url: http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers08-09/010014865-61.pdf
- Tarrius, A., (2001), “Au-delà des Etats-nations: des sociétés de migrants”, in *Revue Européenne des migrations internationales*, volume 17, n°2, accessible sur le web sur <http://remi.revues.org/document1944.html> site accédé le 10 avril 2010
- Terray, E., (1986), “Le climatiseur et la véranda”, in *Afrique plurielle, Afrique actuelle. Hommage à George Balandier*, Paris, Editions Karthala.
- Trefon, T. (ed.) (2004). *Reinventing Order in the Congo: How People Respond to State Failure in Kinshasa*. London: Zed Books.
- United Nations (UN). (2002). *Twelfth Report of the Secretary-General on the United Nations Organisation Mission in the Democratic Republic of the Congo*. S/2002/1180.
- Véron, J.-B., (2008), “Editorial”, in *Afrique contemporaine*, n°228/4, pp.5-9. Chaponnière, J.R. et Raphael Jozan, 2008, “Introduction thématique”, in *Afrique contemporaine*, n°228/4, pp.21-34
- Wa Kabwe-Segatti, A., (2009), “Les nouveaux enjeux des migrations intra-africaines”, in “”, in Jaffrelot, C. et C. Lequesne (dir.), *L’enjeu mondial. Les migrations*, op. cit. pp.115-122.
- Whitehouse, B. (2009a), “Discrimination, Despoliation and Irreconcilable Difference: Host-Immigrant Tensions in Brazzaville, Congo”, in *Africa Spectrum*, 44, 1, pp.39-9. Available online: www.africa-spectrum.org accessed on 28th April 2010.
- Whitehouse, B. (2009b), “Transnational childrearing and the preservation of transnational identity in Brazzaville, Congo”, in *Global Networks*, vol.9, n°1, pp. 82-99.

ANNEXE: PROTOCOLES DE RECHERCHE

A. Groupe cible : Les immigrants africains/asiatiques à Lubumbashi

1. Sur l'enquête :

Date de l'enquête : Lieu de l'enquête (adresse) :

2. Identification de l'enquêté

1. Nom et prénom (post-nom) : (facultatif).....
2. Age :
3. Sexe : M/F
4. Etat civil : (Célibataire/Marié/Divorcé/Veuf/veuve).
5. Si marié(e), à qui (nationalité) ?..... Le mariage a-t-il eu lieu avant ou après la migration ?.....
6. Profession (activité) exercée :
7. Niveau d'études : (primaire/secondaire/supérieur /universitaire)
8. Première année d'installation/arrivée en RDC :
9. Lieu de résidence à Lubumbashi (adresse) :
10. Composition familiale de l'enquêté (si marié) (Nombre d'enfants et d'autres personnes sous le toit)

Membres de la famille qui vivent dans la même maison

N°	Sexe		Age	Niveau d'étude (1-2-3-4-5)	Relation de parenté avec l'enquêté	Etat civil (1-2-3-4)	Activité (secteur)	Lieu de travail
	H	M						

Niveau d'études: (1) Analphabète ; (2) école primaire ; (3) secondaire;(4) Université, (5) autre (préciser)

Etat civil : Célibataire), Marié (e), Divorcé (e), Veuf (ve)

II. Motivations des migrants

1. De quel pays êtes-vous originaire ? Pays :Ethnie :
2. Comment avez-vous choisi de vous établir dans ce pays ?

3. Connaissez-vous des relations avec d'autres compatriotes vivant dans ce pays de résidence ? (détails)
4. Vos activités vous sont-elles profitables ? (Détails)
5. Pouvez-vous conseiller à d'autres personnes de migrer ? (immigrer ou émigrer)

III. Socio-analyse des flux migratoires

1. Qui ou qu'est-ce qui vous a donné l'idée d'émigrer/immigrer ?
2. Comment s'est effectué le voyage ? (Indiquez- en les itinéraires) Comment a été l'accueil ?
L'installation ? L'insertion ?
3. Quels sont les pays où vous avez vécu avant de venir en RDC ? (citez les avec indication des années).
4. Etes-vous en contact avec les membres de votre famille au pays d'origine et comment entretenez-vous ce contact ? (courrier, téléphone, internet, visites, associations, etc.)
5. Voyagez-vous vers votre pays d'origine : une fois l'an :.....Pas souvent :.....
6. Avez-vous l'idée de migrer encore pour changer de pays ? Ou voulez-vous retourner dans votre pays d'origine ?
7. D'après vous, y a-t-il des pays et dans ces pays des villes ou des régions qui seraient plus accueillants que d'autres ? lesquels ?
8. D'après vous, quelles sont les principales ou les plus fréquentes activités des immigrés ou émigrés ?
9. Etes-vous locataire ou propriétaire d'une maison dans laquelle vous vivez ?
10. Avez-vous des maisons ou des terrains bâtis ou non bâtis à Lubumbashi ?
11. Est-ce Lubumbashi est la seule ville dans laquelle vous vivez en RDC ou avez-vous été déjà dans une autre ville du pays ? (précisions et commentaires sur ces détails).

IV. Impact des flux migratoires

1. Comment êtes-vous traité dans le pays hôte ?
2. Les activités que vous y exercez sont-elles bien vues par les citoyens du pays hôte ? (quelques témoignages ?)
3. Citez des avantages que vous accorde le pays hôte et des difficultés que vous y rencontrez
4. Etes-vous en contact avec votre pays d'origine ? Comment entretenez-vous ce contact ?
5. Avez-vous des problèmes concernant le renouvellement/l'obtention des papiers de séjour et de résidence ? Comment les résolvez-vous ?
6. Les autorités de l'ambassade/consulat de votre pays s'intéressent-elles au sort de leurs ressortissants vivant en RDC ? (exemples)
7. Envoyez-vous des biens en nature ou en argent au pays ? Par quels moyens (canaux) ?

B. Groupe cible : QUESTIONS AUX PARENTS DES MIGRANTS

Motivations des migrants

1. Quelles relations avez-vous avec le migrant : (père, mère, frère, sœur, cousin, etc.)
2. Dans quel pays se trouve votre parent migrant ?
3. Depuis combien de temps y est-il ?
4. Pourquoi le migrant est-il parti ? (Objectifs visés : études, emploi, affaires, sécurité, etc.)
5. Votre parent émigré a-t-il pris la décision de migrer seul ou avec la famille ?
6. Au cas où la famille a participé à la décision d'émigration, quelle a été sa contribution à la préparation du voyage ? (Argent, démarches administratives, trousseau, conseils, recommandations).
7. La famille a-t-elle vendu des biens pour soutenir le projet migratoire ? (parcelle, véhicule, prêts) (précisez)
8. Comment le parent émigré a-t-il effectué le voyage (air, mer, route, etc.)
9. Comment a-t-il été accueilli dans le pays de destination ? (par qui ?, facilités et difficultés)
10. Que fait-il actuellement (études, emploi, affaires, débrouillardise, facilités et difficultés)
11. Est-il en contact avec la famille restée en RDC (rentre-t-il régulièrement ?, écrit-il ? (internet, téléphone,) ?
12. Envoie-t-il des biens en nature ou en argent ?..... Par quels canaux ?.....
13. Le parent émigré compte-t-il rentrer en RDC, s'établir définitivement dans le pays d'accueil ou émigrer encore plus loin ?
14. Comment le parent émigré (dans sa correspondance, messages) apprécie-t-il l'accueil dans le pays de destination ? (hospitalier, inhospitalier, xénophobie ?)
15. Pouvez-vous ou comptez-vous contribuer à l'émigration d'autres membres de la famille ?

Les questions s'arrêtent ici pour la première catégorie d'enquêtés.

C. Groupe cible : QUESTIONS AUX CONGOLAIS DE RETOUR

1. Depuis quand êtes-vous revenu en RDC (date ou année précise)
2. Pourquoi êtes-vous revenu au pays (objectifs d'émigration atteints, difficultés de séjour, expulsion, etc.)
3. Quel est le pays étranger duquel vous êtes revenu ?
4. Combien de temps y avez-vous été ?
5. Quelles activités vous y faisiez ?
6. Comment s'est effectué le voyage vers le pays étranger ? (Indiquez en les itinéraires) Comment a été l'accueil ? l'installation ? l'insertion ?
7. Lors de votre séjour à l'étranger, envoyiez-vous des biens en nature ou en argent à la famille restée au pays ? par quels canaux ?

8. Racontez des souvenirs heureux et malheureux lors de votre séjour à l'étranger. (libres commentaires)
9. Gardez-vous des contacts avec d'autres émigrés rencontrés à l'étranger ?
10. Quelles sont les occupations actuelles en RDC après votre retour ?
11. Avez-vous une maison ici au pays ? Ou êtes-vous locataire ?
12. Dans quel quartier vivez-vous ?
13. Pouvez-vous repartir à l'étranger si l'occasion vous en est donnée ?
14. Pouvez-vous encourager d'autres compatriotes congolais à revenir au pays ?
15. Pouvez-vous encourager d'autres membres de votre famille à émigrer ?
16. Comment vous considèrent d'autres compatriotes congolais (que vous cotoyez) qui n'ont jamais émigré ?

D. Cible : les migrants internes

1. Sur l'enquête :

Date de l'enquête : Lieu de l'enquête (adresse) :

2. Identification de l'enquêté

1. Nom et prénom (post-nom) : (facultatif).....
2. Age :
3. Sexe : M/F
4. Etat civil : (Célibataire/Marié/Divorcé/Veuf/veuve).
5. Profession (activité) exercée :
6. Niveau d'études : (primaire/secondaire/supérieur /universitaire)

3. Questions sur les migrations internes.

7. Depuis quand êtes-vous à Lubumbashi ?
8. Quelle est la dernière ville où vous résidiez avant de venir à Lubumbashi ?
9. Qu'est-ce qui vous a poussé à venir à Lubumbashi ?
10. Etiez-vous seul ou accompagné lors de votre première arrivée à Lubumbashi ?
11. Qui vous a accueilli pour la première fois à Lubumbashi ?
12. Dans quel quartier habitez-vous actuellement ?
13. Etes-vous bailleur ou locataire ?
14. Avez-vous des associations socio-culturelles auxquelles vous prenez part ?
15. Voulez-vous aller dans une autre ville en RDC ? Laquelle ?
16. Si oui, quelles sont les raisons qui vous font quitter Lubumbashi ?
17. Voulez-vous sortir de la RDC pour aller ailleurs ? Si oui, dans quel pays étranger ?
18. Quelle activité exerciez-vous avant de venir à Lubumbashi ?
19. Connaissez-vous des sites où l'on héberge les déplacés internes ?
20. Souhaitez-vous rentrer dans votre ancien centre où y vivre ?